

# DANIEL GUÉRIN

## Pour le communisme libertaire

Éditions Spartacus, Série B n°164  
Les Amis de Spartacus, 2003

*A Maximilien Rubel, à qui ce petit livre doit tant.  
Bien fidèlement,  
Daniel Guérin<sup>1</sup>*

*A la mémoire de Ramon Finster, Gérard Mélinand et Jacques Toublat, compagnons trop tôt disparus*

### Table des matières

**Préface de Georges Fontenis 6**

**Avant-propos 10**

**Introduction 13**

Pourquoi «communiste libertaire» ? 18  
Frères jumeaux, frères ennemis 20  
Réhabilitation de l'anarchisme 25  
Socialisme falsifié et socialisme libertaire 28  
Trois problèmes de la Révolution 29  
- Spontanéité et conscience  
- La question du pouvoir  
- La gestion de l'économie  
La Révolution déjacobinisée 39  
L'autogestion ouvrière et Proudhon 57  
Sur l'Association internationale des travailleurs, 1864-1877 75  
La condamnation du «communisme» autoritaire par Bakounine 80  
Le «socialisme» par en haut de Lénine 87  
De l'autogestion à la bureaucratie soviétique, 1917-1921 103  
Kronstadt 1921 107  
L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, 1936-1937 113  
Syndicalisme révolutionnaire et conseillisme 120  
Mai 68, une continuité, un renouveau 127  
Le communisme libertaire, le seul véritable communisme 131

#### **Annexes:**

- La plate-forme communiste libertaire de 1971 (collectif) 136  
- L'appel pour une alternative libertaire de 1989 (collectif) 141

### Préface

La réédition de cet ouvrage s'imposait. Pour les anciens qui ont tendance à oublier, ou à refaire l'Histoire selon leurs préférences, pour les plus jeunes qui ont parfois des difficultés à situer le combat essentiel qui fut celui de Daniel Guérin. Ouvrage surprenant, composite, constitué d'articles publiés ici ou là au cours des années 1950 à 1980 et qui jalonnent le parcours politique de l'auteur.

Fils d'une famille de la grande bourgeoisie libérale parisienne, il bénéficie d'une formation universitaire de haut niveau, rencontre des personnages connus, et se familiarise avec la littérature, l'histoire, la poésie et les grands problèmes politiques de l'après-Première Guerre mondiale.

Premières lectures et rencontres politiques : il lit le [Manifeste communiste](#) de Marx et Engels. Il prend contact avec la gauche du Parti socialiste-SFIO. De 1927 à 1929, il gère une succursale d'Hachette (fief familial, qu'il proposera de nationaliser en 1945 au grand dam de sa famille) au Liban, y rencontre l'émir Khaled, le fils d'Abd el-Kader et Louis Massignon, personnages qui compteront dans son ralliement à la cause arabe. En 1929 et 1930, lors d'un voyage en Indochine sur un cargo, il meuble le long périple aller et retour par la lecture d'œuvres marxistes, syndicalistes, anarchistes, de Proudhon à Marx, de Stirner à Pelloutier, de Bakounine à James Guillaume, et aussi les œuvres de

Lénine, Trotski, et Rosa Luxemburg qui l'influencera le plus. En 1930, il se passionne pour les luttes ouvrières, fait la connaissance de Zyromski et de Marceau Pivert, mais reste fasciné par le Parti communiste qui rassemble, à l'époque, la majorité de la classe ouvrière. Il se lie avec Monatte et Chambelland et collabore à la revue *La Révolution prolétarienne*. Il adhère au syndicat CGT des correcteurs de la région parisienne, dont il restera membre jusqu'à son décès. Deux voyages dans l'Allemagne d'avant et d'après la prise du pouvoir par les nazis lui permettent d'écrire et de publier *La Peste brune*. Il rencontre Trotski en 1933. Il fait partie des fondateurs du Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ). Il va suivre les péripéties du Front populaire en France, participera, aux côtés de René Lefevre, fondateur des éditions Spartacus, au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP, issu en 1938 de la scission de la Gauche révolutionnaire de la SFIO) et à la solidarité avec les révolutionnaires espagnols.

Jusqu'à-là, la trajectoire politique de Daniel Guérin, nourrie par ses lectures, ses rencontres, s'inscrit dans le cadre du marxisme, et plus précisément du socialisme révolutionnaire — même s'il pense déjà à rapprocher Rosa Luxemburg et Bakounine et qu'il propose de substituer à la notion de «dictature du prolétariat», celle de «*contrainte révolutionnaire*».

Il va cependant rester fidèle à ses amitiés trotskistes et son activité quasi clandestine, au début de la Seconde Guerre mondiale en Norvège, le conduira à adhérer officiellement à la IVe Internationale et à être membre du Parti communiste internationaliste (PCI) clandestin, sa section en France occupée, avec Michel Lequenne et Yvan Craipeau, à Paris de 1942 à 1944.

À la fin de la guerre, cependant, il devient de plus en plus critique envers Trotski et le léninisme. Il prend contact directement, à l'occasion de la réédition de *Fascisme et grand capital*, avec la Fédération anarchiste (FA) qui deviendra en 1953 la Fédération communiste libertaire (FCL). Il fréquente les fêtes du *Libertaire*, participe à leur animation, et c'est alors que je fais sa connaissance. Nous avons beaucoup apprécié son livre *La Lutte de classes sous la 1ere République (1793-1797)* publié en 1946, ainsi que son ouvrage *Où va le peuple américain ?* écrit après un long séjour aux États-Unis, de 1946 à 1949. Au cours de cette période, nous constatons que son souci majeur est la recherche d'une synthèse entre le marxisme et la pensée ouvrière d'orientation libertaire. Synthèse et non simple addition ou arrangement : il s'agit d'une fusion créatrice.

Nos contacts, plus suivis et plus étroits, prendront toute leur importance à partir de novembre 1954 avec le déclenchement de l'insurrection algérienne, avec laquelle il sera en contact privilégié via Mohammed Harbi, l'un des rares dirigeants du FLN authentiquement laïcs et révolutionnaires. Cette amitié restera indéfectible, et Anne, la fille de Daniel Guérin, vient d'ailleurs de collaborer aux Mémoires de celui-ci (*Une vie debout*, La Découverte, 2001). Il soutient les positions et l'activité de la FCL et il est un des animateurs du comité de soutien à Pierre Morain, militant de la FCL et premier prisonnier politique de la guerre d'Algérie. La clandestinité rendra ces contacts plus difficiles sans vraiment nous séparer. Depuis 1955, il milite à la Nouvelle Gauche avec Yvon Bourdet et, en 1957, rejoindra avec cette organisation l'Union de la gauche socialiste (UGS) qui participera, en 1960, à la fondation du Parti socialiste unifié (PSU), parti que Daniel Guérin quittera rapidement. En septembre 1960, il fera partie des signataires du «Manifeste des 121» pour le droit à l'insoumission. En 1965, anticolonialiste de toujours, mais sans perdre son libre esprit critique, il participera au Comité de défense de Ben Bella, victime du coup d'État de Boumediène. Il sera, la même année, à l'initiative du Comité pour la vérité sur l'affaire Ben Barka (à la suite de la disparition de celui-ci), présidé par François Mauriac et Charles-André Julien et en sera l'un des enquêteurs les plus tenaces.

Puis nous nous retrouverons au cours des événements de 1968 auxquels il se donnera sans compter. En 1969, Daniel Guérin et moi-même participons au rassemblement des anciens de la FCL, des jeunes militants de la Jeunesse anarchiste-communiste (JAC) et de l'Union des groupes anarchistes-communistes (UGAC, issue de la FA, dont certains, autour de Guy Bourgeois et Paul Denais, formeront plus tard Tribune anarchiste-communiste, TAC), dans le Mouvement communiste libertaire (MCL). Celui-ci, rejoint par des groupes autonomes locaux dont celui du Havre avec Daniel Guerrier, deviendra, en 1971, dans le cadre d'une fusion avec plusieurs groupes de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA, née en 1967, issue elle aussi de la FA), l'Organisation communiste libertaire (OCL, voir la plate-forme en annexe). Il militera ensuite, de 1973 à 1977, avec Ramon Finster et Gérard Mélinand, dans l'ORA (qui reprendra le nom d'OCL, disponible dès l'autodissolution de celle-ci en 1976 — il retrouvera dans cette OCL seconde manière, Daniel Guerrier et André Senez, aujourd'hui disparu lui aussi, passés de l'ancienne OCL à la nouvelle —) dont il s'éloignera du fait de la dérive «autonome» de celle-ci à cette époque.

Nous nous retrouverons en 1980 dans l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), scission «lutte de classe» de l'ORA en 1976, (rejointe par l'Organisation combat anarchiste OCA), dont il sera membre actif jusqu'à 1986 malgré un état de santé de plus en plus précaire. Il sera aussi à côté des jeunes dans la lutte antimilitariste qui se développe dans les années 80. Daniel Guérin décédera le 14 avril 1988. Un vibrant hommage lui sera rendu devant le Mur des fédérés, au Père-Lachaise, par l'ensemble des composantes du mouvement révolutionnaire, marxistes et libertaires réunis, comme une concrétisation posthume de toute sa vie militante. L'UTCL se fonda, plus tard dans l'organisation Alternative libertaire créée en 1991 à la suite de «l'Appel pour une alternative libertaire» signé en 1989 par une centaine de militants poursuivant en quelque sorte le combat de Daniel Guérin, dont Daniel Guerrier, Gérard Mélinand, André Senez et moi-même (en annexe).

Sa recherche du communisme libertaire ne fut pas simple. La vie de ce personnage hyperactif mais complexe ne fut pas un «long fleuve tranquille». Il lui fallut concilier son homosexualité et — à partir de 1934 lorsqu'il épousa Marie Fortwangler, autrichienne, — une «vie de famille» minimale, le plus souvent réduite aux périodes de vacances à partir de 1942. La disparition de Marie, à laquelle il fut toujours très attaché, en 1979, le laissera d'ailleurs inconsolable. Militante de grande valeur, elle l'accompagna dans ses engagements et laissera un grand souvenir chez les jeunes militants du MCL, de l'OCL et de l'ORA-OCL. Il fut donc père et grand-père de deux petits-fils qu'il adorait. Il resta discret sur son orientation sexuelle jusqu'à la publication d'*Eux et Lui* en 1962. Les milieux révolutionnaires n'ayant pas eu jusqu'à la fin des années 60 la même ouverture d'esprit que nous connaissons aujourd'hui, c'est seulement à partir de Mai 68 qu'il milita en tant qu'homosexuel affiché.

Rétif à la discipline organisationnelle, il eut parfois des comportements surprenants, comme son soutien affiché dans le journal *Le Monde* à la candidature de Poher contre Pompidou — selon lui «le moins pire des deux» —, en 1969 ; ou son soutien à la candidature de Mitterrand pour le second tour de la présidentielle de 1981 — un autre «moins pire» —, tout en participant activement au Comité de soutien des militants d'Action directe emprisonnés. Par ailleurs, il gardera longtemps une relation de fidélité, certes plus explicable mais parfois gênante, avec le mouvement trotskiste dans son ensemble alors qu'il était déjà des nôtres.

Le cheminement de sa pensée politique fut aussi, parfois, hésitant. Il avait écrit, dès 1959, *Jeunesse du socialisme libertaire*, et cependant il publie, en 1965, *L'Anarchisme*, et *Ni dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme*, qui fait une part importante à «l'anarchisme classique». Mais il affirme le sens de sa recherche et son attachement au courant libertaire «lutte de classe» par la publication, en 1969, de *Pour un marxisme libertaire* (œuvre mal perçue par un certain nombre d'antimarxistes forcenés, nombreux dans la FA de l'époque) qu'il reprendra, en 1984 dans un nouveau choix de textes revus et augmentés, en collaboration avec Daniel Guerrier des éditions Spartacus, sous le titre *A la recherche d'un communisme libertaire*.

C'est ce dernier recueil, épuisé depuis plusieurs années, qui a servi de socle à la présente édition, *Pour le communisme libertaire*, rassemblant un nouveau choix de textes issus des trois recueils précédents, élaboré à nouveau par les Amis de Spartacus, dans le fidèle respect de la pensée de Daniel Guérin, un maître-livre.

Georges Fontenis<sup>2</sup>, 2002

Note de l'éditeur : Daniel Guerrier avec l'aide d'Anne Guérin, fille de Daniel Guérin, a apporté, en accord avec Georges Fontenis, des compléments à la préface ci-dessus.

Pour en savoir davantage sur le parcours de Daniel Guérin et les événements qui l'ont jalonné, on se reportera en particulier au hors-série (toujours disponible) que le mensuel *Alternative libertaire* a consacré à Daniel Guérin en 1998 pour le 10e anniversaire de sa disparition, ainsi qu'au documentaire vidéo *Daniel Guérin, 1904-1988, combats dans le siècle*, de Laurent Muhleisen et Patrice Spadoni, Imagora, VHS, 1h20 min., 1999, qui complète le *Daniel Guérin* d'Annie Chevally et Pierre-André Boutang, diffusé dans le cadre de l'émission Océaniques, FR3/La Sept, 1989.

## Avant-propos

De toutes les lectures que j'avais entreprises, en 1930, sur le cargo qui me conduisit en Indochine et m'en ramena, lectures variées qui allaient de Marx à Proudhon, à Georges Sorel, à Hubert Lagardelle, à Fernand Pelloutier, à Lénine et à Trotski, celle de Marx avait été, sans nul doute, prépondérante. Elle m'avait dessillé les yeux, dévoilé les mystères de la plus-value capitaliste, enseigné le matérialisme historique et dialectique. Entré, sur cette lancée, dans le mouvement révolutionnaire, jeté aux orties mon froc bourgeois, j'ai été, de prime abord, antistalinien viscéral, tout à la fois socialiste de gauche autour de Marceau Pivert et syndicaliste révolutionnaire sous la houlette de Pierre Monatte. Plus tard, la lecture de Bakounine, dans le recueil en six volumes de Max Nettlau-James Guillaume, m'avait été comme une seconde opération de la cataracte<sup>3</sup>. Elle m'a rendu pour toujours allergique à toute version de socialisme autoritaire, qu'il se nommât jacobin, léniniste, trotskiste.

C'est sous le coup de la commotion provoquée par cette lecture que j'ai été amené à réviser fondamentalement les sentiments d'admiration que m'avait inspirés la stratégie révolutionnaire de Lénine et que je me suis enhardi à déboulonner l'idole en procédant à une critique serrée de certaines conceptions autoritaires du leader bolchevik. J'en ai conclu, au terme de cet autodafé, que le socialisme devait se débarrasser d'une notion frelatée de la «dictature du prolétariat» afin de retrouver son authenticité libertaire. Ce qui m'a conduit, dans une refonte de mon ouvrage historique sur la Révolution française, à substituer partout aux mots «dictature du prolétariat» ceux de «contrainte révolutionnaire».

A l'appui de cette remise en cause, j'ai prêté plus d'attention que jadis au fulgurant procès que Rosa Luxemburg avait intenté dès 1904 à l'ultracentralisme de Lénine et au caractère stérilisant de son «substitutisme bureaucratique». Beaucoup plus tard, en 1971, j'approfondirai mon analyse du luxemburgisme et tenterai de souligner sa relative parenté avec la spontanéité libertaire<sup>4</sup>.

L'époque où je découvrais Bakounine et relisais Rosa se trouvait être, sur le terrain de la lutte de classe, celle où la révolution hongroise était sauvagement écrasée par les chars russes. Je me sentais, pour ma part, un peu moins concerné par les tragiques péripéties politiques de cette tentative de libération du joug moscovite, car elle recelait plus d'une inquiétante ambiguïté, que par la consécutive et éphémère floraison des conseils ouvriers hongrois.

Mon virage libertaire passa par des phases successives : d'abord enfermé dans ce que j'appellerais un anarchisme classique, qui s'exprima dans *Jeunesse du socialisme libertaire* (1959), puis *L'Anarchisme, de la doctrine à la pratique*<sup>5</sup> (1965) et, simultanément, *Ni dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme*, où, aux côtés de Bakounine, place était faite à Stirner, Proudhon, Kropotkine, Malatesta et beaucoup d'autres.

Ensuite, prenant quelque distance vis-à-vis de l'anarchisme classique et ne tournant plus autant le dos à mes précédentes lectures marxiennes, je publierai *Pour un marxisme libertaire* (1969), dont le titre, j'en conviens, prêtera à confusion et choquera mes nouveaux amis libertaires.

Enfin, au lendemain de la tempête révolutionnaire de Mai 68, où je plongeai jusqu'au cou, je rejoindrai le Mouvement communiste libertaire (MCL) autour d'un Georges Fontenis revenu de ses écarts autoritaires. Mes options organisationnelles ultérieures seront l'Organisation communiste libertaire (OCL), première manière, l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) devenue l'OCL deuxième manière, enfin, jusqu'à aujourd'hui, l'Union des travailleurs

communistes libertaires (UTCL).

Pendant un quart de siècle, je me suis donc réclamé — et me réclame toujours — du socialisme ou communisme libertaire (le vocable anarchisme me paraît trop restrictif et je ne l'adopterais que s'il était complété par l'épithète «communiste», formant anarchiste-communiste). Un communisme libertaire différent, ô combien, de l'utopie propagée sous la même étiquette par l'école de Kropotkine, devançant l'ère de l'abondance, tout comme celle propagée en Espagne par Isaac Puente, partant de la *patria chica* andalouse, et malencontreusement reprise par le congrès de la CNT à Saragosse, à la veille du putsch franquiste. La spécificité du communisme libertaire, tel que j'en esquisse les contours, est intégrationniste et non microcosmique, elle se voudrait synthèse, voire dépassement, de l'anarchisme et du meilleur de la pensée de Marx. J'ai tenté de démêler l'intrication de ces éléments disparates dans un exposé, présenté à New York en 1973, intitulé «Anarchisme et marxisme», ajouté à une réédition de mon petit livre *L'Anarchisme* (1981, 1987).

Au soir de ma vie, je ne puis certes me vanter d'avoir entrevu, sinon dans ses grandes lignes, la cristallisation définitive d'une synthèse aussi informelle et malaisée. H. E. Kaminski, dans sa biographie *Bakounine, la vie d'un révolutionnaire*, estimait qu'elle est nécessaire et même inévitable, mais que ce serait au futur, moins qu'au présent, de la formuler. Elle devrait surgir de tempêtes sociales au contenu novateur, dont nul aujourd'hui ne peut se targuer de détenir la recette.

Au surplus, je crois être, à part mon engagement militant, davantage un historien qu'un théoricien. Il me paraît fort présomptueux de trancher, entre autres, quels aspects de l'anarchisme et de la pensée flottante de Marx seraient ou non conciliables. Le communisme libertaire n'est encore qu'une approximation et non un dogme *ne varietur*. Il ne peut, me semble-t-il, se définir sur le papier, dans l'absolu. Il ne saurait être une ratiocination du passé, mais bien plutôt un point de ralliement vers l'avenir. La seule conviction qui m'anime est que la future révolution sociale ne sera ni de despotisme moscovite ni de chlorose social-démocrate, qu'elle ne sera pas autoritaire, mais libertaire et autogestionnaire, ou, si l'on veut, conseiliste.

Pour essayer d'éclairer, sinon d'orienter, les jeunes militants qui avancent, encore à tâtons, dans cette direction, j'ai rassemblé dans le présent volume divers écrits orientés vers la recherche d'un communisme authentique, c'est-à-dire d'un communisme libertaire.

(1984, in *A la recherche d'un communisme libertaire*.)

## Introduction

Le XIXe siècle — qualifié de «stupide» par le royaliste Léon Daudet — a produit une fulgurante flambée de reconSTRUCTEURS sociaux. Et le plus étonnant a peut-être été leur diversité.

Les uns, Saint-Simon, Fourier, Owen, appartiennent à la pléiade que le *Manifeste du parti communiste* de 1848 désignait sous le vocable nuancé de «*socialistes critico-utopistes*». Critiques, ils le sont indubitablement, car ils osent s'attaquer aux fondements de la société existante. Ils discernent déjà l'antagonisme des classes entre le prolétariat naissant et la bourgeoisie triomphante. Ils aperçoivent que cette lutte va de pair avec le développement foudroyant de l'industrie et, comme ils ne trouvent pas toutes faites les conditions matérielles de l'émancipation ouvrière, il leur faut bien suppléer à cette carence et s'élancer à la recherche d'une science nouvelle, d'une science sociale, susceptible d'engendrer ces conditions. Leur esprit inventif est obligé d'imaginer la société future. Tantôt ils voient juste et anticipent l'avenir avec clairvoyance. Tantôt ils ne peuvent bâtir que des «châteaux en Espagne» et c'est alors, alors seulement, que leur convient le vocable quelque peu péjoratif d'«utopistes». Mais leurs visions ne sont pas toujours fantastiques. Nombre d'entre elles aideront par la suite à bâtir, sur un terrain mieux exploré et plus ferme, le socialisme dit scientifique.

D'autres, parmi leurs successeurs, ont en commun qu'ils font corps avec un courant socialiste de type jacobin, centralisé, étatique et, comme disent les anarchistes, «autoritaire». Ils sont les héritiers directs des institutions politiques audacieuses improvisées dans la bourrasque de la révolution bourgeoise, les petits-fils de 1793, la postérité de Robespierre. Mais ils sont aussi les rejetons d'une aile plus avancée de la Grande Révolution, celle d'Hébert, celle de Babeuf. Ils ont nom Blanqui et Louis Blanc.

Le troisième courant, qu'ouvre Proudhon, que prolonge et dépasse Bakounine, auquel se rattache Louise Michel, l'intrépide communarde, est d'essence libertaire. Réfractaire au jacobinisme, pestant contre l'État, il oppose au précédent l'alternative d'un socialisme décentralisé, fédéraliste, autogestionnaire, impulsé de bas en haut et privilégiant la spontanéité populaire, la créativité des masses. Proudhon vitupère l'étatisme de Louis Blanc et Bakounine la dictature du prolétariat de Blanqui.

Ne rentre tout à fait dans aucune de ces trois variantes de socialisme l'originalité puissante d'une Flora Tristan, à la fois virile et frêle, plus ouvriériste que théoricienne, plus pittoresque et plus littéraire aussi, qui, se mêlant aux travailleurs, se confondant avec eux, les contactant de ville en ville, leur prêchera jusqu'à son dernier souffle, jusqu'à une fin prématurée, la nécessité de l'union qui fait la force.

Cet extraordinaire bouillonnement du XIXe siècle ne saurait être attribué à un phénomène de génération spontanée. Il n'a rien de miraculeux. Il prend sa source dans une série de facteurs historiques.

Tout d'abord, la floraison philosophique du siècle qui le précède, pourfendant l'obscurantisme, débusquant le fanatisme,

théorisant les droits de la personne humaine, exaltant la Raison, projetant, à flots, les Lumières.

Ensuite, la révolution industrielle qui, commencée en Angleterre, s'étendant ensuite à la France, avait créé les moyens de la production moderne, substitué la machine au travail manuel et, par l'utilisation de la vapeur, décuplé les moyens de communication terrestres et maritimes, déracinant le paysan, poussant les hommes vers la fabrique, multipliant à la fois la richesse et la misère, exploitant jusqu'au labeur des enfants.

Enfin, sur le plan politique, l'énorme secousse de la Révolution française qui, fusant de son pays d'origine, avait rayonné à travers l'Europe et le monde, ébranlant les institutions vétustes, disloquant les classes périmées et, qui plus est, faisant apparaître, conjointement avec l'industrialisation, un nouveau conflit, celui qui opposera le prolétariat à la bourgeoisie. Car, pour le petit peuple, la Grande Révolution, malgré ses conquêtes et ses acquis, en dépit de sa contribution éclatante au progrès humain, s'est terminée par une défaite. Elle n'a pu triompher que grâce aux bras nus, les travailleurs aux manches retroussées, que par les sacrifices de toutes sortes des masses laborieuses, mais elle n'a profité en définitive qu'à une classe nouvelle d'exploiteurs, se substituant à l'ancienne. Toute la réflexion socialiste du XIXe siècle prend pour point de départ ce douloureux constat d'échec. Dans les prisons de 1795, au lendemain de l'Insurrection de prairial, ultime convulsion du mouvement populaire, les vaincus se posent et se reposent la question : comment, pourquoi avons-nous échoué ? Et leur réponse est vite trouvée : parce que la subversion n'a pas été poussée jusqu'au bout, parce qu'il n'a pas été mis fin à l'antagonisme des riches et des pauvres.

Certes, quelques rares extralucides avaient entrevu la vérité. Jacques Roux, dit «l'Enragé», l'avait créée si fort qu'il lui en coûta la vie. Saint-Just avait compris qu'une révolution faite à demi creuse son propre tombeau et il avait ouvert la porte à l'espoir en affirmant «*le bonheur est une idée neuve en Europe*». Mais cet inconséquent jeune homme n'avait pas su se démarquer de ses collègues au pouvoir, devenus les fossoyeurs de la révolution populaire, ni trouver la voie du bonheur pour tous. Le XIXe siècle s'ouvrira sur la leçon de cette occasion manquée, sur la recherche effective du bonheur.

Pourquoi, chez nos reconstruteurs sociaux, cette prodigieuse moisson d'idées, pourquoi ce dynamisme, cette verve, cette audace, cette absence d'inhibitions et de doutes ? C'est que ce siècle est vierge en la matière. Il aborde des rivages nouveaux, se pose des problèmes neufs. Un immense espace s'étend devant lui. Il pète le feu, comme l'enfant qui, avant la période dite de «latence», de refoulement de son naturel, étonne les adultes par l'exubérance, la profusion de ses rêves ou des images qu'il pare de rutilantes couleurs. Aucun dogme préétabli, aucune scolastique n'encadre, ne retient, ne châtré ces novices du socialisme. Leurs horizons ne sont pas bornés par des obstacles au ras du sol, des considérations terre à terre. Ils voient très haut et très loin. Plus ils s'adonnent à leur imagination, plus ils ressemblent à des pythonisses, et plus on les écoute. Plus ils extravaguent, et plus on les prend au sérieux.

Et quand, vers 1840, le développement industriel a produit, en France, une classe ouvrière, déjà relativement consciente et cohérente, qui affirme son autonomie, publie ses propres journaux, les penseurs socialistes trouvent dans ses propos, ses aspirations, ses exigences et ses colères, un nouvel aliment. Au contact du merveilleux bon sens prolétarien, leurs perspectives se font plus concrètes, plus revendicatives, plus scientifiques. En 1848, quand paraît le [Manifeste du parti communiste](#), la convergence de la théorie et de la pratique est un fait accompli.

Il saute aux yeux que c'est par cette puissante faculté d'envolée que le XIXe siècle diffère si profondément de celui qui a suivi.

Nous avons cessé, dans une certaine mesure, de créer, de rêver, d'anticiper. Nous sommes devenus casaniers, timides et myopes. Nous manquons d'assurance. Nous sommes freinés par le scepticisme. Nous faisons figure de rabâcheurs, de radoteurs. Nous récitons sans conviction comme des enfants de chœur. On nous a coupé les ailes. On nous a ritualisés. Les grands courants du siècle précédent se sont enlisés dans des sectes et des Églises. Les divergences de vue de nos ancêtres, fécondes même dans les chocs qu'elles produisaient, ont dégénéré en lourdes et stériles chicaneries dogmatiques. Nous sommes embrigadés, stérilisés par des formations rivales qui s'entre-déchirent, et ne trouvent plus d'intérêt qu'à ce qui les divise, les affaiblit face à l'adversaire commun.

C'est que notre siècle, il faut le rappeler pour notre excuse, nous en a fait voir, comme on dit, de toutes les couleurs. Nous, du XXe siècle, avons assisté à la faillite de la puissante IIe Internationale, orgueil des années 1900, mais corrompue jusqu'à la moelle par le parlementarisme, le réformisme, le nationalisme, pour se volatiliser en un clin d'œil sur la pierre de touche d'août 1914.

Nous, du XXe siècle, avons trouvé consolation et renouveau d'espoir dans la radieuse apparition de la révolution d'Octobre et d'une nouvelle Internationale. Mais la faillite frauduleuse du bolchevisme nous a fait tomber d'encore plus haut que la précédente. Et, comme suite à cet écroulement de nos illusions, nous avons dû subir la double honte du fascisme et du stalinisme, des camps de concentration et du goulag.

Après avoir été les cobayes ou les témoins de deux gigantesques saignées mondiales, nous sommes aujourd'hui confrontés au spectre de l'apocalypse nucléaire. On nous a assené sur la tête quarante ans de franquisme, trente ans de guerre au Vietnam, huit ans de guerre en Algérie, le déracinement du peuple palestinien, l'outrage du Chili tombé sous la botte de Pinochet, le meurtre de Che Guevara et de Ben Barka. Pour ne citer que les plus criants méfaits de notre temps.

Comment aurions-nous encore le loisir, la paix intérieure, le détachement d'esprit, l'outrecuidance de réimaginer le socialisme avec la même confiance, la même acuité visuelle, la même candeur que Saint-Simon et Fourier, que Louis Blanc et Bakounine ?

Et pourtant, si nous voulons sauver l'héritage du passé, si, tout commotionnés que nous soyons, nous nous refusons à désespérer, si nous n'acceptons pas d'être laminés par les rouleaux compresseurs de notre siècle, cette réinvention

du socialisme est ce qu'il nous reste à faire.

Non pas dans le vide, non pas en faisant table rase des acquis antérieurs, sous couleur d'innover à tout prix, mais, bien au contraire, en essayant de renouer avec les socialistes du bienheureux XIXe siècle qui, n'ayant pas subi les affres de notre temps, ont pu, tout à loisir, esquisser les linéaments de la société future.

Cette tâche est d'une nécessité immédiate. On n'insistera jamais assez sur son extrême urgence. Car, en même temps que se détériorait et s'estompait l'image de marque du socialisme, la société capitaliste résistait au moins aussi mal à l'épreuve du temps. Elle est aujourd'hui en pleine décadence, en pleine décomposition, en pleine crise. Elle ne se survit que par des artifices, des cautères sur une jambe de bois.

Elle est de plus en plus incapable de fournir du travail aux jeunes, de juguler les inflations, de promouvoir une économie rationnelle, d'éviter les guerres, d'éliminer les rivalités commerciales, de faire «l'Europe», de rétablir l'équilibre entre le monde industrialisé et le tiers-monde. Le mode de vie qu'elle impose, notamment dans les centres urbains, est de plus en plus infernal. L'aliénation sur le lieu du travail aussi bien que dans la cité atteint aujourd'hui son comble.

Comment pourrions-nous mettre fin à un tel désordre, si lourd de périls, de souffrances et de flagrantes injustices, si nous n'étions pas capables de lui opposer un antidote qui soit crédible ? J'ai personnellement la conviction qu'un renouveau du socialisme ne peut être recherché que dans une perspective communiste libertaire. Si notre malheureux XXe siècle s'est montré incapable de poursuivre et de parachever le gigantesque projet de reconstruction sociale auquel se sont livrés nos lointains prédécesseurs, nous avons, au moins, sur eux un avantage. Le socialisme a été mis, sous nos yeux, à l'essai. Il est passé du domaine des spéculations théoriques à celui de la pratique. Nous savons désormais, par une cuisante expérience, comment il ne faut, à aucun prix, s'y prendre pour l'instaurer.

Si les divers courants de la pensée socialiste du XIXe siècle me paraissent tous dignes d'attention, je ne saurais taire la prévention que je nourris, pour ma part, à l'égard des laissés-pour-compte de la tradition jacobine. Ce qui m'indispose dans cet héritage du passé — d'un passé qui eut ses heures fécondes — c'est en premier lieu le manque d'imagination, une sorte d'appréhension devant l'inconnu chez les communistes autoritaires du type léniniste, qui singent des formes d'étatisme et de centralisme à mes yeux néfastes et périmées. Il me semble qu'un communisme autogestionnaire et qu'une autogestion, qui ne serait pas, comme chez certains de nos contemporains, une simple caricature, ne serait pas tellement une nouveauté, voire une utopie, puisqu'il s'inscrirait dans la lignée des travailleurs et des penseurs de la Première Internationale, aussi bien que des ébauches communalistes ou conseillistes de l'Espagne anarchiste ou de certains pays de l'Est s'évadant du stalinisme, telle la Yougoslavie autogestionnaire de Tito.

Peut-être est-ce, parmi tant d'autres, le mérite insigne de Proudhon et de Bakounine d'avoir, dès la seconde moitié du XIXe siècle, discerné à quoi risquerait d'aboutir un nouvel ordre social de ce type. De même que Proudhon avait observé: *«Mettez un saint Vincent de Paul au pouvoir il y sera Guizot ou Talleyrand»*, Bakounine s'écriait: *«Prenez le plus fervent révolutionnaire et donnez-lui le trône de toutes les Russies : en l'espace d'un an, ce révolutionnaire sera pire que le tsar.»*

Les deux fondateurs de l'anarchisme se refusaient à conquérir le pouvoir politique de la bourgeoisie pour lui substituer un autre pouvoir. Ce qu'ils voulaient, c'était balayer tout ensemble l'État et l'appropriation privée des grands moyens de production, afin que ceux-ci soient exploités en commun par les travailleurs associés.

Ce qui me paraît rendre urgente une régénération du socialisme, c'est, je crois, le spectacle d'un capitalisme qui ne bat plus que d'une aile et, de ce fait, bloque le mécanisme social, entrave le progrès humain, mais qui, pourtant, puise encore ses éléments de survie dans les carences de certains de ses adversaires. Il est encore temps, il est grand temps de renverser la vapeur. La révolution de demain se fera, me semble-t-il, par en bas — ou ne se fera pas.

(1977, in *A la recherche d'un communisme libertaire*.)

## Pourquoi «communiste libertaire» ?

Ma formation a été marxiste antistalinienne. Mais, depuis longtemps déjà, je me suis avisé de puiser à pleines poignées dans le trésor de la pensée libertaire, toujours actuelle et toujours vivante — à condition de l'épouiller, au préalable, de pas mal d'infantilisme, d'utopies, de romantismes aussi peu utilisables que désuets

D'où un malentendu à peu près inévitable, mais aigri par une certaine mauvaise foi de mes contradicteurs : les marxistes se sont mis à me tourner le dos en tant qu'«anarchiste», et les anarchistes du fait de mon «marxisme» n'ont pas toujours voulu me regarder comme un des leurs.

Un jeune marxiste, néophyte, donc sectaire, a même cru apercevoir dans mes propos le soulagement d'une «conscience déchirée», qui serait ballottée désespérément entre le marxisme et l'anarchisme, alors que c'est sans le moindre déchirement ni la moindre vacillation et sans aucun souci de mon confort intellectuel personnel, que je crois à la nécessité en même temps qu'à la praticabilité d'une synthèse entre marxisme et anarchisme.

Récemment un journal ouvrier, d'inspiration trotskiste et, soit dit en passant, de haute qualité, assurait que j'étais passé du marxisme à l'anarchisme. A cette inexactitude, issue d'un besoin primaire de cataloguer tout un chacun, j'ai riposté — usant d'un droit de réponse qui me fut démocratiquement accordé — que j'apportai *«une contribution à la recherche d'une synthèse entre marxisme et anarchisme»*. *«Synthèse, ajoutai-je, qui, depuis Mai 68, s'est transportée du domaine des idées dans celui de l'action.»*

Mais j'en étais encore à me chercher une dénomination, puisque, pour communiquer, tout un chacun doit se faire

reconnaître par une étiquette. Celle, à laquelle je me suis arrêté il y a dix ans, de «socialiste libertaire», ne me paraissait plus appropriée, car il existe toutes sortes de «socialismes», allant du réformisme social-démocrate au «communisme révisionniste» et à un humanisme frelaté, en bref parce que le mot «socialisme» appartient à la catégorie des mots galvaudés.

D'où le titre du présent ouvrage. On y trouve rassemblés un certain nombre de textes, fort variés dans leur sujet et par l'époque de leur rédaction, mais qui tous convergent, par des voies diverses, vers l'approche d'un communisme libertaire.

Le petit livre de vulgarisation publié sous le titre *L'Anarchisme* avait pu créer un double malentendu : que j'y aurais épousé toutes les idées qui y étaient exposées à titre purement informatif ; également que je me serais montré inapte à tirer de ce condensé une synthèse de mon cru, valable pour le présent comme pour l'avenir, supposition deux fois inexacte, car c'est volontairement que je m'étais effacé devant mon sujet. Dans le présent recueil, j'essaie de voler de mes propres ailes. A mes risques et périls.

La révolution qui monte sera — elle est déjà — communiste libertaire.

(1969, in *Pour un marxisme libertaire*.)

## Frères jumeaux, frères ennemis

L'actualité de l'anarchisme, le monde de l'édition en apporte un peu partout la preuve. En France, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Italie, aux Pays-Bas, en Amérique latine, de tous côtés, ces derniers temps, ont paru, soit des ouvrages d'ensemble sur l'anarchisme, soit des choix de textes, des monographies des grands penseurs libertaires.

Pourquoi cette renaissance ?

D'abord, parce que l'on cherche à réparer une injustice. Une pensée aussi féconde, aussi originale, n'aurait pas dû tomber dans l'oubli. On veut l'en tirer. Ensuite, parce qu'on s'est aperçu que l'anarchisme en tant que doctrine de reconstruction sociale est toujours vivant. Certes il ne compte plus beaucoup de porte-parole dans le monde d'aujourd'hui. Mais les plus valables de ses idées ont mieux survécu que ses partisans.

En gros, l'anarchisme demeure actuel sur deux plans. Tout d'abord, voilà déjà un siècle, il a aperçu et dénoncé de façon prophétique les risques de déviation autoritaire du marxisme, dictatorial, fondée sur un État tout puissant, dirigé par une minorité qui prétend monopoliser la science du devenir historique. Ensuite, à cette falsification du communisme contre laquelle il mettait en garde à l'avance, il en a opposé un autre que j'appellerais libertaire, reposant sur des notions inverses, propulsé de bas en haut et non de haut en bas, faisant appel à l'initiative créatrice de l'individu, la participation spontanée des larges masses. Aujourd'hui les graves inconvénients du premier type de «socialisme» ou de «communisme» sont ressentis jusque dans les pays qui l'avaient érigé en dogme. Sur le plan de la production, l'on s'aperçoit qu'il est très médiocrement rentable. Et, pour en corriger les excès, l'on se met, comme en Yougoslavie, sans le savoir et sans le proclamer, à l'école de Proudhon.

L'anarchisme est inséparable du marxisme. Les opposer, c'est poser un faux problème. Leur querelle est une querelle de famille. Je vois en eux des frères jumeaux entraînés dans une dispute aberrante qui en a fait des frères ennemis. Ils forment deux variantes, étroitement apparentées, d'un seul et même socialisme ou communisme. Leur origine est d'ailleurs commune. Les idéologues qui les ont enfantés ont puisé ensemble leur inspiration, d'abord dans la Grande Révolution française, ensuite dans l'effort entrepris par les travailleurs au XIXe siècle, en France à partir de 1840, en vue de s'émanciper de tous les jougs.

Leur stratégie à long terme, leur but final est, somme toute, identique. Ils se proposent de renverser le capitalisme, d'abolir l'État, de se passer de tous les tuteurs, de confier la richesse sociale aux travailleurs eux-mêmes. Ils ne sont en désaccord que sur quelques-uns des moyens d'y parvenir. Pas même sur tous. Il y a des zones de pensée libertaire dans l'œuvre de Marx comme dans celle de Lénine, et Bakounine, traducteur, en russe, du *Capital*, doit beaucoup à Marx. Leur désaccord d'il y a un siècle portait surtout sur le rythme du dépérissement de l'État au lendemain d'une révolution, sur le rôle des minorités (conscientes ou dirigeantes ?) et aussi sur l'utilisation des moyens de la démocratie bourgeoise (suffrage universel, etc.). S'y sont ajoutés un certain nombre de malentendus, de préjugés et de querelles de mots.

Mais le fossé entre anarchisme et marxisme n'est vraiment devenu un gouffre qu'au début de notre siècle, c'est-à-dire quand la Révolution russe, libertaire et soviétique en octobre 1917, a dû, peu à peu, céder la place à un formidable appareil étatique, dictatorial et policier. L'anarchisme, l'idée anarchiste ont été liquidés en Russie comme l'ont été les soviets eux-mêmes.

C'est depuis ce temps que les ponts ont été coupés entre les deux frères. Ces ponts, je crois que la tâche des vrais socialistes de notre temps devrait être de les rétablir. Le socialisme, quelque peu discrédité, pourrait encore être régénéré si l'on réussissait à injecter une bonne dose de sérum anarchiste dans les marxismes d'aujourd'hui.

En quoi l'anarchisme nous offre-t-il des éléments utilisables pour la construction de la future société socialiste ? Tout d'abord, l'anarchisme, depuis Proudhon, se fait l'avocat de l'association ouvrière, qu'on appelle de nos jours autogestion. Les libertaires ne veulent pas de la gestion économique par le capitalisme privé. Ils rejettent pareillement la gestion par l'État, car la révolution prolétarienne serait à leurs yeux vidée de tout contenu si les travailleurs tombaient sous la coupe de nouveaux tyrans : les bureaucrates. L'autogestion, c'est la démocratie ouvrière à l'usine. Le travailleur se double : il est à la fois producteur confiné dans sa spécialité et cogestionnaire de l'entreprise. Il cesse

ainsi d'être aliéné. Il échappe au salariat. Il reçoit sa quote-part des bénéfices de l'entreprise. Mais ce qu'on a en vue, ce n'est pas d'instaurer une sorte de patronat collectif, imprégné d'une mentalité égoïste. Il faudrait que toutes les entreprises autogérées soient solidaires, interdépendantes. Leur seul objectif devrait être l'intérêt général. Elles auraient à se conformer à un plan d'ensemble. Cette planification ne serait pas bureaucratique, comme dans le «communisme» d'État, mais animée de bas en haut, réglée en commun par les délégués des diverses unités de production.

Un autre élément constructif de l'anarchisme, c'est le fédéralisme. L'idée de fédération n'est pas née dans le cerveau d'un théoricien. Proudhon n'a fait que la tirer de l'expérience de la Révolution française, où elle avait germé spontanément. En effet, dans le vide créé par l'effondrement de l'ancien État absolutiste, les municipalités avaient tenté, en se fédérant, de reconstituer par la base l'unité nationale. La fête de la Fédération du 14 juillet 1790 avait été celle de l'unité volontaire — une unité autrement plus solide que celle imposée par le bon plaisir du prince. Le fédéralisme prouhonien, c'est l'unité sans la contrainte, à savoir un pacte librement consenti, constamment révocable, entre les divers groupes de base, aussi bien sur le plan économique que sur le plan administratif. Cette fédération pyramidale qui se noue localement, régionalement, nationalement, voire internationalement, associe entre elles à la fois les entreprises autogérées et les communes autonomes. On ne rappellera jamais assez que les idées de Lénine sur la question nationale, c'est-à-dire la libre détermination et le droit de séparation, sont empruntées à l'anarchisme. De même, la république des soviets a été, à l'origine, une république fédérative. Elle ne l'est plus aujourd'hui que sur le papier.

Un troisième élément que l'anarchisme a, plus tard, ajouté aux deux premiers, et qui complète l'édifice, c'est le syndicalisme révolutionnaire. Pour assurer la solidarité et l'interdépendance des entreprises autogérées, en même temps que pour animer les communes, unités primaires d'administration, il faudrait un organisme émanant directement de la classe ouvrière, englobant, conjuguant ses diverses activités, lui-même structuré de façon fédérative : tel est le rôle dévolu aux syndicats — dans la société capitaliste, simples organes de revendication et de contestation ; en société socialiste ajoutant à cette fonction primaire de défense des travailleurs un rôle — auquel ils devraient se préparer à l'avance — de coordination, de structuration, de stimulation, d'éducation. Grâce à un puissant syndicalisme ouvrier, à condition bien entendu de l'avoir, au préalable, débureaucratisé, l'indispensable unité de l'ensemble pourrait être assurée sans avoir besoin de ressusciter des rouages étatiques. Dans la Catalogne anarcho-syndicaliste de 1936, le *municipio*, c'est-à-dire la commune, et l'union locale des syndicats n'en faisaient qu'un. La Confédération nationale du travail (CNT) tendait à se confondre avec la république. Ce n'est que dans l'hypothèse où le pourrissement et la bureaucratization du syndicalisme seraient irrémédiables qu'il faudrait faire table rase et que la nécessaire coordination des entreprises autogérées devrait être assurée par un organisme d'un caractère entièrement nouveau : une fédération de conseils ouvriers, prenant naissance dans les comités de grève qui groupent non-syndiqués et syndiqués.

L'anarchisme a été longtemps une simple doctrine sans possibilité d'application. Puis, au cours du présent siècle, il a subi l'épreuve de la pratique révolutionnaire : au cours, notamment, de la Révolution russe et de la Révolution espagnole.

Ainsi par exemple l'inoubliable épisode des paysans libertaires du sud de l'Ukraine, sous l'impulsion d'un des leurs, Nestor Makhno, pratiquant la guérilla révolutionnaire, mettant en déroute, mieux que l'Armée rouge, les armées blanches interventionnistes de Denikine et de Wrangel, créant des soviets libres, à une époque où les soviets étaient déjà domestiqués par l'État bolchevik, entrant en conflit avec les commissaires installés dans les campagnes par le gouvernement central, puis finalement écrasés par une Armée rouge au service d'un État de plus en plus dictatorial.<sup>9</sup>

Un autre épisode me paraît particulièrement éclairant. C'est celui de la révolte des marins de Kronstadt, en mars 1921. Ces insurgés étaient des révolutionnaires authentiques. Ils avaient été en 1917 à la pointe du combat pour la révolution communiste. Ils étaient, de plus, étroitement liés avec la classe ouvrière, avec les usines de Petrograd, alors le plus important centre industriel de la Russie. Ils osèrent entrer en contestation avec le pouvoir bolchevik. Ils reprochaient au parti communiste de s'être détaché des masses, d'avoir perdu la confiance des ouvriers, d'être devenu bureaucratique. Ils dénonçaient la domestication des soviets, l'étatisation des syndicats. Ils s'en prenaient à la machine policière omnipotente qui pesait sur le peuple, dictait sa loi par des fusillades et la pratique de la terreur. Ils protestaient contre un dur capitalisme d'État, où les ouvriers n'étaient plus que de simples salariés, des exploités, tout comme autrefois. Ils réclamaient le rétablissement de la démocratie soviétique, des élections libres à tous les échelons. Ainsi, bien avant que ne commence le règne de Staline, des hommes du peuple dénonçaient déjà, en lettres de feu, l'accapement de la révolution d'Octobre par un «communisme» d'État.<sup>10</sup>

La Révolution espagnole a montré, elle, malgré les circonstances tragiques d'une guerre civile, bientôt aggravée par une intervention étrangère, la remarquable réussite de l'autogestion, à la ville comme à la campagne, et aussi la recherche, par les libertaires, d'une conciliation entre les principes anarchistes et les nécessités de la guerre révolutionnaire à travers une discipline militaire, sans hiérarchie ni grades, librement consentie, à la fois pratiquée et symbolisée par un grand combattant anarchiste : Durruti.<sup>11</sup>

L'anarchisme, avant tout, valorise l'individu. C'est en partant de l'individu libre qu'il se propose d'édifier une société libre. Ici réapparaît le principe fédéraliste. L'individu est libre de s'associer ou de ne pas s'associer, il est toujours libre de se dégager de l'association. Un tel pacte est, aux yeux des anarchistes, autrement solide et fécond que le prétendu contrat social de Jean-Jacques Rousseau, où les libertaires ne voient qu'imposture et contrainte sociétale.

L'individu n'est pas un moyen, mais le but final de la société. L'anarchiste entend aider l'individu à s'épanouir pleinement, à cultiver et dégager toutes ses forces créatrices. La société en profite finalement autant que l'individu, car elle n'est plus formée d'êtres passifs, serviles, de béni-oui-oui, mais elle est une addition de forces libres, un glomérat d'énergies individuelles.

De ce postulat de liberté découle tout l'humanisme anarchiste, son rejet de l'autorité religieuse comme du puritanisme



dans les mœurs. Dans ce dernier domaine, celui de la liberté sexuelle, les libertaires — et parmi ceux-ci surtout les anarchistes individualistes —, bien avant Freud, les rationalistes à la René Guyon, les existentialistes et les situationnistes ont fait figure de pionniers.

En prenant un bain d'anarchisme, le marxisme d'aujourd'hui peut sortir nettoyé de ses pustules et régénéré.

(1966, in *Pour un marxisme libertaire*.)

## Réhabilitation de l'anarchisme

L'anarchisme a été longtemps victime d'un discrédit qu'il ne méritait pas. D'une injustice qui s'est manifestée sous trois formes.

Tout d'abord, ses diffamateurs soutiennent que l'anarchisme serait mort. Il n'aurait pas résisté aux grands tests révolutionnaires de notre temps : la Révolution russe, la Révolution espagnole. Il n'aurait plus sa place dans le monde moderne, caractérisé par la centralisation, les grandes unités politiques et économiques, le concept totalitaire. Il ne resterait aux anarchistes, selon l'expression de Victor Serge, qu'à «*rejoindre par la force des choses le marxisme révolutionnaire*».<sup>12</sup>

Ensuite, ses détracteurs, pour le mieux discréditer, nous proposent une vision absolument tendancieuse de sa doctrine. L'anarchisme serait essentiellement individualiste, particulariste, rebelle à toute forme d'organisation. Il viserait au fractionnement, à l'émiettement, au repli sur soi-même des unités locales d'administration et de production. Il serait inapte à l'unité, à la centralisation, à la planification. Il aurait la nostalgie de l'«âge d'or». Il tendrait à ressusciter des formes périmées de société. Il pécherait par un optimisme infantile ; son «idéalisme» ne tiendrait pas compte des solides réalités de l'infrastructure matérielle.

Enfin, certains de ses commentateurs prennent soin de ne tirer de l'oubli, de ne livrer à une tapageuse publicité que ses déviations les plus controversées, telles que l'attentat individuel ou la propagande par le fait.

En rouvrant le procès, je n'essaie pas seulement de réparer rétrospectivement une triple injustice, ni de faire œuvre de simple érudition. Il me paraît, en effet, que les idées constructives de l'anarchie sont toujours vivantes, qu'elles peuvent, à condition d'être réexaminées, passées au crible, aider la pensée socialiste contemporaine à prendre un nouveau départ.

L'anarchisme du XIXe siècle se distingue nettement de l'anarchisme du XXe siècle. L'anarchisme du XIXe siècle est essentiellement doctrinal. Bien que Proudhon ait été plus ou moins intégré dans la révolution de 1848 et que les disciples de Bakounine n'aient pas été absolument étrangers à la Commune de Paris, ces deux révolutions du XIXe siècle n'ont pas été, dans leur essence, des révolutions libertaires, mais dans une certaine mesure, plutôt des révolutions «jacobines». Le XXe siècle au contraire est, pour les anarchistes, celui de la pratique révolutionnaire. Ils ont joué un rôle actif dans les deux révolutions russes et, plus encore, dans la Révolution espagnole.

L'étude de la doctrine anarchiste authentique, telle qu'elle s'est formée au XIXe siècle, fait découvrir que l'anarchie n'est ni la désorganisation, ni le désordre, ni l'émiettement, mais la recherche de la véritable organisation, de la véritable unité, de l'ordre véritable, de la véritable centralisation qui ne peuvent résider ni dans l'autorité, ni dans la coercition, ni dans une impulsion s'exerçant de haut en bas, mais dans l'association libre, spontanée, fédéraliste, remontant du bas vers le haut. Quant à l'étude des révolutions de Russie et d'Espagne et du rôle qu'y jouèrent les anarchistes, elle démontre qu'à l'inverse de l'inexacte légende accréditée par certains, ces grandes et tragiques expériences donnent en grande partie raison au socialisme libertaire contre le socialisme que j'appellerais «autoritaire». La pensée socialiste, de par le monde, au cours de la cinquantaine d'années qui a suivi la Révolution russe, de la trentaine d'années qui a suivi la Révolution espagnole, est demeurée plus ou moins obnubilée par une caricature de marxisme, gorgée de ses dogmes. En particulier, la querelle intestine entre Trotski et Staline, aujourd'hui mieux connue du lecteur d'avant-garde, si elle a contribué à tirer le marxisme-léninisme d'un conformisme stérilisant, n'a pas fait vraiment toute la lumière sur la Révolution russe, parce qu'elle n'a pas porté — parce qu'elle ne pouvait pas porter — sur le fond du problème. Pour Voline, historien libertaire de la Révolution russe, parler d'une «trahison» de la révolution, comme le fait Trotski, est une explication insuffisante: «*Comment cette trahison fut-elle possible au lendemain d'une si belle et complète victoire révolutionnaire ? Voilà la vraie question. [...] Ce que Trotski appelle trahison est en réalité l'effet inéluctable d'une lente dégénérescence due à de fausses méthodes. [...] C'est la dégénérescence de la révolution [...] qui amena Staline et ce n'est pas Staline qui fit dégénérer la révolution.*» «Trotski, demande Voline, eût-il pu 'expliquer' vraiment le drame puisque, avec Lénine, il avait lui-même contribué à désarmer les masses ?»<sup>13</sup>

Discutable est l'affirmation du regretté Isaac Deutscher selon laquelle la controverse Trotski - Staline va «se poursuivre et se répercuter dans tout le siècle»<sup>14</sup>. Le débat à rouvrir et à poursuivre, c'est peut-être moins celui entre les successeurs de Lénine, déjà dépassé, que celui entre socialisme autoritaire et socialisme libertaire. L'anarchisme, depuis peu, est sorti du cône d'ombre où ses adversaires le reléguaient.

Aux hommes d'aujourd'hui, épris d'émancipation sociale, et à la recherche de ses formes les plus efficaces, s'offrent les matériaux d'un nouvel examen. Et, peut-être, d'une synthèse, à la fois possible et nécessaire entre deux écoles de pensée également fécondes, celle de Marx et d'Engels, celle de Proudhon et de Bakounine. Pensées, d'ailleurs, contemporaines dans leur éclosion, et moins distantes l'une de l'autre qu'on le pourrait croire : Errico Malatesta, le grand anarchiste italien, a observé que presque toute la littérature anarchiste du XIXe siècle «*était imprégnée de marxisme*»<sup>15</sup>. En sens contraire, la pensée de Proudhon et de Bakounine n'a pas peu contribué à enrichir le marxisme.

(1965, in *Pour un marxisme libertaire*.)

## Socialisme falsifié et socialisme libertaire

Le mot socialisme — et le mot communisme — a été vidé de son contenu tant sur le plan des idées que sur le plan effectif. Les livres se comptent aujourd'hui sur les doigts qui expriment un socialisme authentique. On cherche en vain sur la planète un seul pays qui soit authentiquement socialiste. En gros, le socialisme a été l'objet de deux falsifications principales ; sous son étiquette, on écoute deux marchandises également frelatées : un sordide réformisme parlementaire, un jacobinisme brutal et omni-étatique.

Or, le socialisme — ou le communisme — a une signification très précise : la cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme, la disparition de l'État politique, la gestion de la société de bas en haut par les producteurs librement associés et fédérés.

Le socialisme falsifié qui a cours aujourd'hui appartient, en dépit des apparences, au passé ; le socialisme (ou communisme) libertaire à l'avenir. Le socialisme est un mouvement historique qui n'a nullement fait son temps. C'est le capitalisme qui a fait son temps et qui doit d'urgence être remplacé, afin que l'humanité survive. Toute sa force, le socialisme la tire de la carence et de la faillite du capitalisme. Si le socialisme bafouille et n'existe réellement nulle part, jamais sa nécessité historique n'a été aussi impérieuse. Sous sa forme actuelle dénaturée, il n'est pas adapté aux nécessités présentes. Mais il ne s'agit pas de le «reconsidérer» ou de le «réformer», il faut le rendre à lui-même, lui restituer son vrai visage révolutionnaire, anti-étatique et libertaire.

L'originalité du socialisme français, c'est la tradition libertaire des deux Communes, celle de 1793 et celle de 1871, celle du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, celle de juin 1936. En dépit de l'apparente stalinisation d'un large secteur du mouvement ouvrier de notre pays, cette tradition n'est pas éteinte sous la cendre.

(1960, in *Pour un marxisme libertaire*.)

## Trois problèmes de la Révolution

Voline, historien libertaire de la Révolution russe, après en avoir été l'acteur et le témoin, écrit: *«Un problème fondamental nous est légué par les révolutions précédentes : j'entends surtout celle de 1789 et celle de 1917 ; dressées pour une grande partie contre l'oppression, animées d'un souffle puissant de liberté et proclamant la liberté comme leur but essentiel, pourquoi ces révolutions sombrèrent-elles dans une nouvelle dictature exercée par d'autres couches dominatrices et privilégiées, dans un nouvel esclavage des masses populaires ? Quelles seraient les conditions qui permettraient à une révolution d'éviter cette triste fin ? Cette fin serait-elle due à des facteurs passagers et même, simplement, à des erreurs et à des fautes pouvant être écartées dorénavant ? Et dans ce dernier cas, quels seraient les moyens d'éliminer le danger qui menace les révolutions à venir ?»*<sup>16</sup>

Je pense avec Voline que les deux grandes expériences historiques de la Révolution française et de la Révolution russe sont indissolublement liées. Malgré les différences d'époque, de milieu environnant, de «contenu de classe», le problème qu'elles soulèvent, les écueils auxquels elles se sont heurtées sont fondamentalement les mêmes. Tout au plus se manifestent-ils dans la première révolution d'une façon plus embryonnaire que dans la deuxième. Aussi, les hommes d'aujourd'hui ne peuvent-ils espérer trouver le chemin de leur émancipation définitive que s'ils savent distinguer dans les deux expériences ce qui fut progrès et ce qui fut échec, afin d'en tirer des leçons pour l'avenir.

La cause essentielle de l'échec relatif des deux plus grandes révolutions de l'Histoire ne réside, à mon avis, pour reprendre les termes de Voline, ni dans la *«fatalité historique»*, ni dans de simples *«erreurs»* subjectives des acteurs révolutionnaires. La Révolution porte en elle-même une grave contradiction (contradiction qui, heureusement, on y reviendra, n'est pas irrémédiable et s'atténue avec le temps) : elle ne peut surgir, elle ne peut vaincre que si elle part des profondeurs des masses populaires elles-mêmes, de leur irrésistible soulèvement spontané ; mais les masses populaires, si l'instinct de classe les pousse à rompre leurs chaînes, manquent d'éducation et de conscience. Et, comme elles se heurtent, dans leur élan formidable, mais tumultueux et aveugle, vers la liberté, à des classes sociales privilégiées, conscientes, instruites, organisées, expérimentées, elles ne peuvent triompher de la résistance qu'elles rencontrent que si elles réussissent à acquérir, dans le feu de la lutte, la conscience, la science, l'organisation, l'expérience qui leur manquent. Mais le fait même de forger les armes qui viennent d'être sommairement énumérées et qui seules peuvent leur assurer la supériorité sur l'adversaire comporte en soi un immense péril : celui de tuer la spontanéité qui est le nerf de la Révolution, celui de compromettre la liberté dans l'organisation, celui de laisser confisquer le mouvement par une élite minoritaire de militants plus instruits, plus conscients, plus expérimentés qui, pour commencer, s'offrent comme guides pour, à la fin, s'imposer comme chefs et soumettre les masses à une nouvelle forme d'oppression de l'homme par l'homme.

Depuis que le socialisme a été capable de penser ce problème, depuis qu'il a eu la perception de cette contradiction, c'est-à-dire, en gros, depuis le milieu du XIXe siècle, il n'a cessé de s'y débattre, d'osciller entre les deux pôles extrêmes de la liberté et de l'ordre. Chacun de ses penseurs et de ses acteurs s'est efforcé laborieusement, à tâtons, au prix de toutes sortes d'hésitations et de contradictions, de résoudre le dilemme fondamental de la Révolution. Proudhon, dans son fameux *Mémoire sur la propriété* (1840), avait cru en trouver la synthèse, lorsqu'il écrivait avec optimisme «La plus haute perfection de la société se trouve dans l'union de l'ordre et de l'anarchie.» Mais, un quart de siècle plus tard, il constate avec mélancolie: *«Ces deux idées, liberté [...] et ordre, sont adossées l'une à l'autre. [...] On ne peut ni les séparer, ni les absorber l'une dans l'autre ; il faut se résigner à vivre avec toutes deux, en les équilibrant.*

[...] *Aucune force politique n'a encore donné la vraie solution de l'accord de la liberté et de l'ordre*.<sup>17</sup>

Aujourd'hui un immense empire, bâti sous le signe du «socialisme» (et du «communisme»), cherche péniblement, empiriquement, parfois convulsivement, à s'évader du carcan de fer d'un «ordre» fondé sur la contrainte, pour retrouver le chemin de la liberté auquel aspirent ses millions de sujets, chaque jour plus dégrossis et plus conscients. Le problème demeure donc posé, de façon toujours brûlante, et le dernier mot n'est pas dit.

Si l'on regarde de plus près, ce problème comporte trois aspects relativement distincts, bien qu'étroitement liés :

1. Dans la période de lutte révolutionnaire, quelles doivent être les parts respectives de la spontanéité et de la conscience, des masses et de la direction ?
2. Une fois l'ancien régime d'oppression renversé, quelle forme d'organisation politique ou administrative faut-il substituer à celle qui vient d'être vaincue ?
3. Enfin, par qui et comment doit être administrée l'économie après l'abolition de la propriété privée (problème qui se pose dans toute son ampleur pour la révolution prolétarienne mais qui ne s'est posé que de façon encore embryonnaire pour la Révolution française) ?

Sur chacun de ces trois points, les socialistes du XIXe siècle ont hésité, tergiversé, se sont contredits, affrontés. Quels socialistes ?

En gros, l'on peut distinguer parmi eux trois courants principaux :

— Ceux que j'appellerais les autoritaires, les étatistes, les centralistes, héritiers, les uns de la tradition jacobine et blanquiste de la Révolution française<sup>18</sup>, les autres de la tradition allemande (ou plus exactement prussienne) de la discipline militaire et de l'État avec un grand E.

— Ceux que j'appellerais les anti-autoritaires, les libertaires, héritiers, pour une part, de la démocratie directe de 1793, de l'idée communaliste et fédéraliste, et, pour une autre, de l'apolitisme saint-simonien aspirant à substituer au gouvernement politique l'«*administration des choses*».

— Enfin, les socialistes dits scientifiques (Marx et Engels) s'efforçant laborieusement, et pas toujours avec cohésion ni succès, et souvent pour des motifs purement tactiques (car ils devaient faire des concessions aux deux ailes autoritaire et libertaire du mouvement ouvrier), de concilier les deux courants précédents, de trouver un compromis entre l'idée autoritaire et l'idée libertaire.

Essayons de résumer brièvement les tentatives faites par ces trois courants de la pensée socialiste pour résoudre les trois problèmes fondamentaux de la Révolution.

## Spontanéité et conscience

Les autoritaires n'ont pas confiance dans la capacité des masses à parvenir d'elles-mêmes à la conscience, et ils ont, même lorsqu'ils prétendent le contraire, une peur panique des masses. S'il faut les en croire, elles sont encore abruties par des siècles d'oppression. Elles ont besoin d'être guidées et dirigées. Une petite élite de chefs doit se substituer à elles, leur enseigner une stratégie révolutionnaire et les conduire à la victoire.

Les libertaires, au contraire, soutiennent que la Révolution doit être l'œuvre des masses elles-mêmes, de leur spontanéité, de leur libre initiative, de leurs facultés créatrices aussi insoupçonnées que formidables. Ils mettent en garde contre les chefs qui, au nom d'une plus grande conscience, prétendent s'imposer aux masses pour ensuite les spolier des fruits de leur victoire.

Quant à Marx et Engels, ils placent tantôt l'accent sur la spontanéité et tantôt sur la conscience. Mais leur synthèse demeure boiteuse, incertaine, contradictoire. Il convient d'ailleurs de préciser que les libertaires n'échappent pas toujours, eux non plus, au même reproche. On trouve dans Proudhon, se juxtaposant à l'exaltation optimiste de la «*capacité politique des classes ouvrières*», des passages pessimistes dans lesquels il jette le doute sur ladite capacité et rejoint les autoritaires dans leur suggestion que les masses doivent être dirigées d'en haut<sup>19</sup>. De même, Mikhaïl Bakounine ne réussit jamais à se dépouiller complètement du conspiratisme «quarante-huitard» de sa jeunesse et, aussitôt après avoir misé sur l'irrésistible instinct primaire des masses, le voilà qui préconise le «noyautage» invisible de celles-ci par des dirigeants conscients et organisés en sociétés secrètes. D'où ce singulier chassé-croisé : ceux qu'il accuse, parfois non sans fondement, d'autoritarisme le prennent en flagrant délit de machiavélisme autoritaire.

Les deux tendances antagonistes de la Première Internationale se reprochent réciproquement, chacune avec quelque raison, des manœuvres souterraines, en vue de s'assurer le contrôle du mouvement<sup>20</sup>. Il faudra attendre, comme on le verra, Rosa Luxemburg pour qu'une synthèse à peu près valable soit proposée entre la spontanéité et la conscience. Mais Trotski compromet cet équilibre si laborieusement atteint pour porter la contradiction à son comble : il est, par certains côtés, «luxemburgiste» ; il a, comme en témoignent notamment son *1905* et son *Histoire de la Révolution russe*<sup>21</sup>, le sens et l'instinct de la révolution par en bas ; il met l'accent sur l'action autonome des masses ; mais il se rallie finalement, après les avoir brillamment combattues, aux conceptions d'organisation blanquistes de Lénine<sup>22</sup> et, une fois au pouvoir, il lui arrivera de se comporter de façon plus autoritaire encore que son chef de file. Enfin, dans le dur combat de son exil, il s'abritera derrière Lénine devenu tabou pour tenter le procès de Staline ; et cette identification lui interdira jusqu'à son dernier jour de déjouer la part de luxemburgisme qui était en lui.

## La question du pouvoir

Les autoritaires soutiennent que les masses populaires, dirigées par leurs chefs, doivent substituer à l'État bourgeois leur propre État décoré de l'épithète «prolétarien» et que, pour assurer la pérennité du second, ils doivent pousser à l'extrême les moyens de contrainte dont usait le premier (centralisation, discipline, hiérarchie, police). Ce schéma arrache aux libertaires — et cela depuis plus d'un siècle — des cris d'épouvante et d'horreur. A quoi bon, demandent-ils, une révolution qui se contenterait de remplacer un appareil d'oppression par un autre ? Adversaires irréductibles de l'État, de toute forme d'État, ils attendent de la révolution prolétarienne l'abolition totale et définitive de la contrainte étatique. Au vieil État oppresseur, ils voudraient substituer la libre fédération des communes associées, la démocratie directe de bas en haut.

Marx et Engels, entre ces deux tendances extrêmes, cherchent leur voie. Ils ont subi l'empreinte jacobine mais, d'une part, le contact avec Proudhon, vers 1844, l'influence d'un Moïse Hess, d'autre part, la critique de l'hégélianisme, la découverte de l'«aliénation», les ont rendus quelque peu libertaires. Ils rejettent l'étatisme autoritaire aussi bien du Français Louis Blanc que de l'Allemand Lassalle. Ils se déclarent partisans de l'abrogation de l'État. Mais à terme. L'État, le «*fatras gouvernemental*», doit subsister au lendemain de la Révolution, pour un temps seulement. Dès que les conditions matérielles seront réalisées, qui permettront de se passer de lui, il «*dépérira*». Et, en attendant ce jour, il faut s'efforcer d'en «*atténuer aussitôt au maximum les plus fâcheux effets*»<sup>23</sup>. Cette perspective immédiate inquiète, à juste titre, les libertaires. La survie même «*provisoire*» de l'État ne leur dit rien qui vaille et ils annoncent prophétiquement qu'une fois réinstallé, le Léviathan<sup>24</sup> refusera obstinément de se démettre. La critique talonnante des libertaires met Marx et Engels dans l'embarras et il leur arrive de faire à leurs adversaires de tendance de telles concessions qu'à un certain moment la dispute entre socialistes sur l'État semble n'avoir plus d'objet ou n'être plus qu'une simple querelle de mots. Hélas ce bel accord ne dure que l'espace d'un matin !

Mais le bolchevisme du XXe siècle révèle qu'il ne s'agissait pas d'une dispute purement verbale. L'État transitoire de Marx et d'Engels devient, déjà sous une forme embryonnaire, avec Lénine<sup>25</sup> et, encore bien davantage, avec la postérité de Lénine, un monstre tentaculaire, qui proclame sans ambages son refus de dépérir.

## La gestion de l'économie

Enfin, par quel régime de propriété remplacer le capitalisme privé ?

Les autoritaires ne sont pas embarrassés pour répondre. Comme leur défaut principal est de manquer d'imagination et qu'ils ont peur de l'inconnu, ils prennent appui sur des formes d'administration et de gestion plagiées du passé. L'État captera dans son immense filet toute la production, tout l'échange, toute la finance. Le «capitalisme d'État» survivra à la révolution sociale. La bureaucratie, déjà géante sous Napoléon, sous le roi de Prusse ou sous le tsar, ne se contentera plus, en régime socialiste, de percevoir des impôts, de lever des armées, de multiplier ses polices : elle étendra ses tentacules sur les usines, sur les mines, les banques, les moyens de transport. Les libertaires poussent un cri d'effroi. Cette extension exorbitante des pouvoirs de l'État leur apparaît comme le tombeau de la liberté. Max Stirner a été l'un des premiers à s'insurger contre l'étatisme de la société communiste.<sup>26</sup> Proudhon ne crie pas moins fort, et Bakounine le suit: «*Je déteste le communisme, déclare-t-il dans un discours, parce qu'il aboutit nécessairement à la centralisation de la propriété entre les mains de l'État, tandis que moi [...] je veux l'organisation de la société et de la propriété collective ou sociale de bas en haut, par la voie de la libre association, et non de haut en bas par le moyen de quelque autorité que ce soit.*»<sup>27</sup>

Mais les anti-autoritaires ne sont pas unanimes dans la formulation de leur contre-proposition. Stirner suggère une «*libre association*» d'«*égoïstes*», trop philosophique d'inspiration et aussi trop instable. Proudhon, plus concret, une combinaison par certains côtés rétrograde, petite-bourgeoise, correspondant au stade désormais dépassé de la petite industrie, du petit commerce, de l'artisanat : la propriété privée doit être sauvegardée ; les petits producteurs, demeurés indépendants, doivent se prêter une aide mutuelle ; tout au plus admet-il la propriété collective dans un certain nombre de secteurs, dont il convient qu'ils sont déjà conquis par la grande industrie : les transports, les mines, etc. Mais Stirner comme Proudhon, chacun à sa manière, prêtent ainsi le flanc à la volée de bois vert que leur administre, d'ailleurs quelque peu injustement, le marxisme.

Bakounine, lui, se sépare délibérément de Proudhon. Contre son maître, il fait, un instant, dans la Première Internationale, front unique avec Marx. Il rejette l'individualisme postproudhonien. Il tire les conséquences de l'industrialisation. Il appelle de ses vœux la propriété collective. Il se présente comme ni communiste, ni mutualiste, mais collectiviste. La production doit être gérée, à la fois sur la base locale, par la «*solidarisation des communes*», et sur la base professionnelle par des compagnies (ou associations) ouvrières. Sous l'influence des bakouninistes, le congrès de la Première Internationale à Bâle, en 1869, décide que, dans la société future, «*le gouvernement sera remplacé par les conseils des corps de métier*»<sup>28</sup>. Marx et Engels, entre les deux extrêmes, flottent et louvoient. Dans le *Manifeste communiste* de 1848, inspiré par Louis Blanc, ils avaient adopté la trop commode solution omni-étatique. Mais, plus tard, sous l'influence de la Commune de 1871 et la pression des anarchistes, ils tempéreront cet étatisme et parleront d'«*autogouvernement des producteurs*»<sup>29</sup>. Mais ces velléités libertaires ne seront pas de longue durée et presque aussitôt ils reviendront, dans la lutte à mort qu'ils engagent contre Bakounine et ses disciples, à une phraséologie plus autoritaire et étatiste.

Ce n'est donc pas absolument sans raison (bien que pas toujours avec une entière bonne foi) que Bakounine accuse les marxistes de rêver de concentrer entre les mains de l'État toute la production industrielle et agricole. Chez Lénine, les tendances étatistes et autoritaires, se superposant à un anarchisme qu'elles contredisent et annihilent, sont déjà en germe, et sous Staline, la «quantité» se transformant en «qualité», elles dégénèrent en un capitalisme d'État oppresseur que Bakounine, dans sa critique, parfois injuste, de Marx, semble avoir anticipé.

Ce bref rappel historique n'a d'intérêt que dans la mesure où il peut nous aider à nous orienter dans le présent. Les

enseignements que nous en tirons nous font comprendre, de façon aussi éclatante que dramatique, que, malgré bien des conceptions qui apparaissent aujourd'hui désuètes, enfantines et démenties par l'expérience (par exemple leur «apolitisme»), les libertaires avaient raison sur l'essentiel contre les autoritaires. Les seconds ont déversé des flots d'injures sur les premiers, traitant leur programme de «ramassis d'idées d'outré-tombe»<sup>30</sup>, d'utopies réactionnaires, périmées et décadentes<sup>31</sup>. Mais il s'avère aujourd'hui, comme le souligne avec force Voline<sup>32</sup>, que c'est l'idée autoritaire qui, loin d'appartenir au futur, n'est autre qu'une séquelle du vieux monde bourgeois, usé et moribond. S'il est une utopie, c'est bien celle du soi-disant «communisme» d'État, dont la faillite est si patente que ses propres bénéficiaires (préoccupés avant tout de sauver leurs intérêts de caste privilégiée) cherchent aujourd'hui, laborieusement et à tâtons, les moyens de l'amender et de s'en évader.

L'avenir n'est ni au capitalisme classique, pas davantage, comme voulait nous en persuader feu Merleau-Ponty, au capitalisme revu et corrigé par un «néolibéralisme» ou par le réformisme social-démocrate. Leur double faillite n'est pas moins retentissante que celle du «communisme» d'État. L'avenir est toujours, est plus que jamais au communisme mais à un communisme libertaire. Comme l'annonçait prophétiquement Kropotkine, dès 1896, notre époque «portera le cachet du réveil des idées libertaires. [...] La prochaine révolution ne sera plus la révolution jacobine.»<sup>33</sup>

Les trois problèmes fondamentaux de la Révolution, que nous avons esquissés plus haut, doivent et peuvent trouver enfin leur solution. Nous n'en sommes plus aux balbutiements, aux tâtonnements de la pensée socialiste du XIXe siècle. Les problèmes ne se posent plus dans l'abstrait, mais dans le concret. Nous disposons aujourd'hui d'une ample moisson d'expériences pratiques. La technique de la Révolution s'est immensément enrichie. L'idée libertaire ne s'inscrit plus dans les nuages mais se dégage des faits eux-mêmes, des aspirations les plus profondes, même quand elles sont refoulées, et les plus authentiques des masses populaires.

Le problème de la spontanéité et de la conscience est bien plus aisé à résoudre aujourd'hui qu'il y a un siècle. Les masses, si elles sont toujours, du fait même de l'oppression sous laquelle on les maintient courbées, quelque peu en retard sur la faillite du système capitaliste, si elles manquent encore d'éducation et de lucidité politique, ont rattrapé une bonne part de leur retard historique. Partout, dans les pays capitalistes avancés, aussi bien que dans les pays en voie de développement et dans ceux assujettis au soi-disant «communisme» d'État, elles ont fait un prodigieux bond en avant. Elles sont beaucoup moins faciles à duper. Elles savent l'étendue de leurs droits. Leurs connaissances du monde et de leur propre destin se sont considérablement enrichies. Si la carence du prolétariat français d'avant 1840, du fait de son inexpérience et de son petit nombre, a pu engendrer le blanquisme ; celle du prolétariat russe d'avant 1917, le léninisme ; celle du nouveau prolétariat épuisé et démantelé après la guerre civile de 1918-1920, ou fraîchement déraciné de la campagne, le stalinisme ; aujourd'hui les masses laborieuses ont beaucoup moins besoin d'abdiquer leurs pouvoirs entre les mains de tuteurs autoritaires et soi-disant infaillibles.

D'autre part, grâce notamment à Rosa Luxemburg<sup>34</sup>, l'idée a pénétré dans la pensée socialiste que, même si les masses ne sont pas encore entièrement mûres, même si la fusion entre la science et la classe ouvrière rêvée par Lassalle ne s'est pas encore entièrement opérée, le seul moyen de combler ce retard, de remédier à cette déficience, c'est d'aider les masses à faire elles-mêmes leur apprentissage de la démocratie directe orientée de bas en haut ; c'est de développer, d'encourager, de stimuler leurs libres initiatives ; c'est de leur inculquer le sens de leurs responsabilités — au lieu d'entretenir chez elles, comme le fait le «communisme» d'État (qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition), les habitudes séculaires de passivité, de soumission, le complexe d'infériorité que leur a légués un passé d'oppression. Même si cet apprentissage est parfois laborieux, même si le rythme en est parfois lent, même s'il grève la société de frais supplémentaires, même s'il ne peut être effectué qu'au prix de quelque «désordre», ces difficultés, ces retards, ces frais supplémentaires, ces troubles de croissance sont infiniment moins nocifs que le faux ordre, le faux éclat, la fausse «efficacité» du «communisme» d'État qui anéantit l'homme, tue l'initiative populaire et finalement déshonore l'idée même du communisme.

En ce qui concerne le problème de l'État, la leçon de la Révolution russe est écrite clairement sur le mur. Liquider, comme on l'a fait, dès le lendemain du triomphe de la Révolution, le pouvoir des masses, reconstruire sur les ruines de l'ancienne machine étatique un nouvel appareil d'oppression encore plus perfectionné que le précédent, baptisé frauduleusement «parti du prolétariat», et, souvent, en absorbant dans le nouveau régime les «compétences» du régime défunt (toujours imbues de leur ancien pouvoir), laisser peu à peu s'ériger une nouvelle classe privilégiée qui tend à considérer sa propre survie comme une fin en soi et à perpétuer l'État qui assure cette survie, tel est le modèle qu'il nous appartient aujourd'hui de ne pas suivre. Par ailleurs, si l'on prend à la lettre la théorie marxiste du «dépérissement», les conditions matérielles qui avaient provoqué et — selon les marxistes — légitimé la reconstruction d'un appareil étatique devraient permettre aujourd'hui de se passer, de plus en plus, de ce gendarme encombrant et avide de demeurer en place qu'est l'État.

L'industrialisation, bien qu'à un rythme inégal selon les pays, marche à pas de géant dans le monde entier. La découverte de nouvelles sources d'énergie, aux possibilités illimitées, accélère prodigieusement cette évolution. L'État totalitaire engendré par la pénurie et y puisant sa justification devient chaque jour un peu plus superflu. En ce qui concerne la gestion de l'économie, toutes les expériences faites tant dans un pays de capitalisme quintessencié comme les États-Unis que dans les pays soumis au «communisme» d'État démontrent que l'avenir, au moins pour de très larges secteurs de l'économie, n'est plus aux unités de production géantes. Le gigantisme, qui avait halluciné aussi bien les défunts capitaines d'industrie yankees que le communiste Lénine, appartient au passé. Trop grand, tel est le titre d'un ouvrage américain sur les méfaits de ce fléau dans l'économie des États-Unis.<sup>35</sup> De son côté Khrouchtchev, rustre finaud, avait fini par saisir, bien que tardivement et timidement, la nécessité d'une décentralisation industrielle. On avait cru longtemps que les impératifs sacro-saints de la planification exigeaient la gestion de l'économie par l'État. On s'aperçoit aujourd'hui que la planification par en haut, la planification bureaucratique, est une source effroyable de désordre et de gaspillage, et, comme dit Merleau-Ponty, qu'elle «ne planifie pas».<sup>36</sup> Charles Bettelheim nous avait montré, dans un livre pourtant trop souvent conformiste au moment où il fut écrit<sup>37</sup>, qu'elle ne pourrait fonctionner efficacement que si elle était dirigée de bas en haut et non de haut en bas, que si elle émanait des échelons inférieurs de la production et était constamment soumise à leur contrôle — alors qu'en URSS ce contrôle des masses brille par

son absence. L'avenir, sans aucun doute, est à la gestion autonome des entreprises par des associations de travailleurs. Ce qui reste à mettre au point, c'est le mécanisme, délicat certes, de leur fédération, de l'harmonisation des divers intérêts dans un ordre qui soit un ordre libre. De ce point de vue, la tentative de synthèse du socialiste belge César De Paepe, aujourd'hui trop oublié, entre l'anarchisme et l'étatisme, méritait d'être exhumée.<sup>38</sup>

Sur d'autres plans, l'évolution même de la technique, de l'organisation du travail ouvre les voies à un socialisme par en bas. Les plus récentes recherches en matière de psychologie du travail ont conduit à la conclusion que la production n'est vraiment «efficiente» que si elle n'écrase pas l'homme, que si elle l'associe au lieu de l'aliéner, que si elle fait appel à son initiative, à sa pleine coopération, que si elle transmue son labeur de corvée en joie, condition qui n'est pleinement réalisable, ni dans les casernes industrielles du capitalisme privé, ni dans celles du capitalisme d'État. Par ailleurs, l'accélération des moyens de transport facilite singulièrement l'exercice de la démocratie directe. Un exemple : en quelques heures, grâce à l'avion, les délégués des sections locales des syndicats ouvriers américains, les plus modernes, comme celui de l'automobile, dispersés sur tout un continent, peuvent être aisément rassemblés.

Mais, si l'on veut régénérer le socialisme, inverti par les autoritaires, en le replaçant sur ses pieds, il faut faire vite. Dès 1896, Kropotkine soulignait avec force que, tant que le socialisme prendra un visage autoritaire et étatique, il inspirera aux travailleurs une certaine méfiance et il verra, de ce fait, ses efforts compromis, son développement ultérieur paralysé.<sup>39</sup> Le capitalisme privé, historiquement condamné, ne se survit plus aujourd'hui que grâce à la course aux armements, d'une part, et à la faillite du «communisme» d'État, de l'autre. Nous ne pourrions vaincre idéologiquement le *Big Business* et sa prétendue «libre entreprise», sous le couvert de laquelle domine une poignée de monopoles, nous ne pourrions renvoyer au magasin des accessoires le nationalisme et le fascisme toujours disposés à renaître de leurs cendres que si nous sommes capables de présenter, dans les faits, un substitut concret au pseudo-communisme d'État. Quant aux pays dits «socialistes», ils ne sortiront de leur impasse actuelle que si nous les aidons, non pas à liquider, mais à rebâtir de fond en comble leur socialisme. Khrouchtchev s'est cassé finalement les reins pour avoir hésité trop longtemps entre le passé et l'avenir. Les Gomulka, les Tito, les Dubcek, malgré leur bonne volonté et leurs velléités de déstalinisation ou de désétatisation, risquent de piétiner, de basculer sur la corde raide où ils se maintiennent dans un instable équilibre et, à la longue, d'échouer, s'ils n'acquièrent pas l'audace et la clairvoyance qui leur permettraient de définir les données essentielles d'un communisme libertaire.

La Révolution de notre temps se fera par en bas — ou ne sera pas.

(1958, in *Jeunesse du socialisme libertaire*.)

## La Révolution déjacobinisée

Autour de nous, aujourd'hui, tout n'est que ruines. Les idéologies qu'on nous a serinées, les régimes politiques qu'on nous a fait subir ou fait miroiter s'en vont les uns et les autres en morceaux. Pour reprendre l'expression d'Edgar Quinet<sup>40</sup>, nous avons perdu nos bagages.

Le fascisme, cette forme suprême et barbare de la domination de l'homme par l'homme, s'est effondré, il y a un quart de siècle, dans un bain de sang. Et ceux-là mêmes qui s'étaient raccrochés à lui comme à une bouée de sauvetage, qui l'avaient appelé à la rescousse contre les travailleurs, fût-ce à la pointe des baïonnettes étrangères, ont perdu beaucoup de plumes dans l'aventure et sont contraints, bien qu'ils lui conservent une secrète préférence, de n'offrir leur marchandise que sous une forme camouflée.

Le moins que l'on puisse en dire, c'est que la démocratie bourgeoise n'a pas été revigorée par la débandade du fascisme. Elle avait d'ailleurs creusé le lit du susdit et s'était montrée incapable de lui barrer la route. Elle n'a plus de doctrine, plus de foi en elle-même. Elle n'a pas réussi à redorer son blason en captant à son profit l'élan des masses populaires françaises contre l'hitlérisme. La Résistance a perdu toute raison d'être du jour où a disparu ce contre quoi elle se battait. Sa fausse unité s'est aussitôt désagrégée. Son mythe s'est dégonflé. Les politiciens d'après-guerre ont été les plus pitoyables que nous ayons jamais endurés. Ils ont eux-mêmes volatilisés la confiance trop crédule de ceux qui, contre Vichy, s'étaient, faute de mieux, tournés vers Londres. La démocratie bourgeoise s'est révélée totalement incapable de résoudre les problèmes, les contradictions de l'après-guerre, contradictions encore beaucoup plus insolubles qu'elles ne l'étaient avant une croisade soi-disant entreprise pour leur trouver une solution. Elle n'a pu se survivre, à l'intérieur, que par une caricature honteuse et hypocrite des méthodes fascistes, à l'extérieur, par des guerres coloniales et même des guerres d'agression. Elle est, d'ores et déjà, démissionnaire. Sa succession est ouverte. Et l'anachronique Ve République n'a pu poser sur la plaie qu'un emplâtre inefficace, plus nocif même que les médications antérieures, et, au surplus, éphémère.

Et voici que le stalinisme, qui se prétendait et que beaucoup croyaient fait d'un métal dur et durable, qui se prétendait et que beaucoup croyaient fondé historiquement à se substituer aux formes moribondes, fascistes ou «démocratiques», de la domination bourgeoise, s'est effondré à son tour dans le scandale des ignominies révélées par le rapport Khrouchtchev, dans l'horreur de la répression hongroise et de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Mais un monde qui s'écroule est aussi un monde qui renaît. Loin de nous laisser aller au doute, à l'inaction, à la confusion, au désespoir, l'heure est venue pour le mouvement ouvrier français de repartir à zéro, de repenser jusque dans leurs fondements ses problèmes, de refaire, comme disait Quinet, tout son bagage d'idées.

C'était déjà une préoccupation de cet ordre qui, au lendemain de la «Libération», m'avait incité à remonter jusqu'à la Révolution française<sup>41</sup>. Si j'avais insuffisamment révélé mon dessein, et s'il a donc échappé, sans doute par ma faute, à beaucoup de mes lecteurs et contradicteurs, un critique britannique l'a pourtant entrevu: «*Chaque génération, écrivait-il, doit récrire l'Histoire pour elle-même. Si le XIXe siècle en Europe occidentale fut le siècle de la liberté, le*

*présent siècle est celui de l'égalité. Les idéaux jumeaux de la Révolution française, si longtemps séparés par l'ascension politique du libéralisme du XIXe siècle, sont en train de se rejoindre. Ce rapprochement dicté par le cours des événements et la direction du processus historique lui-même, pose de nouvelles exigences à tous ceux qui aspirent à décrire et à interpréter ce processus. Si les idéaux jumeaux que la civilisation occidentale doit si largement à la Révolution française sont destinés à être réconciliés dans l'action, ils doivent certainement l'être aussi — et peut-être d'abord — dans la description par les historiens de cette évolution.» Et ce critique anonyme trouvait «naturel qu'au moment où la France passe par une phase de reconstruction politique et sociale [...] elle cherche à être guidée par une interprétation sociale plus multilatérale de son histoire».<sup>42</sup>*

Mais la nécessaire synthèse des idées d'égalité et de liberté que ce critique recommandait en des termes beaucoup trop vagues et confus ne peut pas et ne doit pas être tentée, à mon avis, dans le cadre et au profit d'une démocratie bourgeoise banqueroutière. Elle peut l'être et elle doit l'être dans le cadre de la pensée socialiste (et communiste), qui demeure, en dépit de tout, la seule valeur solide de notre époque. La double faillite du réformisme et du stalinisme nous fait un devoir urgent de réconcilier la démocratie prolétarienne et le socialisme, la liberté et la Révolution.

Or précisément la Révolution française nous a fourni les premiers matériaux de cette synthèse. Pour la première fois dans l'Histoire, les notions antagonistes de liberté et de contrainte, de pouvoir étatique et de pouvoir des masses se sont affrontées, clairement sinon pleinement, dans son immense creuset. De cette féconde expérience ont jailli, comme l'a vu Kropotkine<sup>43</sup>, les grands courants de la pensée socialiste moderne à partir desquels nous ne pourrions refaire notre bagage idéologique que si nous parvenons — enfin — à en trouver la correcte synthèse.

Le retour à la Révolution française a été jusqu'à présent assez infructueux parce que les révolutionnaires modernes, qui tous l'ont cependant étudiée dans le détail et avec passion, ne se sont préoccupés que d'analogies superficielles, de points de ressemblance formelle avec telle situation, tel groupement politique, tels personnages de leur temps. Il serait amusant de récapituler toutes ces fantaisies, tantôt brillantes, tantôt simplement absurdes, sur lesquelles des historiens de la Révolution russe tels que Boris Souvarine, Erich Wollenberg et Isaac Deutscher, ont eu bien raison de faire toutes réserves<sup>44</sup>. Mais il y faudrait des pages et des pages, et nous avons mieux à faire. En revanche, si abandonnant le petit jeu des analogies, nous essayons d'aller au fond des problèmes et d'analyser le mécanisme interne de la Révolution française, nous pouvons en tirer des enseignements fort utiles à la compréhension du présent.

## **La démocratisation directe de 1793**

Tout d'abord, la Révolution française a été la première manifestation historique, cohérente et sur une vaste échelle, d'un nouveau type de démocratie. La Grande Révolution ne fut pas seulement, comme trop d'historiens républicains l'ont cru, le berceau de la démocratie parlementaire : du fait qu'elle était, en même temps qu'une révolution bourgeoise, un embryon de révolution prolétarienne, elle portait en elle le germe d'une forme nouvelle de pouvoir révolutionnaire dont les traits s'accuseront au cours des révolutions de la fin du XIXe siècle et du XXe siècle. De la Commune de 1793 à celle de 1871 et de celle-ci aux soviets de 1905 et 1917, la filiation est évidente.

Je voudrais ici me borner à préciser sommairement quelques-uns des traits généraux de la «démocratie directe» de 1793.

Si l'on descend dans les sections, dans les sociétés populaires de l'an II, on a l'impression de prendre un bain revivifiant de démocratie. L'épuration périodique de la société par elle-même, chacun montant à la tribune pour s'offrir au contrôle de tous, la préoccupation d'assurer l'expression la plus parfaite possible de la volonté populaire, d'empêcher son étouffement par les beaux parleurs et les oisifs, de permettre aux gens de travail d'abandonner leurs outils sans sacrifice pécuniaire et de participer ainsi pleinement à la vie publique, d'assurer le contrôle permanent des mandataires par les mandants, de placer, dans les délibérations, les deux sexes sur un pied d'égalité absolue,<sup>45</sup> tels sont quelques-uns des traits d'une démocratie réellement propulsée du bas vers le haut.

Le Conseil général de la Commune de 1793 — au moins jusqu'à la décapitation de ses magistrats par le pouvoir central bourgeois — nous offre aussi un remarquable échantillon de démocratie directe. Les membres du Conseil y sont les délégués de leurs sections respectives, constamment en liaison avec elles et sous le contrôle de ceux desquels ils détiennent leurs mandats, constamment tenus au courant de la volonté de la base par l'admission de délégations populaires aux séances du Conseil. A la Commune n'a pas cours l'artifice bourgeois de la «séparation des pouvoirs» entre l'exécutif et le législatif. Les membres du Conseil sont à la fois des administrateurs et des législateurs. Ces modestes sans-culottes ne sont pas devenus des politiciens professionnels, ils sont restés les hommes de leur métier, l'exerçant encore, dans la mesure où le leur permettent leurs fonctions à la Maison Commune, ou prêts à l'exercer à nouveau dès que leur mandat aura pris fin.<sup>46</sup>

Mais de tous ces traits, le plus admirable, c'est sans doute la maturité d'une démocratie directe expérimentée pour la première fois dans un pays relativement arriéré, à peine sorti de la nuit de la féodalité et de l'absolutisme, encore plongé dans l'analphabétisme et l'habitude séculaire de la soumission. Pas d'«anarchie», pas de pagaïe dans cette gestion par le peuple, inédite et improvisée. Il suffit pour s'en convaincre de feuilleter les procès-verbaux des sociétés populaires, les comptes rendus des séances du Conseil général de la Commune. On y voit la masse, comme si elle était consciente de ses tendances naturelles à l'indiscipline, animée du souci constant de se discipliner elle-même. Elle ordonne ses délibérations, elle rappelle à l'ordre ceux qui seraient tentés de provoquer le désordre. Bien qu'en 1793 son expérience de la vie publique soit toute récente, bien que la plupart des sans-culottes, guidés, il est vrai, par des petits-bourgeois instruits, ne sachent encore ni lire ni écrire, elle fait preuve déjà d'une aptitude à l'autogestion qu'aujourd'hui encore les bourgeois, anxieux de conserver le monopole de la chose publique, s'obstinent, contre l'évidence, à lui dénier et que certains théoriciens révolutionnaires, imbus de leur supériorité intellectuelle, ont parfois tendance à sous-estimer.

## Démocratie directe et avant-garde

Mais, en même temps, les difficultés, les contradictions de l'autogestion apparaissent. Le manque d'instruction et le retard relatif de leur conscience politique sont autant d'obstacles à la pleine participation des masses à la vie publique. Tout le peuple n'a pas la notion de ses véritables intérêts. Tandis que les uns font preuve d'une lucidité extraordinaire pour l'époque, d'autres se laissent facilement égarer. La bourgeoisie révolutionnaire met à profit le prestige que lui vaut sa lutte sans compromis contre les séquelles de l'ancien régime pour inculquer aux sans-culottes une idéologie séduisante mais fallacieuse et qui, en fait, va à l'encontre de leurs aspirations à la pleine égalité. Si l'on feuillette le volumineux recueil des rapports des agents secrets du ministère de l'Intérieur<sup>47</sup>, on voit les indicateurs rapporter des propos entendus dans la rue, tenus par des hommes du peuple, et dont le contenu est tantôt révolutionnaire, tantôt contre-révolutionnaire.

Et ces propos sont consignés en vrac, comme étant tous, au même titre, les expressions de la *vox populi*, sans que l'on tente d'établir entre eux une discrimination ni d'analyser leurs évidentes contradictions.

La confusion relative du peuple, et notamment des travailleurs manuels encore privés d'instruction, laisse le champ libre à des minorités, plus éduquées ou plus conscientes. C'est ainsi qu'à la section de la Maison Commune un petit noyau «*faisait faire tout ce qu'il voulait*» à la société sectionnaire composée d'une grande quantité de maçons<sup>48</sup>. Dans beaucoup de sociétés populaires, malgré toute la peine et toutes les précautions prises pour assurer le fonctionnement le plus parfait possible de la démocratie, des factions mènent le jeu, dans un sens ou dans l'autre, et parfois elles s'opposent l'une à l'autre.

La grande leçon de 93, ce n'est pas seulement que la démocratie directe est viable, c'est aussi que l'avant-garde d'une société, lorsqu'elle est encore en minorité par rapport à la masse du pays qu'elle entraîne, ne peut éviter, dans cette bataille de vie ou de mort qu'est une révolution, d'imposer sa volonté à la majorité, d'abord et de préférence, par la persuasion, et, si la persuasion échoue, par la contrainte.

C'est dans l'expérience de la Révolution française que Marx et Engels ont puisé leur fameuse notion de «dictature» du prolétariat. Malheureusement elle n'a jamais été vraiment élaborée par ses auteurs. Sans prétendre, bien sûr, comme Kautsky, à l'époque où il était devenu réformiste, qu'elle n'est dans leur œuvre qu'un *Wörtchen*, un petit mot sans importance, prononcé occasionnellement<sup>49</sup>, on est bien obligé de constater qu'ils ne l'ont mentionnée que de façon trop brève, trop vague, dans leurs écrits. Et quand, en particulier, ils la découvrent dans la Révolution française, les termes qu'ils emploient sont loin d'être clairs<sup>50</sup>, et ils sont discutables. En effet, les révolutionnaires de l'an II, tout convaincus qu'ils étaient de la nécessité de mesures d'exception, du recours à la contrainte, répugnaient à employer le mot dictature. La Commune de 1793, comme sa continuateurice de 1871, voulait guider et non «imposer sa suprématie». Marat lui-même, le seul révolutionnaire de son temps qui appelât de ses vœux la dictature, était obligé de recourir à des précautions de langage : il demandait un guide et non pas un maître. Mais, même sous cette forme voilée, il scandalisa ses frères d'armes et s'attira leurs vives protestations.

Que l'on comprenne : la démocratie venait de pousser son premier cri. Le tyran venait d'être renversé, la Bastille venait d'être rasée. Le mot de dictature sonnait mal. Il éveillait l'idée d'une sorte de rechute dans la tyrannie, dans le pouvoir personnel. En effet, pour des hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle, nourris de souvenirs antiques, la dictature avait un sens précis et redoutable. Ils se souvenaient — et l'Encyclopédie était là pour le leur remémorer — que les Romains, «*ayant chassé leurs rois, se virent obligés, dans des temps difficiles, de créer, à titre temporaire, un dictateur jouissant d'un pouvoir plus grand que ne l'avaient jamais eu les anciens rois*». Ils se rappelaient que plus tard, l'institution dégénérait, Sylla et César s'étaient fait proclamer dictateurs perpétuels et avaient exercé une souveraineté absolue allant, dans le cas du second, jusqu'à se faire soupçonner de visées monarchistes. Ils ne voulaient ni d'un nouveau monarque, ni d'un nouveau César.

De la révolution d'Angleterre, les hommes de 1793 avaient un souvenir encore plus vif. Comment eussent-ils pu oublier qu'au siècle précédent Olivier Cromwell, après avoir renversé un souverain absolu, avait usurpé le pouvoir populaire, instauré une dictature et même tenté de se faire couronner roi ? Ils se défiaient comme de la peste d'un nouveau Cromwell et ce fut à la veille de Thermidor un de leurs griefs contre Robespierre.<sup>51</sup>

Enfin les sans-culottes de la base, les hommes des sociétés populaires avaient une méfiance instinctive pour le mot de dictature, parce que celui-ci n'eût traduit qu'une partie de la réalité révolutionnaire : eux voulaient d'abord convaincre, ouvrir à tous les portes de la naissante démocratie, et ils ne recoururent à la contrainte que lorsque ceux qu'ils eussent voulu convaincre et admettre dans la démocratie leur répondaient par du plomb.

Peut-être avaient-ils l'intuition que c'est toujours une erreur d'emprunter des mots au vocabulaire de l'ennemi. «*Souveraineté du peuple*» est, comme le soulignait déjà Henri de Saint-Simon, un de ces fâcheux emprunts. Le peuple, du jour où il s'administre lui-même, n'est le souverain de personne. «*Despotisme de la liberté*» — formule que les hommes de 93 se risquèrent parfois à employer de préférence à «dictature», car elle avait une résonance plus collective —, et «*dictature du prolétariat*» ne sont pas moins antinomiques. Le genre de contrainte que l'avant-garde prolétarienne se trouve obligée d'exercer sur les contre-révolutionnaires est d'une nature si fondamentalement différente des formes d'oppression du passé et elle est compensée par un degré si avancé de démocratie pour les opprimés de la veille que le mot de dictature jure avec celui de prolétariat.

Telle a été l'opinion des collectivistes libertaires du type de Bakounine, conscients, certes, du fait que les classes possédantes ne renonceront pas volontairement à leurs privilèges et qu'il faudra les y contraindre, bien décidés, certes, à «*organiser une force révolutionnaire capable de triompher de la réaction*» mais repoussant en même temps, de façon catégorique, tout mot d'ordre de «*dictatures soi-disant révolutionnaires*», «*même comme transition révolutionnaire*», fussent-elles «*jacobinement révolutionnaires*»<sup>52</sup>. Quant aux réformistes, ils ne rejettent pas seulement les mots «dictature du prolétariat» mais aussi ce qui vient d'être défini comme valable dans leur contenu, à savoir l'idée



de contrainte révolutionnaire. Aussi, pendant trop longtemps, les révolutionnaires se réclamant du marxisme n'ont-ils osé émettre des réserves quant aux mots, de peur de se voir suspecter d'«opportunisme» quant au fond.<sup>53</sup>

L'impropriété des termes apparaît plus clairement encore si l'on remonte aux sources. Les babouvistes furent les premiers à parler de «dictature» révolutionnaire. S'ils eurent le mérite de tirer la nette leçon de l'escamotage de la Révolution par la bourgeoisie, on sait qu'ils apparurent trop tard, à une époque où le mouvement des masses avait rendu l'âme. Minorité minuscule et isolée, ils doutèrent de la capacité du peuple à se diriger, au moins dans l'immédiat. Et ils appelèrent de leurs vœux une dictature, soit la dictature d'un seul, soit celle de «*mains sagement et fortement révolutionnaires*».<sup>54</sup>

Le communiste allemand Weitling et le révolutionnaire français Blanqui empruntèrent aux babouvistes cette conception de la dictature. Incapables de se lier à un mouvement de masses encore embryonnaire, à un prolétariat encore trop ignorant et démoralisé pour se gouverner lui-même, ils crurent que de petites minorités audacieuses pourraient s'emparer du pouvoir par surprise et instaurer le socialisme par en haut, au moyen de la centralisation dictatoriale la plus rigoureuse, en attendant que le peuple fût mûr pour partager le pouvoir avec ses chefs. Tandis que l'idéaliste Weitling envisageait une dictature personnelle, celle d'un «*nouveau Messie*», Blanqui, plus réaliste, plus proche du mouvement ouvrier naissant, parlait de «*dictature parisienne*», c'est-à-dire du prolétariat parisien, mais, dans sa pensée, le prolétariat n'était encore capable d'exercer cette «*dictature*» que par personne interposée, que par le truchement de son élite instruite, de Blanqui et de sa société secrète.<sup>55</sup>

Marx et Engels, bien qu'opposés à la conception minoritaire et volontariste des blanquistes, crurent devoir, en 1850, leur faire la concession de reprendre la fameuse formule,<sup>56</sup> allant, cette même année, jusqu'à identifier communisme et blanquisme.<sup>57</sup> Sans doute, dans l'esprit des fondateurs du socialisme scientifique, la contrainte révolutionnaire semblait-elle être exercée par la classe ouvrière et non, comme chez les blanquistes, par une avant-garde détachée de la classe.<sup>58</sup> Mais ils n'ont pas différencié de façon suffisamment nette une telle interprétation de la «dictature du prolétariat» de celle des blanquistes. Plus tard, Lénine, se réclamant tout à la fois du jacobinisme et du marxisme, inventera la conception de la dictature d'un parti se substituant à la classe ouvrière, agissant par procuration en son nom ; et ses disciples de l'Oural, allant jusqu'au bout de sa logique, proclameront carrément sans être désavoués, que la dictature du prolétariat serait une dictature sur le prolétariat.<sup>59</sup>

Dès 1921, le libertaire allemand Rudolf Rocker, enregistrant la «*faillite du 'communisme' d'État*» en Russie, soutiendra que la dictature d'une classe est en soi une notion «*absolument impensable*» et qu'il s'agit en réalité de la dictature d'un parti prétendant parler au nom d'une classe. Et il s'élèvera avec force contre l'illusion de transformer l'État, organe d'oppression, en un organe de libération des opprimés, baptisé «dictature» du prolétariat. «*L'État, écrira-t-il, ne peut qu'être ce qu'il est, le défenseur du privilège et de l'exploitation des masses, le créateur de nouvelles classes et de nouveaux monopoles. Qui ne connaît ce rôle de l'État ne saisit absolument pas l'essence de l'ordre social actuel et est incapable de montrer à l'humanité les nouveaux horizons de son évolution*».<sup>60</sup>

## La reconstitution de l'État

La double expérience de la Révolution française et de la Révolution russe nous apprend que nous touchons ici au point central d'un mécanisme au terme duquel la démocratie directe, l'autogestion du peuple, se mue, graduellement, par l'instauration de la «dictature» révolutionnaire, en la reconstitution d'un appareil d'oppression du peuple. Bien entendu, le processus n'est pas absolument identique dans les deux révolutions. La première est une révolution essentiellement bourgeoise, bien que contenant déjà un embryon de révolution prolétarienne. La seconde est une révolution essentiellement prolétarienne, bien qu'ayant à remplir en même temps les tâches de la révolution bourgeoise. Dans la première, ce n'est pas la «dictature» par en bas (qui pourtant avait déjà fait son apparition), c'est la dictature par en haut, celle du gouvernement révolutionnaire bourgeois, qui fournit le point de départ d'un nouvel appareil d'oppression. Dans la seconde, c'est à partir de la «dictature» par en bas, celle du prolétariat en armes, auquel, presque aussitôt, se substitue le Parti, que l'appareil d'oppression s'est finalement reconstitué. Mais dans les deux cas, malgré cette différence importante, une analogie saute aux yeux : la concentration du pouvoir, la «dictature» sont présentées comme le produit de la nécessité<sup>61</sup>. A l'intérieur comme à l'extérieur, la Révolution est en danger. La reconstitution de l'appareil d'oppression est invoquée comme indispensable à l'écrasement de contre-révolution.

La «*nécessité*», le danger contre-révolutionnaire furent-ils vraiment le seul motif de ce brusque retournement ? C'est ce que prétendent la plupart des historiens de gauche. Georges Lefebvre assure que la Révolution ne pouvait être sauvée que si le peuple était «*encadré et commandé par des bourgeois*». Il fallait rassembler toutes les forces de la nation au profit de l'armée ; cela ne se pouvait qu'au moyen d'un gouvernement fort et centralisé. La dictature par en bas n'y pouvait réussir : outre que les capacités lui auraient manqué, elle n'aurait pu se passer d'un plan d'ensemble et d'un centre d'exécution.<sup>62</sup> Albert Soboul estime que la démocratie directe des sans-culottes était, de par sa «*faiblesse*», impraticable dans la crise que traversait la République.<sup>63</sup> Avant eux, Georges Guy-Grand, minimisant la capacité politique de l'avant-garde populaire, avait soutenu : «*Le peuple de Paris ne savait que faire des émeutes. Les émeutes valent pour détruire, et il faut parfois détruire mais démolir des Bastilles, massacrer des prisonniers, braquer des canons sur la Convention ne suffit pas à faire vivre un pays*».

*Quand il fallut reconstituer les cadres, faire fonctionner les industries et les administrations, force fut bien de s'en remettre aux seuls éléments disponibles qui étaient bourgeois.*<sup>64</sup>

Mais il n'est pas certain que la Révolution ne pouvait être sauvée que par ces techniques et que par en haut. Une collaboration relativement efficace s'était instituée, à la base, entre l'administration des subsistances et les sociétés populaires, entre le gouvernement et les comités révolutionnaires. Le renforcement du pouvoir central étouffa et tua l'initiative d'en bas qui avait été le nerf de la Révolution. La technique bourgeoise fut substituée à la fougue populaire. La Révolution perdit sa force essentielle, son dynamisme interne.

Par ailleurs, méfions-nous de ceux qui invoquent le prétexte de la «*compétence*» pour légitimer, en période révolutionnaire, l'usage exclusif et abusif des techniques bourgeoises. D'abord, parce que les hommes du peuple sont moins ignorants, moins incompetents que, pour les besoins de la cause, on veut bien le prétendre ; ensuite, parce que les plébiens de 1793, lorsqu'ils étaient dépourvus de capacités techniques, suppléaient à cette déficience par leur sens de la démocratie et la haute conscience qu'ils avaient de leurs devoirs envers la Révolution ; enfin, parce que les techniciens bourgeois, réputés indispensables et irremplaçables, mirent trop souvent à profit leur situation, de ce fait inexpugnable, pour intriguer contre le peuple et même pour nouer des liens suspects avec des contre-révolutionnaires. Les Carnot, les Cambon, les Lindet, les Barère furent de grands commis de la bourgeoisie, mais les ennemis jurés des sans-culottes. En révolution, un homme manquant de compétence mais dévoué corps et âme à la cause du peuple, qu'il assume des responsabilités civiles ou militaires, vaut mieux qu'une compétence prête à trahir.

Pendant les quelque six mois où s'épanouit la démocratie directe, le peuple fit la preuve de son génie créateur ; il révéla, bien que de façon encore embryonnaire, qu'il existe d'autres techniques révolutionnaires que celles de la bourgeoisie, que celle de haut en bas. Ce furent sans doute finalement les secondes qui prévalurent car, à l'époque, la bourgeoisie avait une maturité et une expérience qui lui conféraient une énorme avance sur le peuple. Mais l'an II de la République, si l'on sait déchiffrer son message, annonce que les fécondes potentialités des techniques révolutionnaires par en bas l'emporteront un jour, dans la révolution prolétarienne, sur les techniques héritées de la bourgeoisie jacobine. Albert Mathiez, habitué, comme en convient Georges Lefebvre, à «*considérer la Révolution d'en haut*»<sup>65</sup>, a cru devoir tracer un parallèle enthousiaste entre la «*dure*» dictature de salut public de 1793 et celle de 1920 en Russie.<sup>66</sup>

Mais à l'époque même où Mathiez invoquait ainsi la dictature bourgeoise révolutionnaire de 1793 pour tenter de légitimer la dictature jacobine de Lénine, le libertaire allemand Rudolf Rocker soutenait la thèse opposée: «*Se référer à la Révolution française pour justifier la tactique des bolcheviks en Russie*» c'était, selon lui, faire preuve d'«*une méconnaissance complète des faits historiques*». «*L'expérience historique nous montre précisément le contraire : à tous les moments décisifs de la Révolution française l'initiative véritable de l'action surgit directement du peuple. C'est dans cette activité créatrice des masses que réside tout le secret de la Révolution.*» En revanche, ce fut lorsque Robespierre priva le mouvement populaire de son autonomie et le soumit au pouvoir central, lorsqu'il persécuta les tendances authentiquement révolutionnaires et écrasa l'opposition de gauche que commença le «*reflux de la Révolution*», préface au 9 Thermidor et, plus tard, à la dictature napoléonienne du sabre<sup>67</sup>. Et Rocker, en 1921, de conclure avec amertume: «*En Russie se répète aujourd'hui ce qui s'est déroulé en France en mars 1794.*»

## L'embryon d'une bureaucratie plébéienne

Du fait que la Grande Révolution ne fut pas que bourgeoise et qu'elle s'accompagna d'un embryon de révolution prolétarienne, on y voit apparaître le germe d'un phénomène qui ne prendra toute son ampleur que dans la dégénérescence de la Révolution russe : déjà en 1793, la démocratie par en bas a donné naissance à une caste de parvenus en voie de se différencier de la masse et aspirant à confisquer à leur profit la révolution populaire. Dans la mentalité ambivalente de ces plébiens, la foi révolutionnaire et les appétits matériels étaient étroitement confondus. La Révolution leur apparaissait, suivant l'expression de Jaurès, «*tout ensemble comme un idéal et comme une carrière*». Ils servirent la révolution bourgeoise en même temps qu'ils se servirent. Robespierre et Saint-Just, comme plus tard devait le faire Lénine, dénoncèrent les appétits de cette bureaucratie naissante et déjà envahissante.

Un certain nombre d'entre eux entrèrent en conflit ouvert avec le Comité de salut public. Si leur attachement au droit bourgeois, à la propriété bourgeoise découlait de leurs convoitises mêmes, ils avaient cependant des intérêts particuliers à défendre contre la bourgeoisie révolutionnaire. Celle-ci, en effet, ne voulait leur abandonner qu'une part aussi restreinte que possible du gâteau : d'abord parce que cette énorme plèbe budgétivore coûtait très cher, ensuite parce que la bourgeoisie se méfiait de son origine et de ses attaches populaires et, surtout, du soutien obtenu démagogiquement des faubourgs en vue d'occuper toutes les places, enfin parce que la bourgeoisie entendait conserver entre les seules mains de ses techniciens éprouvés le contrôle du gouvernement révolutionnaire.

La lutte pour le pouvoir qui opposa les plébiens aux techniciens fut des plus vives et elle fut, en fin de compte, tranchée par la guillotine. Certains secteurs importants, tels que le ministère de la Guerre, les fonds secrets, les fabrications de guerre, furent les enjeux de cette rivalité. La bataille pour les fabrications de guerre est particulièrement révélatrice, car ici, déjà, deux modes antagonistes de gestion économique s'affrontent : la libre entreprise et ce qu'on appelle aujourd'hui le capitalisme d'État. Si les plébiens étaient parvenus à leurs fins et si les fabrications de guerre avaient été nationalisées comme ils le réclamaient, une partie des bénéfices de la production convoités et finalement accaparés par la bourgeoisie révolutionnaire eût passé dans leurs poches.

Trotsky, incomplètement informé, n'a pas entièrement raison lorsqu'il affirme que le stalinisme «*n'avait point de préhistoire*», que la Révolution française n'a rien connu qui ressemblât à la bureaucratie soviétique, issue d'un parti révolutionnaire unique et puisant ses racines dans la propriété collective des moyens de production<sup>68</sup>. Je pense, au contraire, que les plébiens hébertistes annonçaient par plus d'un trait les bureaucrates russes de l'ère stalinienne.

De même, sur le plan militaire, une fois éliminés les généraux d'Ancien Régime, traîtres à la Révolution, surgit, à côté des généraux sans-culottes, dévoués mais surtout incompetents, un nouveau type de jeunes chefs sortis du rang, capables mais dévorés d'ambition, et qui, plus tard, se feront les instruments de la réaction et de la dictature militaire. Dans une certaine mesure, ces futurs maréchaux d'Empire sont la préfiguration des maréchaux soviétiques.

## L'«anarchie» déduite de la Révolution française

A peine la Révolution française avait-elle pris fin que des «*théoriciens*» se plongèrent avec une ardeur passionnée et une lucidité souvent remarquable dans l'analyse de son mécanisme et dans la recherche de ses enseignements. Leur attention se concentra essentiellement sur deux grands problèmes : celui la révolution permanente et celui de l'État. Ils

découvrirent, d'abord, que la Grande Révolution, du fait qu'elle n'avait été que bourgeoise, avait trahi les aspirations populaires et qu'elle devait être continuée jusqu'à la libération totale de l'homme. Ils en déduisirent, tous ensemble<sup>69</sup>, le socialisme. Certains d'entre eux découvrirent également que, dans la Révolution, un pouvoir populaire d'un nouveau genre, orienté de bas en haut, avait fait son apparition historique et qu'il avait finalement été supplanté par un appareil d'oppression de haut en bas, puissamment reconstitué. Et ils se demandèrent avec angoisse comment le peuple pourrait à l'avenir éviter de se voir confisquer sa révolution. Ils en déduisirent l'anarchie.

Le premier qui, dès 1794, entrevit ce problème, fut l'Enragé Varlet. Dans une petite brochure publiée peu après Thermidor, il écrivit cette phrase prophétique: «*Pour tout être qui raisonne, gouvernement et révolution sont incompatibles.*» Et il accusa le «*gouvernement révolutionnaire*» d'avoir, au nom du salut public, instauré une dictature<sup>70</sup>. «*Telle est la conclusion*, écrivent deux historiens de l'anarchisme, que le premier des Enragés tira de 93, et cette conclusion est anarchiste.»<sup>71</sup> Le pamphlet de Varlet renfermait une pensée profonde : une révolution menée par les masses et un pouvoir fort (contre les masses) sont deux choses incompatibles.

Cette conclusion, les babouvistes la tirèrent à leur tour: «*Les gouvernants, écrit Babeuf, ne font des révolutions que pour toujours gouverner. Nous en voulons faire enfin une pour assurer à jamais le bonheur du peuple par la vraie démocratie.*» Et Buonarroti, son disciple, prévoyant la confiscation des révolutions futures par de nouvelles «*élites*», ajoutait: «*S'il se formait dans l'État une classe exclusivement au fait des principes de l'art social, des lois et de l'administration, elle trouverait bientôt le secret de se créer des distinctions et des privilèges.*» Buonarroti en déduisait que seule la suppression radicale des inégalités sociales, que seul le communisme permettrait de débarrasser la société du fléau de l'État: «*Un peuple sans propriété et sans les vices et les crimes qu'elle enfante n'éprouverait pas le besoin du grand nombre de lois sous lesquelles gémissent les sociétés civilisées d'Europe.*»<sup>72</sup>

Mais les babouvistes ne surent pas tirer toutes les conséquences de cette découverte. Isolés des masses, ils se contredirent, comme on l'a vu, en réclamant, par ailleurs, la dictature d'un seul homme ou d'une «*sage*» élite, ce qui fera écrire, plus tard, à Proudhon, que «*la négation gouvernementale qui jeta une lueur, aussitôt étouffée, à travers les manifestations des Enragés et des hébertistes serait sortie des doctrines de Babeuf, si Babeuf avait su raisonner et déduire son propre principe.*»<sup>73</sup>

C'est à Proudhon que revient le mérite d'avoir, dès 1851, tiré de la Révolution française une analyse vraiment approfondie du problème de l'État. L'auteur de *L'idée générale de la Révolution au XIXe siècle*<sup>74</sup>se livre, tout d'abord, à une critique de la démocratie bourgeoise et parlementaire, de la démocratie par en haut, de la démocratie par décret. Il en dénonce la supercherie. Il s'en prend à Robespierre, adversaire déclaré de la démocratie directe. Il souligne les insuffisances de la Constitution démocratique de 1793, point de départ sans doute, mais compromis bâtard entre démocratie bourgeoise et démocratie directe, qui promettait tout au peuple en ne lui donnant rien et qui, d'ailleurs, aussitôt promulguée, fut renvoyée aux calendes grecques.

Pénétrant au cœur du problème, Proudhon déclare, après Varlet, qu'«*en proclamant la liberté des opinions, l'égalité devant la loi, la souveraineté du peuple, la subordination du pouvoir au pays, la Révolution a fait de la société et du gouvernement deux choses incompatibles.*» Il affirme «*l'incompatibilité absolue du pouvoir avec la liberté.*» Et il prononce un fulgurant réquisitoire contre l'État : «*Point d'autorité, point de gouvernement, même populaire : la Révolution est là. [...] Le gouvernement du peuple sera toujours l'escamotage du peuple [...] Si la Révolution laisse subsister le Gouvernement [l'État] quelque part, il reviendra partout.*» Et il s'emporte contre «*les plus hardis parmi les penseurs*», les socialistes «*autoritaires*» qui, tout en admettant les méfaits de l'État, «*en sont venus à dire que le gouvernement était un fléau sans doute [...] mais que c'était un mal nécessaire.*» «*Voilà pourquoi, ajoute-t-il, les révolutions les plus émancipatrices ont abouti constamment à un acte de foi et de soumission au pouvoir ; pourquoi toutes les révolutions n'ont servi qu'à reconstituer la tyrannie.*» «*Le peuple, au lieu d'un protecteur, se donnait un tyran. Partout et toujours, le gouvernement, quelque populaire qu'il ait à son origine, après s'être montré quelque temps libéral, est devenu peu à peu exceptionnel, exclusif.*»

La centralisation opérée à partir du décret du 4 décembre 1793, il la condamne avec rigueur. Cette centralisation, elle pouvait se comprendre sous l'ancienne monarchie, mais «*sous prétexte de République une et indivisible, ôter au peuple la disposition de ses forces ; traiter de fédéralistes, et comme tels désigner à la proscription, ceux qui réclament en faveur de la liberté et de la souveraineté locale: c'est mentir au véritable esprit de la Révolution française, à ses tendances les plus authentiques. Le système de la centralisation, qui a prévalu en 93, n'est autre chose que celui de la féodalité transformée. Napoléon, qui y mit la dernière main, en a rendu témoignage.*» Plus tard, Bakounine, disciple de Proudhon, lui fera écho: «*Chose étrange, cette grande révolution qui, pour la première fois dans l'Histoire, avait proclamé la liberté, non plus du citoyen seulement, mais de l'homme, se faisant l'héritière de la monarchie qu'elle tuait, avait ressuscité en même temps cette négation de toute liberté : la centralisation et l'omnipotence de l'État.*»<sup>75</sup>

Mais la pensée de Proudhon va plus loin et plus profond encore. Il appréhende que l'exercice de la démocratie directe, que les formules les plus ingénieuses en vue de promouvoir un authentique gouvernement du peuple par le peuple : confusion des pouvoirs législatif et exécutif, élection et révocabilité des fonctionnaires recrutés par le peuple dans son propre sein, contrôle populaire permanent, que ce système «*irréprochable*» en théorie «*rencontre dans la pratique une difficulté insurmontable*». En effet, même dans cette hypothèse optimale, l'incompatibilité entre la société et le pouvoir risque de subsister: «*Si le peuple tout entier, à titre de souverain, devient gouvernement, on cherche en vain où seront les gouvernés. [...] Si le peuple, ainsi organisé pour le pouvoir, n'a effectivement plus rien au-dessus de lui, je demande ce qu'il a au-dessous ?*» Il n'y a pas de milieu: il faut «*ou travailler ou régner*». «*Le peuple en masse passant à l'État, l'État n'a plus la moindre raison d'être, puisqu'il ne reste plus de peuple : l'équation du gouvernement donne pour résultat zéro.*»

Comment sortir de cette contradiction, de ce «*cercle infernal*» ? Proudhon répond qu'il faut dissoudre le gouvernement dans l'organisation économique. «*L'institution gouvernementale [...] a sa raison dans l'anarchie économique. La Révolution faisant cesser cette anarchie et organisant les forces industrielles, la centralisation politique n'a plus de*

prétexte.»

## La tradition «jacobine»

Bakounine, à son tour, souligne que leur pensée s'étant «nourrie» d'une certaine théorie, qui «n'est autre que le système politique des jacobins modifié plus ou moins à l'usage des socialistes révolutionnaires, les ouvriers socialistes de la France n'ont jamais voulu[...] comprendre» que «lorsque, au nom de la Révolution, on veut faire de l'État, ne fût-ce que de l'État provisoire, on fait de la réaction et on travaille pour le despotisme»<sup>76</sup>. Le désaccord entre marxistes et libertaires découle, dans une certaine mesure, du fait que les premiers n'envisagent pas toujours la Révolution française sous le même angle que les seconds. Deutscher a aperçu qu'il y a dans le bolchevisme un conflit entre deux esprits, l'esprit marxiste et l'esprit jacobin, un conflit qui ne sera jamais complètement résolu, ni chez Lénine, ni même chez Trotski<sup>77</sup>. Dans le bolchevisme, on retrouve en effet, nous allons le voir, des séquelles de jacobinisme plus accentuées que dans le marxisme originel. Mais je crois que le marxisme lui-même n'a jamais complètement surmonté une contradiction analogue. Il y a en lui une tournure d'esprit libertaire et il y a en lui une tournure d'esprit jacobine ou autoritaire.

Cette dualité prend, à mon avis, son origine, pour une large part, dans une appréciation parfois juste, mais parfois aussi erronée, du véritable contenu de la Révolution française. Les marxistes voient bien que celle-ci a trahi les aspirations populaires du fait même qu'elle a été, objectivement et dans ses résultats immédiats, une révolution bourgeoise. Mais, en même temps, il leur arrive d'être obnubilés par une application abusive de la conception matérialiste de l'histoire, qui leur fait parfois ne la considérer que sous l'angle et que dans les limites de la révolution bourgeoise. Ils ont raison, bien sûr, de souligner les traits relativement, bien qu'indiscutablement, progressifs de la révolution bourgeoise, mais ces traits, qu'au surplus même des libertaires tels que Bakounine et Kropotkine, sinon Proudhon, ont exaltés comme eux, il est des moments où ils les présentent de façon unilatérale, où ils les surestiment, où ils les idéalisent.

Boris Nicolaïevski met certes exagérément l'accent, car il est menchevik, sur cette tendance du marxisme. Mais il y a quelque chose de vrai dans son analyse. Et l'ultragauchiste allemand de 1848, Gottschalk, n'avait pas entièrement tort de renâcler devant la perspective marxiste «d'échapper à l'enfer du Moyen Âge» pour se «précipiter volontairement dans le purgatoire» du capitalisme<sup>78</sup>. Ce qu'Isaac Deutscher dit des marxistes russes d'avant 1917 — car, ô paradoxe, il y avait beaucoup de «menchevisme» chez ces «bolcheviks» — est valable, je crois, dans une certaine mesure, pour les fondateurs mêmes du marxisme: «Comme ils voyaient dans le capitalisme une étape sur le chemin qui menait du féodalisme au socialisme, ils exagéraient les avantages de cette étape, ses caractères progressifs, son influence civilisatrice.»<sup>79</sup>

Si l'on confronte les nombreux passages des écrits de Marx et d'Engels concernant la Révolution française, force est de constater que tantôt ils aperçoivent et tantôt ils perdent de vue son caractère de «révolution permanente». La révolution par en bas, ils la voient certes, mais seulement par éclipses. Pour donner un seul exemple, Marx n'hésite pas à présenter les humbles partisans de Jacques Roux et de Varlet dans les faubourgs comme les «représentants principaux» du mouvement révolutionnaire<sup>80</sup>, mais il échappe à Engels d'écrire qu'au «prolétariat» de 1793 «pouvait, tout au plus, être apportée une aide d'en haut»<sup>81</sup>.

On comprend déjà mieux ce qu'il faut entendre par cet esprit jacobin dont parle Deutscher, à savoir la tradition de la révolution bourgeoise, de la dictature par en haut de 1793, quelque peu idéalisée et insuffisamment différenciée de la contrainte par en bas. Et, par extension, il faut entendre aussi la tradition du conspiratisme babouviste et blanquiste, qui emprunte à la révolution bourgeoise ses techniques dictatoriales et minoritaires pour les mettre au service d'une nouvelle révolution.

On voit pourquoi les libertaires discernent dans le socialisme ou communisme du XIXe siècle une certaine tendance «jacobine», «autoritaire», «gouvernementaliste», une propension au «culte de la discipline de l'État» héritée de Robespierre et des jacobins, qu'ils définissent une «humeur bourgeoise», «un legs politique du révolutionnarisme bourgeois», à quoi ils opposent l'affirmation que «les révolutions sociales de nos jours n'ont rien ou presque rien à imiter dans les procédés révolutionnaires des jacobins de 1793»<sup>82</sup>.

Marx et Engels encourent, certes, beaucoup moins ce reproche que les autres courants socialistes, autoritaires et étatistes, du XIXe siècle. Mais ils eurent eux-mêmes quelque peine à s'affranchir de la tradition jacobine. C'est ainsi, pour prendre un exemple, qu'ils ont été lents à se défaire du mythe «jacobin» de la «centralisation rigoureuse offerte en modèle par la France de 1793». Ils l'ont finalement rejeté, sous la pression des libertaires, mais non sans avoir trébuché, hésité, rectifié leur tir et, même dans leurs correctifs, fait encore fausse route<sup>83</sup>. Ce flottement devait permettre à Lénine d'oublier les passages anticentralistes de leurs écrits — notamment une mise au point faite par Engels en 1885 — pour ne retenir que «les faits cités par Engels et concernant la République française, centralisée, de 1792 à 1799» et pour baptiser Marx de «centraliste»<sup>84</sup>.

Sur les bolcheviks russes, en effet, l'emprise «jacobine» est encore plus accentuée que sur les fondateurs du marxisme. Et, pour une large part, cette déviation prend son origine dans une interprétation parfois inexacte et unilatérale de la Révolution française. Lénine, certes, a assez bien aperçu son aspect de révolution permanente. Il a montré que le mouvement populaire, qu'il appelle improprement «révolution démocratique bourgeoise», a été loin d'atteindre en 1794 ses objectifs et qu'il n'y parviendra, en fait, qu'en 1871<sup>85</sup>. Si la victoire complète n'a pas été remportée dès la fin du XVIIIe siècle, c'est parce que les «bases matérielles du socialisme» faisaient encore défaut<sup>86</sup>. Le régime bourgeois n'est progressiste que par rapport à l'autocratie qui l'a précédé, que comme forme dernière de domination et «l'arène la plus commode pour la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie». Seul le prolétariat est capable de pousser la révolution jusqu'à son terme «car il va beaucoup plus loin que la révolution démocratique»<sup>87</sup>.

Mais, par ailleurs, Lénine a longtemps rejeté la conception de la révolution permanente et soutenu que le prolétariat russe devait, après la conquête du pouvoir, se limiter volontairement à un régime de démocratie bourgeoise. C'est la

raison pour laquelle il a souvent tendance à surestimer l'héritage de la Révolution française, affirmant qu'il restera «peut-être à jamais le modèle de certaines méthodes révolutionnaires» et que les historiens du prolétariat doivent voir dans le jacobinisme «un des points culminants que la classe opprimée atteint dans la lutte pour son émancipation», les «meilleurs exemples de révolution démocratique»<sup>88</sup>. C'est pourquoi il idéalise Danton<sup>89</sup> et n'hésite pas à se proclamer lui-même «jacobin»<sup>90</sup>. C'est pourquoi il prête, avec beaucoup d'exagération aux bourgeois révolutionnaires des mesures radicales contre les capitalistes et prétend agir, comme eux, avec une «inflexibilité jacobine»<sup>91</sup>.

Les attitudes jacobines de Lénine lui attirèrent, en 1904, une vive réplique du jeune Trotski. Pour ce dernier, qui ne s'était pas encore rallié au bolchevisme, le jacobinisme, «c'est le degré maximum de radicalisme qui puisse être fourni par la société bourgeoise». Les révolutionnaires modernes doivent se défendre du jacobinisme au moins autant que du réformisme. Jacobinisme et socialisme prolétarien sont «deux moules, deux doctrines, deux tactiques, deux psychologies séparées par un abîme». Si tous deux sont intransigeants, leurs intransigeances sont qualitativement différentes. La tentative pour introduire les méthodes jacobines dans le mouvement de classe du prolétariat, dans les révolutions prolétariennes du XXe siècle, ce n'est pas autre chose que de l'opportunisme. Elle exprime, au même titre que le réformisme, «une tendance à lier le prolétariat à une idéologie, une tactique et finalement une psychologie étrangère et ennemie de ses intérêts de classe»<sup>92</sup>.

## Vers une synthèse

En conclusion, la Révolution française a été la source de deux grands courants de pensée socialiste qui, à travers tout le XIXe siècle, se sont perpétués jusqu'à nos jours : un courant jacobin autoritaire et un courant libertaire. L'un, d'«humeur bourgeoise», orienté de haut en bas, est surtout préoccupé d'efficacité révolutionnaire et veut tenir compte de la «nécessité», l'autre, d'esprit essentiellement prolétarien, orienté de bas en haut, met au premier plan la sauvegarde de la liberté. Entre ces deux courants, de nombreux compromis, plus ou moins boiteux, ont déjà été élaborés.

Le collectivisme libertaire de Bakounine essayait de concilier Proudhon et Marx. Le marxisme s'efforça de trouver, dans la Première Internationale, un moyen terme entre Blanqui et Bakounine. La Commune de 1871 fut une synthèse empirique de jacobinisme et de fédéralisme. Lénine lui-même, dans *L'État et la Révolution*, est partagé entre l'anarchisme et le «communisme» d'État, entre la spontanéité des masses et la discipline de fer du jacobinisme. Pourtant la véritable synthèse de ces deux courants reste à faire. Comme l'écrit H. E. Kaminski, elle est non seulement nécessaire, mais inévitable. «L'Histoire construit ses compromis elle-même.»<sup>93</sup> La dégénérescence de la Révolution russe, l'effondrement et la faillite historique du stalinisme la mettent, plus que jamais, à l'ordre du jour. Elle seule nous permettra de refaire notre bagage d'idées et d'éviter à tout jamais que nos révolutions soient confisquées par de nouveaux jacobins disposant de blindés en comparaison desquels la guillotine de 1793 fait figure de jouet.

(1956, in *Jeunesse du socialisme libertaire*.)

# L'autogestion ouvrière et Proudhon

Le sujet est, je crois, d'une certaine actualité. Il tourne, en effet, autour de la question, déjà abordée par les réformateurs sociaux du XIXe siècle et que se posent avec encore plus de perplexité, les hommes d'aujourd'hui : qui doit gérer l'économie ? Est-ce le capitalisme privé ? Est-ce l'État ? Sont-ce les travailleurs associés ? En d'autres termes, trois options se présentaient, et se présentent encore : libre entreprise, nationalisation, socialisation — c'est-à-dire autogestion

Pierre-Joseph Proudhon a été, dès 1848, l'ardent promoteur de la troisième solution. Il se séparait ainsi de la plupart des socialistes de son temps, partisans, au moins à titre transitoire, de la gestion par l'État. Leur porte-parole avait été Louis Blanc, dans sa brochure sur *l'Organisation du travail* (1840). Louis Blanc était la bête noire de Proudhon, à défaut de Marx et d'Engels, dont le *Manifeste communiste*, rédigé en allemand à la fin de 1847, n'était pas parvenu à sa connaissance. Dans ce *Manifeste* où d'ailleurs se faisait sentir l'influence de Louis Blanc, il était question de «centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'État». La centralisation étatique revenait comme une litanie:

«Centralisation du crédit dans les mains de l'État, au moyen d'une banque nationale avec capital de l'État et monopole exclusif.» «Centralisation, dans les mains de l'État, de tous les moyens de transport.» «Organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.»

Il est vrai que les rédacteurs du *Manifeste*, toujours dans le sillage de Louis Blanc, envisageaient une étape ultérieure, non plus étatique, mais nettement libertaire, à partir de laquelle le prolétariat, ayant détruit les classes, donc les antagonismes de classes, le pouvoir politique cesserait d'exister, l'État disparaîtrait et la production serait — enfin — gérée par les travailleurs.

Mais la fin de la période étatique transitoire était reléguée dans un futur lointain, plus ou moins considéré comme utopique et, de ce fait, l'on s'estimait dispensé d'avoir à creuser, avant terme, les problèmes de l'autogestion ouvrière. Lorsqu'on lit l'œuvre de Marx, on est surpris de la rareté, de la brièveté, du caractère sommaire des passages concernant la libre association des producteurs. En revanche Proudhon, qui, parce que d'origine et de formation ouvrières, considérait l'autogestion comme un problème concret, immédiat, en a étudié, très à fond, dans le détail, le fonctionnement. C'est pourquoi ceux de nos contemporains qui se penchent sur le problème de l'autogestion ou qui s'efforcent de la mettre en pratique tirent, sur ce point, davantage parti des travaux de Proudhon que de ceux de Marx.

Avant d'essayer d'exposer la conception proudhonienne de l'autogestion ouvrière, il est nécessaire de rappeler brièvement, par contraste, son refus d'une gestion «*autoritaire*» de l'économie. Comme il n'avait pu lire le [Manifeste communiste](#) et qu'il ne pouvait connaître que très imparfaitement (notamment par *Misère de la philosophie*, rédigé en français) la pensée marxiste, c'est principalement contre Louis Blanc, son compatriote et son adversaire direct, qu'il multiplia les attaques :

«*L'État, c'est le patrimoine, c'est le sang et la vie de Louis Blanc. Soufflez sur l'État, Louis Blanc est un homme mort.*»

«*La révolution économique accomplie, le gouvernement, l'État, peut-il, doit-il subsister encore ? Avec la révolution économique [...] l'État doit entièrement disparaître...*»<sup>94</sup>

«*Les instruments de production et d'échange ne doivent pas être confiés à l'État. Étant aux ouvriers qu'ils occupent ce que la ruche est aux abeilles, leur gestion est à confier à des associations ouvrières.*»<sup>95</sup> Ainsi seulement «*la grande industrie qui, par l'aliénation de la force collective, avait ravalé le salarié à une condition pire que l'esclavage, devient un des principaux organes de la liberté et de la félicité publique.*»<sup>96</sup> «*Nous, producteurs associés ou en voie d'association*», proclame Proudhon dans un style de manifeste, «*nous n'avons pas besoin de l'État. [...] L'exploitation par l'État, c'est toujours de la monarchie, toujours du salariat. [...] Nous ne voulons pas plus de gouvernement de l'homme par l'homme que de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le socialisme est le contraire du gouvernementalisme. [...] Nous voulons que ces associations soient [...] le premier noyau de cette vaste fédération de compagnies et de sociétés, réunies dans le commun lien de la république démocratique et sociale.*»<sup>97</sup>

Voyons, maintenant, en quoi consistait cette autogestion ouvrière que Proudhon opposait à la gestion étatique transitoire chère à Louis Blanc comme à Karl Marx.

La révolution de février 1848 avait vu naître à Paris, à Lyon, une floraison spontanée d'associations ouvrières de production. Cette autogestion naissante était, pour le Proudhon de 1848, beaucoup plus que la révolution politique, le «*fait révolutionnaire*». Elle n'avait pas été inventée par un théoricien, prêchée par des doctrinaires. Ce n'était pas l'État qui avait donné la première impulsion. C'était le peuple. Et Proudhon pressait les travailleurs de s'organiser pareillement sur tous les points de la République, d'attirer à eux, d'abord la petite propriété, le petit commerce et la petite industrie, puis la grande propriété et les grandes entreprises, puis les exploitations les plus vastes (mines, canaux, chemins de fer, etc.) et, ainsi, de «*devenir maîtres de tout*».<sup>98</sup>

On a tendance, aujourd'hui, à ne retenir de Proudhon que ses vellétés, naïves certes, antiéconomiques sans aucun doute, de faire survivre la petite entreprise artisanale et commerciale. Assurément, il ne manque pas de textes où Proudhon prend le parti des petits producteurs. Georges Gurvitch a observé dans le riche petit livre qu'il lui a consacré<sup>99</sup> que l'écrivain avait donné pour titre à un post-scriptum aux *Confessions d'un révolutionnaire* (1851) : «*Apothéose de la classe moyenne*» et qu'il avait «*rêvé d'une réconciliation du prolétariat et de la classe moyenne*». Dans son livre posthume, *Théorie de la propriété*, Proudhon devait faire la mise au point suivante :

«*Les associations ouvrières ont pour objet non pas de remplacer l'action individuelle par l'action sociétaire, comme on l'a cru follement en 1848, mais d'assurer à tous les entrepreneurs de petite et moyenne industrie, ainsi qu'aux petits propriétaires, le bénéfice des découvertes, machines, améliorations et procédés inaccessibles autrement aux entreprises et aux fortunes médiocres.*»<sup>100</sup>

Mais la pensée proudhonienne est ambivalente sur ce point. Proudhon était une contradiction vivante. Il fustigeait la propriété, source d'injustice et d'exploitation, et il la célébrait dans la mesure où il voyait en elle un gage d'indépendance personnelle. Au surplus, on a trop souvent tendance à confondre Proudhon avec la petite coterie «*soi-disant proudhonienne*» qui, au dire de Bakounine, s'était formée autour de lui dans les dernières années de sa vie. Cette coterie passablement réactionnaire était, disait-il, une «*mort-née*».<sup>101</sup> Elle tenta vainement, dans la Première Internationale, d'opposer la propriété des moyens de production au collectivisme. Et, si elle n'eut pas la vie longue, ce fut surtout parce que la majorité de ses adeptes, aisément convaincus par les arguments de Bakounine, ne tardèrent pas à abandonner leurs conceptions prétendument proudhoniennes pour le collectivisme.

D'ailleurs, le dernier carré des «*mutuellistes*», comme ils s'intitulaient, ne rejetait que partiellement la propriété collective : ils ne la combattaient que dans l'agriculture, eu égard à l'individualisme du paysan français ; mais ils l'acceptaient dans les transports et, en matière d'autogestion industrielle, ils réclamaient la chose tout en repoussant le nom.<sup>102</sup> S'ils avaient si peur du nom, c'était, surtout, parce que le front unique temporaire formé contre eux par les collectivistes disciples de Bakounine et certains marxistes «*autoritaires*», partisans peine déguisés de la gestion étatique de l'économie — tel Lucraft au congrès Bâle — n'était pas pour les rassurer. La diffamation marxiste a fait le reste, en attribuant à Proudhon les vues quelque peu rétrogrades de ses épigones.

En fait, Proudhon marche avec son temps. Comme le souligne Pierre Hautmann, dans sa thèse magistrale<sup>103</sup>, «*on l'a souvent présenté comme hostile principe même de la grande industrie. Bien à tort. Sans doute, à la vue de l'usine Moloch — comme de l'État tentaculaire — il esquisse un réflexe de peur qui le fait pencher, par réaction, du côté de la petite exploitation et de la décentralisation. Mais, en ce qui concerne la vie économique, on se tromperait fort en s'imaginant qu'il est hostile au principe de la grande production. Tout au contraire, il nous parlera longuement, et parfois en termes enthousiastes, de la nécessité de puissantes associations ouvrières de production, de leur rôle et de leur avenir grandiose. La grande industrie, il l'admet donc, il la veut même. [...] Mais son propos est de l'humaniser, d'exorciser sa puissance maléfique, de la socialiser en en remettant les destinées à une communauté de travailleurs, égaux, libres et responsables.*» Proudhon comprend qu'il est impossible de revenir en arrière.<sup>104</sup> Il est assez réaliste pour apercevoir, comme il le confie dans ses *Carnets*, que «*la petite industrie est aussi sotte chose que la petite culture*».

Pour la grande industrie moderne, exigeant une importante main-d'œuvre, une mécanisation poussée, il est

délibérément collectiviste: «*La grande industrie et la grande culture, il faut à l'avenir les faire naître de l'association.*»<sup>105</sup>

Dans *l'Idée générale de la Révolution au XIXe siècle* (1851), Proudhon est revenu, à maintes reprises, sur cette conception moderniste et, si je puis dire, futuriste: «*Les compagnies ouvrières, protestation contre le salariat, sont appelées à jouer un rôle considérable dans notre prochain avenir. Ce rôle consistera surtout dans la gestion des grands instruments du travail et dans certains labeurs, qui demandent à la fois une grande division des fonctions, une grande force de collectivité.* »

Dans sa *Justice* (1858), Proudhon s'indigne qu'on ait osé le faire passer pour un adversaire du progrès technique<sup>106</sup>. Dans son dernier ouvrage, paru peu après sa mort, *De la capacité politique des classes ouvrières*, il confirme encore une fois: «*L'exécution des chemins de fer aurait dû être confiée à des compagnies de travailleurs. S'agit-il de la grande production manufacturière, extractive, métallurgique, maritime, il est clair que là il y a lieu à association : personne ne le conteste plus.*»<sup>107</sup>

J'ai déjà eu l'occasion d'énumérer, dans mon petit livre sur *L'Anarchisme*, les conditions essentielles<sup>108</sup> de l'autogestion ouvrière. Je les rappelle ici:

- Tout individu associé a un droit indivis dans l'actif de la compagnie.
- Chaque ouvrier doit assumer sa part des corvées répugnantes et pénibles.
- Il doit passer par une série de travaux et de connaissances, de grades et d'emplois qui lui assurent une formation encyclopédique. Proudhon tient absolument à «faire parcourir à l'ouvrier la série des opérations de l'industrie à laquelle il est attaché. Ainsi la division du travail ne peut plus être pour l'ouvrier une cause de dégradation ; elle est au contraire l'instrument de son éducation et le gage de sa sécurité.»<sup>109</sup>

Ici, Pierre Hauptmann, commentant Proudhon, a fait remarquer que pour Marx c'est «*l'atelier automatique*» — on dirait aujourd'hui l'automatisation — qui, par la division du travail et la réduction des heures de travail toutes deux poussées à l'extrême, permettra à chaque homme d'atteindre son «*développement intégral.*» La machine relayant l'homme, la désaliénation s'opérera, non dans le travail, mais dans le loisir. Proudhon n'est guère séduit par une telle perspective. Pour lui, l'homme est essentiellement un producteur. Il voudrait qu'il soit constamment au travail. Nous sommes aux antipodes du pétulant *Droit à la paresse* de Paul Lafargue.<sup>110</sup> Pour le puritain farouche, pour le «saint Paul du socialisme», qu'était Proudhon, loisir n'était pas loin d'être synonyme de luxure.<sup>111</sup> La «*désaliénation*», il l'attend d'un mode de production qui donnerait à l'ouvrier une vue synthétique du processus de travail.<sup>112</sup>

Gurvitch, confrontant Marx et Proudhon, a souligné le passage que voici de la *Justice*: «*L'esprit n'est plus dans l'ouvrier, il est passé dans la machine. Ce qui devrait faire le mérite des travailleurs est devenu leur abêtissement.*» Ces maux ne pourraient être corrigés que «*si les forces collectives aliénées au profit de quelques exploitants revenaient au travail dans son ensemble.*»<sup>113</sup>

Proudhon compte sur un accroissement de la productivité dans l'autogestion, grâce à la joie du travail désaliéné.

Après cette digression, les conditions essentielles de l'autogestion sont selon Proudhon:

- Les fonctions sont électives et les règlements soumis à l'approbation des associés.
- Les rémunérations sont proportionnées à la nature de la fonction, à l'importance du talent, à l'étendue de la responsabilité. Tout associé participe aux bénéfices dans la proportion de ses services.
- Chacun est libre de quitter à volonté l'association, de faire régler son temps et liquider ses droits.
- Les travailleurs associés choisissent leurs conducteurs, leurs ingénieurs, leurs architectes, leurs comptables. Proudhon insiste sur le fait que le prolétariat manque encore de capacités. Il faut le reconnaître, «*la classe travailleuse est encore, par l'insuffisance de ses vues et son inexpérience des affaires, incapable de gérer d'aussi grands intérêts que ceux du commerce et de la haute industrie, et conséquemment au-dessous de sa propre destinée. Les hommes manquent dans le prolétariat.*»<sup>114</sup>

D'où nécessité d'associer à l'autogestion ouvrière des «*notabilités industrielles et commerciales*» qui initieraient les ouvriers à la discipline des affaires et seraient rémunérées par un traitement fixe: «*Il y a place pour tout le monde au soleil de la révolution.*»<sup>115</sup>

Remarquons, en passant, que cette conception libertaire de l'autogestion est aux antipodes de l'«autogestion» paternaliste et étatique telle que l'avait exposée Louis Blanc dans un projet de décret du 15 septembre 1849<sup>116</sup>. L'auteur de *l'Organisation du travail* voulait créer des associations ouvrières sous l'égide de l'État, commanditées par l'État. Il prévoyait pour elles une répartition autoritaire des bénéfices, ainsi ventilés : 25 % à un fonds d'amortissement du capital ; 25 % à un fonds de secours social; 25 % à un fonds de réserve ; 25 % à partager entre les travailleurs.

Proudhon ne voulait rien entendre d'une «autogestion» de ce genre. Pour l'intransigeant qu'il était, pas de compromis possible. Les travailleurs associés ne devaient pas «*se soumettre à l'État*», mais «*être l'État lui-même.*»<sup>117</sup> «*L'association [...] peut tout faire, tout réformer sans l'assistance du pouvoir, envahir et soumettre le pouvoir lui-même.*»

Proudhon voulait «*marcher au gouvernement par l'association, non à l'association par le gouvernement.*»<sup>118</sup>

Il mettait en garde contre l'illusion que l'État, tel que le rêvent les socialistes «autoritaires», pourrait tolérer une autogestion libre. Comment, en effet, supporterait-il «*à côté d'un pouvoir centralisé la formation de foyers ennemis?*» D'où cette mise en garde où l'intransigeance devient prophétique: «*Rien n'est faisable par l'initiative, par la spontanéité, par l'action indépendante des individus et des collectivités tant qu'elles seront en présence de cette force colossale*

dont l'État est investi par la centralisation.»<sup>119</sup>

Proudhon, en effet, anticipe ici le drame de l'autogestion contemporaine, expérimentée que ce soit en Yougoslavie ou en Algérie, dans le cadre d'un État dictatorial.

C'est en fait la conception libertaire, et non la conception étatique, de l'autogestion qui prévalut dans les congrès de la Première Internationale. Au congrès de Lausanne (1867), le rapporteur, le Belge César De Paepe, ayant proposé de rendre l'État propriétaire des entreprises à nationaliser, Charles Longuet, alors libertaire, spécifia: «D'accord, à la condition qu'il soit bien entendu que nous définissons l'État comme la collectivité des citoyens [...], aussi que ces services ne seront pas administrés par des fonctionnaires de l'État [...] mais par des compagnies ouvrières. [...]» Le débat reprit l'année suivante (1868) au congrès de Bruxelles et le même rapporteur, cette fois, eut soin d'apporter la précision réclamée: «La propriété collective appartiendrait à la société entière, mais elle serait concédée à des associations de travailleurs. L'État ne serait plus que la fédération des divers groupes de travailleurs.» La proposition, ainsi explicitée, fut adoptée<sup>120</sup>.

L'optimisme dont Proudhon avait fait preuve en 1848 à l'égard de l'autogestion devait être quelque peu démenti par la leçon des faits. Quelques années plus tard, en 1857, il soumit les associations ouvrières encore existantes à une sévère critique. Leur inspiration avait été naïve, illusoire, utopique. Elles avaient payé le tribut de l'inexpérience. Elles étaient tombées dans le particularisme de l'exclusivisme. Elles avaient fonctionné comme un patronat collectif, subi l'entraînement des idées de hiérarchie et de suprématie. Tous les abus des sociétés capitalistes «furent exagérés encore dans ces compagnies soi-disant fraternelles». Elles avaient été déchirées par la discorde, les rivalités, les défections, les trahisons. Leurs gérants, une fois initiés aux affaires, s'étaient retirés «pour s'établir à leur compte en patrons et bourgeois». Ailleurs, ce furent les associés qui avaient réclamé le partage des produits. De plusieurs centaines d'associations ouvrières créées en 1848, il en restait, neuf ans plus tard, tout juste une vingtaine. Et Proudhon opposait à cette mentalité étroite et particulariste une conception de l'autogestion «universelle» et «synthétique». Car la tâche de l'avenir, c'était beaucoup plus que «la réunion en sociétés de quelques centaines d'ouvriers», ce n'était rien de moins que «la reconstitution économique d'une nation de 36 millions d'âmes». Les associations ouvrières futures devraient, «au lieu d'agir au profit de quelques-uns», travailler pour tous.<sup>121</sup> L'autogestion exigeait donc «une certaine éducation» des autogestionnaires. «On ne naît point associé, on le devient.» La tâche la plus difficile des associations c'était «de civiliser les associés». Ce qui leur avait manqué — ici Proudhon renouvelait sa mise en garde de 1851 — c'était «des hommes sortis du sein des masses travailleuses qui avaient appris à l'école des exploités à se passer d'eux». Il s'agissait moins de former une «masse de capitaux» qu'un «fonds d'hommes».

Sur le plan juridique, Proudhon avait d'abord envisagé de confier aux associations ouvrières la propriété de leurs entreprises. Maintenant, comme l'a souligné Georges Gurvitch, il rejetait sa conception initiale «de la possession appartenant aux groupes de producteurs».<sup>122</sup> Pour ce faire, il distingua, dans un écrit posthume,<sup>123</sup> entre possession et propriété. La propriété est absolutiste, aristocratique, féodale, despotique ; la possession est démocratique, républicaine, égalitaire : elle consiste en la jouissance usufruitaire d'une concession incessible et inaliénable. Les producteurs recevraient, à titre d'«alleu», tout comme les anciens Germains, leurs instruments de production. Ils n'en seraient pas les propriétaires. Cette «formule supérieure» de possession réunirait tous les avantages de la propriété et de l'association sans aucun de leurs inconvénients. Ce qui succéderait à la propriété, ce serait, comme le commente Gurvitch, une copropriété fédérative attribuée non certes à un État, mais à l'ensemble des producteurs réunis en une vaste fédération agricole et industrielle. La fédération économique serait amenée à «contrebalancer» l'État, un État non plus rayé, cette fois, de la carte proudhonienne, mais transformé de fond en comble.

Et Proudhon de lire dans l'avenir d'une autogestion ainsi revue et corrigée: «Ce n'est pas une vaine rhétorique qui le déclare, c'est la nécessité économique et sociale. Le moment approche où nous ne pourrions plus marcher qu'à ces conditions nouvelles. [...] Les classes [...] doivent se résoudre dans une seule et même association de producteurs.»<sup>124</sup>

Sur quelles bases assurer les échanges entre les diverses associations ouvrières? Proudhon a, d'abord, soutenu que la valeur d'échange de toutes les marchandises pouvait être mesurée par la quantité de travail nécessaire pour les produire. Les diverses associations de production céderaient leurs produits au prix de revient. Les travailleurs rétribués en «bons de travail» achèteraient dans les comptoirs d'échange ou magasins sociaux les marchandises au prix de revient estimé en heures de travail.

Cette conception dite mutuelliste était quelque peu utopique, en tout cas plutôt malaisée à mettre en application en régime capitaliste. La Banque du peuple, fondée par Proudhon au début de 1849, réussit à obtenir, en six semaines, quelque 20.000 adhésions, mais son existence devait être brève. Certes l'ascension foudroyante du prince-président Louis Bonaparte y fut pour quelque chose. Mais il était chimérique de croire que le mutuellisme ferait tache d'huile, de s'exclamer, comme le Proudhon d'alors: «C'était vraiment le nouveau monde, la société de 'promission' qui, se greffant sur l'ancienne, la transformait peu à peu !»

Pierre Haubtmann a eu raison, semble-t-il, de souligner, dans sa thèse, le caractère illusoire de ce mutuellisme des années 1846-1848. Mais il a peut-être accablé un peu trop lourdement Proudhon par l'insistance avec laquelle il évoque ses péchés de jeunesse qui devaient assez être vite corrigés par des vues concrètes et plus positives sur l'autogestion ouvrière.

Quant à la rémunération basée sur l'évaluation de l'heure de travail, elle était, à divers titres, contestable. Aux alentours de 1880, les anarchistes communistes (ou «communistes libertaires») de l'école de Kropotkine, Malatesta, Élisée Reclus, Carlo Cafiero..., ne se firent pas faute de la critiquer. Tout d'abord, à leurs yeux, elle était injuste. «Trois heures de travail de Pierre, objecte Cafiero, peuvent souvent valoir cinq heures de travail de Paul.» D'autres facteurs que la seule durée interviennent dans la détermination de la valeur du travail : l'intensité, la formation professionnelle et



intellectuelle, etc. Il faudrait aussi tenir compte des charges de famille de l'ouvrier. On retrouve les mêmes objections dans la *Critique du programme de Gotha*, rédigée par Karl Marx en 1875, mais mise sous le boisseau par la social-démocratie allemande jusqu'en 1891 et que les «communistes libertaires» ne connaissaient donc pas quand ils argumentaient contre Proudhon.

En outre, soutint l'école de Kropotkine, le travailleur demeure, en régime collectiviste, un salarié, esclave de la communauté qui achète et surveille sa force de travail. La rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun ne peut être un idéal, tout au plus un pis-aller temporaire. Il faudrait en finir avec la morale puisée dans les livres de comptabilité, avec la philosophie du «doit et avoir».

Ce mode de rétribution procède d'un individualisme mitigé en contradiction avec la propriété collective des moyens de production. Il est incapable d'opérer une transformation de l'homme, profonde et révolutionnaire. Il est incompatible avec l'«anarchie». Une forme nouvelle de possession exige une forme nouvelle de rétribution. Les services rendus à la société ne peuvent être évalués en unités monétaires. Il faudrait placer les besoins au-dessus des services. Tous les produits créés par le travail de tous devraient appartenir à tous et chacun en prendre librement sa part. A chacun selon ses besoins, telle devrait être la devise du communisme libertaire.<sup>125</sup>

Mais Malatesta, Kropotkine et leurs amis semblent avoir ignoré que Proudhon lui-même avait prévu, au moins en partie, leurs objections et, finalement, révisé sa conception première. Sa *Théorie de la propriété*, publiée après sa mort, expliquait que c'était seulement dans son *Premier Mémoire*, celui de 1840, qu'il avait soutenu l'égalité de salaire à égalité de travail: «*J'avais oublié de dire deux choses : la première, que le travail se mesure en raison composée de sa durée et de son intensité ; la seconde, qu'il ne faut comprendre dans le salaire du travailleur ni l'amortissement de ses frais d'éducation et du travail qu'il a fait sur lui-même comme apprenti non payé, ni la prime d'assurance contre les risques qu'il court, et qui sont loin d'être les mêmes dans chaque profession.*»

Cet «oubli», Proudhon affirmait l'avoir «réparé» dans ses écrits suivants, où il faisait compenser par des sociétés coopératives d'assurances mutuelles les frais et risques inégaux<sup>126</sup>. Remarquons ici que Proudhon ne considérait nullement la rétribution des membres de l'association ouvrière comme un salaire, mais bien plutôt comme une répartition des bénéfices, librement décidée entre travailleurs associés et coresponsables. Sinon, comme le remarque, à ce propos, Pierre Hautmann, l'autogestion n'aurait aucun sens.

Les «communistes libertaires» crurent aussi devoir reprocher au mutualisme de Proudhon et au collectivisme, plus conséquent, de Bakounine, de n'avoir pas voulu préjuger la forme que prendrait, en régime socialiste, la rétribution du travail. Ces censeurs semblent perdre de vue que les deux fondateurs de l'anarchisme avaient eu le souci de ne pas enfermer, prématurément, la société dans des cadres rigides. Ils voulaient, sur ce point, réserver aux associations ouvrières la plus grande latitude. Pour Bakounine, le collectivisme devait être mis en pratique «*sous des formes et des conditions diverses, qui seront déterminées dans chaque localité, dans chaque région et dans chaque commune par le degré de civilisation et par la volonté des populations.*»<sup>127</sup>

Mais la justification de cette souplesse, de ce refus des solutions précipitées, les «communistes libertaires» la fournirent eux-mêmes, à l'encontre de leurs impatientes anticipations, lorsqu'ils soulignèrent que, dans le régime idéal de leur choix, «*le travail produirait beaucoup plus qu'il ne faut pour tous*». Ce n'est, en effet, que lorsque s'ouvrirait l'ère de l'abondance que les normes «bourgeoises» de rémunération pourraient faire place à des normes spécifiquement «communistes». Mais pas avant, comme l'ont aperçu Marx et Lénine, avec une certaine lucidité, mais non sans un préjugé étatiste.<sup>128</sup>

Rédigeant, en 1844, le programme d'une Internationale anarchiste encore dans les limbes, Malatesta convint que le communisme ne serait immédiatement réalisable que dans des secteurs très restreints et que, «*pour le reste*», il faudrait accepter «*à titre transitoire*» le collectivisme: «*Le communisme, pour être réalisable, a besoin d'un grand développement moral des membres de la société, d'un sentiment élevé et profond de solidarité que l'élan révolutionnaire ne suffira peut-être pas à produire, d'autant plus que manqueront, dans les débuts, les conditions matérielles favorisant un tel développement.*»<sup>129</sup>

Après Malatesta, l'anarchiste Fernand Pelloutier, devenu syndicaliste révolutionnaire, sera encore plus catégorique: «*Personne ne croit [...] que la prochaine révolution réalise le communisme pur. Par le fait qu'elle éclatera sans doute avant que soit achevée l'éducation anarchiste, les hommes ne seront point assez mûrs pour pouvoir s'ordonner absolument eux-mêmes. Nous devons prendre les hommes tels qu'ils sont, tels que nous les léguera l'ancienne société.*»<sup>130</sup>

Parmi les normes héritées de l'économie bourgeoise, il en est une dont le maintien, en économie collectiviste ou autogestionnaire, soulève d'épineux problèmes, à savoir la concurrence. De même qu'aux yeux de Proudhon la propriété individuelle des produits du travail constitue pour le producteur la garantie de son indépendance personnelle, la concurrence est «*l'expression de la spontanéité sociale*», le gage de la «liberté» des associations. En outre, elle constitue, pour longtemps encore, un stimulant irremplaçable, sans lequel une «*immense relâche succéderait à la tension ardente de l'industrie [...]*». «*Ôtez la concurrence [...], la société, privée de force motrice, s'arrête comme une pendule dont le ressort est détendu.*»<sup>131</sup> Et Proudhon proposait des recettes pratiques: «*Vis-à-vis de la société, la compagnie ouvrière s'engage à fournir toujours au prix le plus près du prix de revient les produits et services qui lui sont demandés. [...] A cet effet la compagnie ouvrière s'interdit toute coalition [monopolistique], se soumet à la loi de la concurrence, tient ses livres et ses archives à la disposition de la société qui conserve à son égard, comme sanction de son droit de contrôle, la faculté de la dissoudre.*»<sup>132</sup> «*La concurrence et l'association s'appuient l'une sur l'autre. [...] La plus déplorable erreur du socialisme est de l'avoir regardée [la concurrence] comme le renversement de la société. Il ne saurait [...] être [...] question de détruire la concurrence [...] Il s'agit d'en trouver l'équilibre, je dirais volontiers la police.*»<sup>133</sup>

Cet attachement au principe de la concurrence valut à Proudhon les sarcasmes de Louis Blanc: «*Nous ne saurions comprendre ceux qui ont imaginé je ne sais quel mystérieux accouplement des deux principes opposés. Greffer l'association sur la concurrence est une pauvre idée : c'est remplacer les eunuques par les hermaphrodites.*»[134](#)

Louis Blanc voulait «*arriver à un prix uniforme*», fixé par l'État, et empêcher toute concurrence entre les ateliers d'une même industrie. Proudhon lui rétorqua que le prix «*ne se règle que par la concurrence*», c'est-à-dire par la faculté que le consommateur trouve [...] «*de se passer des services de celui qui les surfait*».[135](#)

Proudhon, certes, ne se dissimulait pas les méfaits de la concurrence qu'il avait, au surplus, surabondamment décrits dans sa *Philosophie de la misère*. Il savait qu'elle est source d'inégalité. Il admettait que «*dans la concurrence la victoire est assurée aux plus gros bataillons*». Tant qu'elle est «anarchique» (au sens péjoratif du terme), qu'elle ne s'exerce qu'au profit d'intérêts privés, elle engendre nécessairement la guerre civile, et, en fin de compte, l'oligarchie. «*La concurrence tue la concurrence.*»[136](#)

Mais de l'avis de Proudhon, l'absence de concurrence ne serait pas moins pernicieuse. Il citait l'exemple de la Régie des tabacs. Ce monopole, du fait même qu'il est soustrait à la concurrence, est un service trop cher, sa productivité est insuffisante. Si toutes les industries étaient soumises à un tel régime, la nation, selon lui, ne pourrait plus équilibrer ses recettes et ses dépenses.[137](#)

Mais la concurrence telle que la rêvait Proudhon n'est pas la concurrence abandonnée à elle-même de l'économie capitaliste, mais une concurrence dotée d'un principe supérieur qui la «*socialise*», une concurrence qui opère sur la base d'un échange loyal, dans un esprit de solidarité, une concurrence qui, tout en sauvegardant l'initiative individuelle, ramènerait à la collectivité les richesses qu'actuellement l'appropriation capitaliste détourne.[138](#)

De toute évidence, il y a dans cette conception une part d'utopie. La concurrence, l'économie dite de marché produisent fatalement l'inégalité et l'exploitation, même si l'on partait d'une situation d'égalité parfaite. Elles ne sauraient être accouplées à l'autogestion ouvrière qu'à titre transitoire, comme un moindre mal nécessaire, en attendant qu'une mentalité de «*sincérité de l'échange*», comme disait Proudhon,[139](#) se soit développée chez les autogestionnaires ; et, surtout, que la société ait passé du stade de la pénurie à celui de l'abondance, à partir duquel la concurrence perdrait sa raison d'être.

Mais, dans cette période transitoire, il paraît souhaitable que la concurrence soit limitée, comme c'est le cas, d'ailleurs, aujourd'hui, en Yougoslavie, à la sphère des moyens de consommation, où elle a, au moins, l'avantage de défendre les intérêts du consommateur.[140](#)

Toutefois, la concurrence, en Yougoslavie, conduit, trop souvent, à des excès et à des irrationalités que se plaisent à dénoncer les adversaires autoritaires de l'économie de marché. Utile, à la fois, comme stimulant à l'esprit d'entreprise et comme moyen de lutte contre la vie chère, elle entretient trop souvent chez les autogestionnaires yougoslaves une mentalité égoïste et quasi capitaliste, d'où le souci de l'intérêt général est absent.

Il est à noter que l'autogestion ouvrière en Yougoslavie est critiquée, aujourd'hui, par les Cubains et les Chinois, à cause, précisément, de son incapacité à concilier concurrence et socialisme.

Bien avant que les «communistes» autoritaires d'aujourd'hui ne dénoncent l'accouplement de l'autogestion et de la concurrence, les «communistes libertaires» des années 1880 s'en étaient pris à une économie collectiviste de type proudhonien, fondée sur le principe de la lutte, où l'on ne ferait que rétablir parmi les compétiteurs l'égalité du point de départ pour les jeter ensuite dans une bataille comportant nécessairement des vainqueurs et des vaincus, où l'échange des produits finirait par se faire selon le principe de l'offre et de la demande, «*ce qui serait tomber en pleine concurrence, en plein monde bourgeois*». Ce langage ressemble fort à celui que tiennent aujourd'hui, contre l'expérience yougoslave, certains de ses détracteurs du monde «communiste». Ils croient devoir faire retomber sur l'autogestion l'hostilité que leur inspire l'économie de marché concurrentielle : comme si les deux notions étaient inséparables l'une de l'autre. Tel était — je parle de lui au passé — le cas, par exemple, de Che Guevara, qui se méfiait de l'autogestion parce qu'il la croyait synonyme de concurrence.[141](#)

Proudhon pour en revenir à lui, aperçoit fort bien que la gestion par les associations ouvrières ne peut être qu'unitaire. Il insiste sur le «*besoin de centralisation et d'unité*». Je ne trouve pas en lui «*ce provincialisme fermé au vaste monde*», qu'ont cru voir certains. Il pose la question: «*Est-ce que les compagnies ouvrières pour l'exploitation des grandes industries n'expriment pas l'unité ? Ce que nous mettons à la place du gouvernement, c'est l'organisation industrielle. Ce que nous mettons à la place de la centralisation politique, c'est la centralisation économique.*»

L'autogestion, c'est pour Proudhon la société enfin «*vivante, organisée*», «*le plus haut degré de liberté et d'ordre auquel l'humanité puisse parvenir*». Et, dans une envolée, il s'écrie: «*Nous voilà libres, émancipés de notre coque embryonnaire. Tous les rapports sont intervertis. Hier nous marchions la tête en bas. Nous changeons d'existence. Telle est au XIXe siècle la Révolution.*»[142](#)

Toutefois Proudhon, en dépit de son souci d'unité, appréhende une planification autoritaire et c'est pourquoi il lui préfère, d'instinct, une concurrence d'inspiration solidariste. Mais l'anarchisme s'est fait, depuis, d'une façon plus conséquente, l'avocat d'une planification démocratique et libertaire, élaborée de bas en haut, par la confédération syndicale des entreprises autogérées.

C'est ainsi que Bakounine entrevoyait les perspectives de planification à l'échelle mondiale qui s'ouvrent à l'autogestion: «*Les associations coopératives ouvrières sont un fait nouveau dans l'Histoire ; nous assistons aujourd'hui à leur naissance, et nous pouvons seulement pressentir, mais non déterminer à cette heure l'immense développement que, sans aucun doute, elles prendront et les nouvelles conditions politiques et sociales qui en surgiront dans l'avenir. Il est*

*possible et même fort probable que, dépassant un jour les limites des communes, des provinces et même des États actuels, elles donnent une nouvelle constitution à la société humaine entière, partagée non plus en nations, mais en groupes industriels.»* Ainsi elles formeront «une immense fédération économique», avec, au sommet, une assemblée suprême. A la lumière des «données, aussi larges que précises et détaillées, d'une statistique mondiale», elles combineront l'offre avec la demande pour diriger, déterminer et répartir entre les différents pays la production de l'industrie mondiale, de sorte qu'il n'y aura plus, ou presque plus, de crises commerciales ou industrielles, de stagnation forcée, de désastres, plus de peines ni capitaux perdus.<sup>143</sup>

La conception proudhonienne de la gestion par les associations ouvrières comportait une équivoque. Il n'était pas toujours précisé si les groupes autogestionnaires demeureraient en compétition avec des entreprises capitalistes, en un mot si, comme on dit aujourd'hui en Algérie, le secteur socialiste coexisterait avec un secteur privé ou si, au contraire, la production dans son ensemble serait socialisée et mise en autogestion.

Bakounine, à la différence de son maître Proudhon, dont la pensée est encore hésitante sur ce point, est un collectiviste logique avec lui-même. Il aperçoit clairement les dangers d'une coexistence des deux secteurs. Les ouvriers, même associés, ne peuvent rassembler des capitaux capables de lutter contre les grands capitaux bourgeois. Et, d'autre part, le danger existe qu'au sein des associations ouvrières, ne surgisse, par la contagion de l'environnement capitaliste, «une nouvelle classe d'exploiteurs des travaux du prolétariat».

L'autogestion contient en elle tous les germes de l'émancipation économique des masses ouvrières, mais elle ne pourra développer réellement tous ces germes que lorsque «les capitaux, les établissements d'industrie, les matières premières et les instruments [...] deviendront la propriété collective des associations ouvrières productives, tant industrielles qu'agricoles, librement organisées et fédérées entre elles». «La transformation sociale ne pourra s'opérer de façon radicale et définitive que par des moyens agissant sur l'ensemble de la société», c'est-à-dire par une révolution sociale transformant la propriété individuelle en propriété collective. Dans une telle organisation sociale, les ouvriers seraient collectivement leurs propres capitalistes, leurs propres patrons. Ne seraient laissées à la propriété individuelle «que les choses qui servent réellement à l'usage personnel.»<sup>144</sup>

Tant que la révolution sociale n'est pas accomplie, Bakounine, tout en admettant que les coopératives de production ont l'avantage d'habituer les ouvriers à s'organiser, à diriger leurs affaires eux-mêmes, qu'elles créent les premiers germes d'une action ouvrière collective, estimait que ces îlots au sein de la société capitaliste ne peuvent avoir qu'une efficacité limitée, et il incitait les travailleurs à «s'occuper moins de coopération que de grèves».<sup>145</sup> C'est, comme l'a fait remarquer Gurvitch, la position inverse de celle de Proudhon qui, nourrissant des illusions sur la rapide absorption de l'économie capitaliste par l'autogestion ouvrière, sous-estimait l'importance du syndicalisme ouvrier et faisait trop peu de cas du droit de grève.<sup>146</sup>

## En guise de conclusion

Les vues de Proudhon sur l'autogestion ne forment, certes, pas un corps de doctrine homogène, parfaitement ajusté, pur de toute hésitation et de toute ambiguïté. Loin de là. Les contradictions y abondent.

Il y a un Proudhon mutuelliste qui défend, exalte, essaie de préserver de la roue implacable du progrès le petit producteur indépendant, et il y a un Proudhon résolument collectiviste qui n'hésite pas à marcher avec son temps, avec le progrès technique, avec le machinisme, avec la grande industrie.

Il y a un Proudhon optimiste qui, en 1848, couvre de fleurs les associations ouvrières nées spontanément, et il y a un Proudhon pessimiste qui, quelques années plus tard, en 1857, dressera sévèrement le bilan de l'échec ces associations.

Il y a un Proudhon chimérique qui imagine le mutuellisme susceptible d'une application partielle au sein même du régime capitaliste et qui se persuade que le secteur socialiste, par son dynamisme propre, ferait tache d'huile, et il y a un Proudhon beaucoup plus réaliste et donc réticent sur ce point.

Il y a, en ce qui concerne le régime juridique de la propriété dans l'autogestion, un Proudhon désintégré qui, d'abord, envisage de la confier aux associations ouvrières elles-mêmes, selon le principe «l'usine aux ouvriers», et il y a un Proudhon intégrationniste qui, plus tard, préférera la remettre à l'ensemble des producteurs réunis en une vaste fédération agricole et industrielle.

Il y a un Proudhon simpliste, qui propose une définition fort contestable de la valeur du travail, et il y a un Proudhon plus subtil qui, ensuite, admet que la durée du travail ne saurait être la seule base du calcul et qui s'efforce de réparer ce qu'il appelle ses «oublis».

Il y a un Proudhon qui fait le procès de la propriété privée, et il y a un Proudhon qui l'exalte, de même qu'il y a un Proudhon qui célèbre les vertus de la concurrence et il y a un Proudhon qui insiste sur ses méfaits. Ce n'est que bien rarement qu'il parvient à opérer une véritable synthèse de notions contradictoires, et c'est pourquoi il dissimule ses échecs en se flattant seulement d'«équibrer» les antinomies.

Il y a un Proudhon décentralisateur et fédéraliste, qui se méfie de toute planification, par crainte de ressusciter l'autorité, et il y a un Proudhon qui n'hésite pas préconiser la centralisation économique et qui souligne le caractère unitaire de la production.

Il y a un Proudhon qui, en affirmant la capacité de la classe ouvrière et le devoir qu'elle a de se séparer radicalement des institutions bourgeoises, ouvre la voie au syndicalisme ouvrier moderne et il y a un Proudhon qui sous-estime les

luttons revendicatives, hanté qu'il est par la formation de coopératives ouvrières de production.

Ici, nous touchons peut-être à la lacune la plus sérieuse de la conception proudhonienne de l'autogestion. Il lui manque d'être articulée, coordonnée, par un anarcho-syndicalisme ou un syndicalisme révolutionnaire du type de celui grâce auquel sera possible l'admirable expérience des collectivisations espagnoles de 1936. Quand Proudhon fait allusion à une «*vaste fédération agricole et industrielle*», il s'abstient d'approfondir, à la manière syndicaliste, cette notion qui, sous sa plume, demeure inarticulée et vague.

Il y a un Proudhon qui, dans la première partie de sa vie militante, est uniquement préoccupé d'organisation économique, qui se méfie de tout ce qui touche au politique et il y a un second Proudhon qui cessera de négliger le problème de l'administration territoriale, qui la fondera sur la commune autonome,<sup>147</sup> toutefois sans lier de façon suffisamment précise et cohérente le pouvoir communal, d'une part, les associations ouvrières de production, d'autre part.

Enfin, il y a un Proudhon qui refuse catégoriquement toute forme d'État — au point d'opposer un refus sectaire à une commandite des associations ouvrières par un État socialisant — et il y a aussi un Proudhon qui ne se veut plus anarchiste mais fédéraliste et qui fait la part de l'État.

Telles sont, brièvement rappelées, quelques-unes des lacunes et déficiences de la pensée proudhonienne en ce qui concerne l'autogestion ouvrière.

Mais, à côté de ses faiblesses, que de vues lucides, que d'anticipations prophétiques ! Le lecteur de Proudhon, s'il est au courant des problèmes concrets que pose la pratique de l'autogestion en Yougoslavie [des années 50 et du début des années 60] et en Algérie [de l'indépendance jusqu'au coup d'État de Boumediène, 1962-1965], se trouve, à tout instant, avec lui, en pays familier. Presque toutes les difficultés qui forment le drame de l'autogestion contemporaine se trouvent annoncées, décrites, dans l'œuvre proudhonienne, elles y font l'objet de pathétiques mises en garde : qu'il s'agisse de l'incompatibilité de l'État tentaculaire et de l'autogestion libre ; qu'il soit question de la pénurie d'hommes préparés à l'autogestion, du manque de cadres techniques ; qu'il s'agisse, au moins pendant une période transitoire, de l'inévitabilité d'une économie de marché comportant un certain degré de concurrence ; qu'il s'agisse, enfin, de la difficulté d'instaurer, prématurément, un communisme intégral, lequel serait praticable seulement le jour où régnerait l'abondance et où le consommateur n'aurait plus qu'à «*puiser au tas*», — sur tous ces points, Proudhon éclaire l'avenir d'un projecteur puissant.

Mais, là même où il hésite, où il se contredit, où il se reprend, il donne à son lecteur une leçon combien précieuse de relativisme.

Il est passionnant d'assister à l'épanouissement d'une pensée créatrice toujours en mouvement, toujours en pleine recherche, jamais figée, jamais dogmatique, tumultueuse certes, se laissant parfois emporter par la boutade, l'improvisation, l'irréflexion, mais capable de se corriger, de se réviser, d'accepter l'enseignement des faits, d'évoluer à la lumière des expériences.

D'ailleurs Proudhon avait des excuses. La première : il abordait, en jetant les fondements de l'autogestion ouvrière, un domaine si neuf et si vierge que personne ne pouvait lui servir de guide ; la seconde : la contradiction était moins dans sa pensée que dans l'objet même qu'elle reflétait. L'autogestion ouvrière, en effet, par sa nature même, est contradictoire. Elle est condamnée à osciller entre deux pôles : d'une part, l'autonomie des groupes de production, nécessaire pour que chacun d'eux se sente réellement libre et «*désaliéné*» ; d'autre part, la nécessité de la coordination en vue de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts égoïstes.

Cette coordination, je le crois, peut être assurée dans les conditions optimales par le syndicalisme ouvrier révolutionnaire, qui est le mieux qualifié pour jouer un tel rôle, puisqu'il est l'émanation directe et authentique des travailleurs. Mais là où il fait défaut, où il est dégénéré et bureaucraté, là aussi où il est insuffisamment structuré, où il est sous-estimé, domestiqué, regardé comme un «*parent pauvre*», comme une «*cinquième roue du carrosse*», inévitablement c'est à l'État qu'échoit le rôle de coordinateur : un État qui, par la force des choses, songe surtout à se perpétuer, à étendre sans cesse ses attributions, à épiéter sur toutes les autonomies, à rogner toutes les libertés.

En dernière analyse, la contradiction la plus profonde qui déchire l'autogestion ouvrière prend sa source dans le retard historique de la formation du prolétariat. Le régime capitaliste, de même que le syndicalisme exclusivement revendicatif qui en est le corollaire, n'a pas préparé les travailleurs, ou les a fort mal préparés, à leur fonction autogestionnaire.

Pendant toute une période, ils sont donc obligés d'aller chercher au-dehors les compétences, les cadres techniques, les comptables, etc. Là où, comme en Algérie, ces cadres n'existent qu'à peine, le fonctionnement de l'autogestion est sérieusement entravé : quelqu'un observait récemment qu'il eût fallu à l'autogestion algérienne 200.000 comptables, et le gouvernement de ce pays envisage la formation annuelle accélérée de 20.000 comptables. Mais là où ces compétences existent, au moins partiellement, leur intrusion de l'extérieur vassalise l'autogestion. Des «*organes de tutelle*», sous couleur de fournir aux autogestionnaires une assistance technique et comptable désintéressée, ont tendance à se substituer à eux et à devenir, à leur place, gestionnaires.

Ces graves inconvénients ne pourront être éliminés que le jour où la fusion rêvée par Ferdinand Lassalle et, après lui, par Rosa Luxemburg, «*de la science avec la classe ouvrière*» permettra l'abolition des tutelles. Au fur et à mesure que la masse s'éduquera, la base sociale sur laquelle reposaient les tuteurs s'évanouira. Ils ne seront plus que les «*organes exécutifs*», constamment contrôlables et révocables, de l'«*action consciente*» des travailleurs.<sup>148</sup>

Le socialisme est destiné à demeurer un vain mot, une option démagogique et creuse, tant que les travailleurs ne seront pas aptes à gérer eux-mêmes la production, tant qu'ils seront assujettis ou se laisseront assujettir à une

bureaucratie parasitaire singeant le patronat dont elle s'empresse de prendre la succession.

Dans des pays comme la Yougoslavie et l'Algérie, où l'autogestion est encore atteinte de multiples vices de fonctionnement, elle s'avère avoir, pour le moins, l'avantage de permettre aux masses de faire leur apprentissage à la fois de la démocratie et de la gestion, de stimuler leur ardeur au travail (à condition, bien entendu, de leur assurer, ce qui n'est pas toujours le cas, une rémunération équitable) ; elle leur inculque le sens de leurs responsabilités, au lieu d'entretenir chez elles, comme c'est le cas sous le joug de l'État omnipotent, les habitudes séculaires de passivité, de soumission, le complexe d'infériorité légué par un passé esclavagiste.

Au terme de cet apprentissage, l'autogestion est, en quelque sorte, condamnée à réussir. Car, s'il n'en était pas ainsi, le socialisme aurait failli à sa mission historique. Comme l'a fait observer Proudhon: «De la réponse qui sera faite [...] dépend tout l'avenir des travailleurs. Si cette réponse est affirmative, un nouveau monde s'ouvre à l'humanité. Si elle est négative, le prolétariat peut se le tenir pour dit [...] : il n'y a pour lui, dans ce bas monde, point d'espérance.»<sup>149</sup>

(1965, in *Pour un marxisme libertaire*.)

## Sur l'Association internationale des travailleurs, 1864- 1877

On ne connaissait pas dans le détail l'histoire de l'Association internationale des travailleurs (AIT), que l'on dénommera plus tard 1<sup>ère</sup> Internationale [après la création de la II<sup>e</sup>, en 1889, voire de la III<sup>e</sup> ou Komintern, en 1919], préfiguration du mouvement ouvrier international moderne. Les privilégiés, qui avaient pu se procurer les quatre précieux volumes de James Guillaume *L'Internationale, documents et souvenirs (1864-1878)*, publiés de 1905 à 1910, disposaient de multiples éléments historiques.<sup>150</sup> Mais cet ouvrage monumental, comme l'auteur en convenait lui-même, était moins, à proprement parler, une histoire de l'AIT qu'une autobiographie libertaire. De nos jours la lacune a été magistralement comblée par la parution, entre 1962 et 1971, du recueil de documents rassemblés sous la direction de Jacques Freymond sous le titre *La Première Internationale*, en quatre volumes.<sup>151</sup> On y trouve les procès-verbaux de tous les congrès internationaux qui se sont tenus de 1865 à 1877. Les deux premiers volumes couvrent l'Association sous sa forme initiale, c'est-à-dire les congrès successifs de Genève (1866), Lausanne (1867), Bruxelles (1868), Bâle (1869), La Haye (1872), avec entre ces deux derniers, la Conférence de Londres (1871).

Les volumes III et IV couvrent les congrès internationaux de l'AIT seconde manière [l'AIT première manière étant officiellement dissoute en 1876], c'est-à-dire de l'Internationale dite fédéraliste ou «anti-autoritaire» qui permit à l'association de survivre après le coup de force de Marx au congrès de La Haye où fut prononcée l'exclusion de Bakounine, de James Guillaume et le bannissement du Conseil général de Londres aux États-Unis. En fait, cette AIT seconde manière n'était pas exclusivement de coloration libertaire mais regroupait un certain nombre de délégations de divers pays (Angleterre, Belgique, plus tard Allemagne, etc.) qui s'étaient solidarisées avec les partisans latins de Bakounine, indignés qu'ils étaient par la tentative marxienne de sabotage de l'Internationale, sans pour autant partager l'abstentionnisme politique des anarchistes. C'est ainsi que, tandis que les marxistes voyaient tourner en «fiasco», selon l'aveu de Marx lui-même, un congrès dit «centraliste» convoqué à Genève le 7 septembre 1873, l'AIT dite improprement «fédéraliste» tenait avec succès des congrès successifs à Genève (début septembre 1873), à Bruxelles (1874), à Berne (1876), enfin à Verviers (1877).

Mais ce dernier congrès sonna le glas de l'AIT,<sup>152</sup> par suite d'une définitive incompatibilité entre anarchistes et socialistes d'État. La rupture eut lieu au cours du congrès socialiste universel qui se tint à Gand dès le lendemain du congrès de Verviers. L'oraison funèbre de l'AIT fut prononcée à la fois par le socialiste César De Paepe et l'anarchiste James Guillaume, rendant hommage aux partants, au moment de se séparer «d'une manière définitive et complète.» (De Paepe) et en regrettant de voir s'éloigner «quelques-uns de ceux qui, depuis La Haye, avaient fait cause commune avec nous et nous avaient aidés en 1873 à réorganiser l'Internationale sur la base de l'autonomie» (James Guillaume).

La lecture du «recueil documentaire» de Freymond est passionnante. Les délégués, ouvriers manuels pour la plupart, abordent et discutent à fond les sujets les plus variés et les plus vastes. Leur maturité égale leur modestie. Ils ne prétendent à aucune «direction». Ils ne se flattent pas de régler la marche de l'Histoire. Ils se bornent à demander à tous et à chacun des lumières sur le grand sujet de l'émancipation des travailleurs. Leur association n'est fille ni d'une secte ni d'une théorie mais le produit spontané du mouvement ouvrier, engendré lui-même par les tendances naturelles et irrépessibles de la société moderne.

Pour appartenir à l'Association, pour être délégué à ses congrès, convient-il d'être travailleur manuel ? Plusieurs délégués, notamment ceux de France, le souhaitent. Ils craignent, en effet, que des ambitieux et des intrigants ne s'y introduisent afin de s'en emparer et de la faire servir à leurs fins propres. Ils rappellent que la présente supériorité des grands spécialistes n'est due qu'à l'abaissement dans lequel sont tenus les travailleurs. Mais la majorité se refuse à écarter des intellectuels qui se dévouent entièrement à la cause ouvrière et qui battent en brèche la prétendue science économique bourgeoise, tel le citoyen Marx : si les économistes bourgeois veulent faire la conspiration du silence autour du *Capital*, n'est-ce point qu'il leur est impossible de réfuter cet ouvrage ?

L'Association n'est ni une Internationale politique ni une Internationale syndicale. Elle est sociale. Elle n'exclut personne, mais elle ne veut s'inféoder à aucun parti politique. Elle est un État dans les États. Elle entend, non pas s'installer dans les gouvernements par le moyen du bulletin de vote, mais les détruire pour les remplacer par le sien propre. Elle

compte essentiellement sur les syndicats ouvriers pour se substituer au salariat et à la dictature capitaliste.

Son objectif ultime est d'ordre moins économique qu'humaniste: la «désaliénation». Seule la réduction de la durée du travail peut permettre à l'ouvrier de développer toutes ses facultés. D'esclave, il faut l'amener à la condition d'homme. L'avenir de l'espèce humaine dépend de la formation des générations ouvrières. Tant qu'elles seront maintenues dans l'ignorance, elles seront livrées à l'exploitation des plus instruits. L'éducation doit être réformée de fond en comble, enlevée à l'emprise de la bourgeoisie. L'Association demande que les livres, moins nombreux mais meilleurs, cessent d'être un épouvantable fouillis dans lequel il devient impossible de distinguer la perle du fumier, le plus souvent produits de la vanité des auteurs et de la réclame des coteries.

L'Internationale va jusqu'à se mêler de la réforme de l'orthographe : il serait urgent de la simplifier, afin de faciliter les études des non-privilegiés et de rendre la lecture comme l'écriture accessibles à tous. Logique avec elle-même, elle demande une langue universelle.

Elle est unanime pour proclamer la nécessité de débarrasser l'homme de toute espèce de préjugés religieux, qui attentent à son libre arbitre et à sa dignité. Mais les croyances se dérobaient aux investigations de la raison, elle se borne à cette protestation de principe et passe à l'ordre du jour.

Une question, en revanche, la divise : celle du travail des femmes. Les uns, notamment certains Français, exigent à grands cris le retour de la femme au foyer. La femme a la vocation d'une ménagère. Elle doit faire des enfants et les élever. Son entrée dans l'atelier l'a fait devenir un objet propre à inspirer tout autre chose que ces «*douces émotions*», ces «*sentiments agréables*» dont le mâle a besoin pour «*adoucir*» son existence. Cette pauvre travailleuse n'est plus une femme, ni une amante, ni une épouse. Les autres, notamment les Anglais, se bornent à protester énergiquement contre l'exploitation économique de la femme : le travail féminin doit être amélioré, non supprimé; la femme doit pouvoir trouver, dans l'exercice de sa profession, une existence indépendante. Mais, sur ce point, les préjugés sont encore tenaces et les féministes mis en minorité.

L'introduction du machinisme soulève moins de désaccords. Les délégués, sur ce chapitre, sont unanimement progressistes : loin de jeter l'anathème sur les machines, ils voient en elles un instrument d'affranchissement — à condition de les enlever au monopole du capital pour les mettre à la disposition de tous.

Le problème agricole est abordé de façon non moins judicieuse. Chacun des deux systèmes actuels, la grande propriété individuelle et la petite propriété morcelée, est critiqué comme gravement déficient. Reste à trouver la synthèse : une forme d'appropriation qui combine la petite et la grande propriété, toutes deux condamnées historiquement, ce sera la copropriété dans la coopération ; en revanche, surtout dans un pays comme la France, décréter la collectivisation brutale du sol serait une «*folie*».

L'Internationale se hausse au niveau des grands problèmes mondiaux. Elle n'hésite pas à aborder celui de la guerre. La cause des guerres est principalement économique, elle réside dans le régime capitaliste. Mais les bourgeois pacifistes, tout en déclarant détester la guerre, entendent conserver tout ce qui la fait naître. Aussi l'Association ne veut-elle lutter contre la guerre qu'en s'attaquant au mal à sa source même en résolvant la question sociale.

Enfin, l'Internationale aborde audacieusement un sujet épineux : celui de la nationalisation des grands moyens de production et de transport. Elle a d'abord à surmonter la résistance des proudhoniens, champions coriaces de la propriété individuelle. Mais elle n'en est pas moins consciente du danger qu'il y aurait à placer la société entière sous le joug de l'État et à ouvrir ainsi la porte à l'autocratie gouvernementale la plus effrayante. Auprès d'un tel État, aux attributions et à la puissance exorbitantes, l'État actuel ne serait, en comparaison, qu'un soliveau. Par la logique et la force même des choses, les partisans de la propriété collective ne risquent-ils pas de déboucher sur un «communisme» autoritaire où l'État ferait travailler par force, où l'on enrégimenterait les ouvriers, où l'on instituerait une dure hiérarchie du travail, où l'on sacrifierait la liberté ? Telle est l'appréhension des ouvriers disciples de Bakounine, dont l'influence sur l'Internationale s'affirme à partir de 1869.

Au contraire, les disciples allemands de Marx ironisent sur la hantise des travailleurs français qui voient toujours l'État sous la forme d'un Napoléon, accompagné de milliers de canons. Mais un compromis est trouvé, au moins provisoirement, entre «autoritaires» et «libertaires»: les grands moyens de production ne seront pas administrés par des fonctionnaires d'État, mais concédés par la société à des «*compagnies ouvrières*».

Le deuxième volume du recueil est, à la fois, plus et moins intéressant que le premier. Certes, il nous fait assister à une radicalisation progressive de l'Association, qui s'affranchit du mutualisme proudhonien, rétrograde et petit-bourgeois, pour déboucher sur le socialisme révolutionnaire. Mais ce pas en avant s'accompagne d'une empoignade entre les deux intellectuels de l'Internationale, Marx et Bakounine.

Tous deux, jusqu'alors, avec une sage discrétion, s'étaient tenus à l'arrière-plan. Maintenant ils n'hésitent plus à occuper le devant de la scène, se combattent à boulets rouges et leur rivalité déchire l'Internationale, pour finalement la casser. Si l'enjeu du conflit avait été l'opposition, clairement affirmée, de deux grandes tendances idéologiques, l'une «autoritaire», l'autre «libertaire», le choc eût été exaltant. Mais nous assistons, bien plutôt, au heurt de deux puissantes personnalités, chacune s'efforçant de «noyauter» l'Internationale et, sans trop regarder aux moyens, de se l'assujettir.

Dans le volume IV, Freymond et son équipe reproduisent le texte d'un étonnant pamphlet, paru à Genève en août 1873, émanant à coup sûr de la «base» et dans lequel Marx et Bakounine sont renvoyés dos à dos. Dans cette querelle, y est-il dit, «*interviennent les expressions de marxistes et de bakouninistes. Point n'est besoin de s'enquérir qui a tort ou qui a raison... Le fait seul du groupement des sections autour de noms propres est un fait déplorable. L'amour-propre, l'orgueil, l'ambition se substituent aux intérêts généraux de la masse. Ces personnalités sont rarement ouvrières, ce sont des bourgeois déclassés. Nous croyons à la sincérité de tous, même de ceux qui voulaient faire de*

*l'Internationale un levier. Chacun d'eux s'est cru possesseur exclusif de la vérité et a désiré en hâter l'accomplissement par une espèce de dictature morale. C'est dans ce but, dans ce but unique, que chacun a voulu s'emparer de l'Internationale. Les bakouninistes [...] par leur doctrine de l'abstention en matière politique ont paralysé la Commune de Paris. [...] Quant aux marxistes, on peut leur reprocher une direction autoritaire. Ces hommes (introduits par Marx dans le Conseil général) ont apporté dans l'Internationale leur esprit despotique, jacobin, centralisateur. Plus de marxistes ou de bakouninistes !*» Freymond attribue la rédaction de ce pamphlet anonyme au général Cluseret, ancien communal. Mais le texte est suivi d'une résolution d'origine prolétarienne puisqu'elle porte la signature d'un graveur, un bijoutier, un menuisier, un gainier, un serrurier, un manœuvre, un guillocheur.

Les volumes II et IV sont particulièrement intéressants puisque, à part les procès-verbaux des congrès internationaux, ils rassemblent toute une série de documents émanant des diverses fédérations nationales qui composent l'Association internationale «fédéraliste». L'une de ces pièces, particulièrement frappante, émane de la commission fédérale de la Fédération régionale espagnole et s'adresse «à tous les internationaux». En voici un extrait:

*«Si nous voulons la transformation en propriété collective de la propriété individuelle de la terre et des grands instruments de travail, si nous voulons l'enseignement intégral et la destruction de tous les privilèges et de tous les monopoles, c'est précisément parce que nous sommes convaincus que nous les méritons tous, que nous devons les conquérir car tout est à nous et qu'on ne nous donnera rien si nous ne l'arrachons pas à ceux qui possèdent tout injustement. Il faut aller de l'avant, jusqu'au triomphe de l'anarchie et du collectivisme, c'est-à-dire jusqu'à la destruction de tous les pouvoirs autoritaires et monopoles de classe, où il n'y aura ni papes, ni rois, ni bourgeois, ni curés, ni militaires, ni avocats, ni juges, ni notaires, ni politiciens, mais où il y aura une libre fédération universelle d'associations ouvrières, agricoles et industrielles libres.»*<sup>153</sup>

(1960, modifié en 1983, in *A la recherche d'un communisme libertaire*.)

## La condamnation du «communisme» autoritaire par Bakounine

Notre dette à l'égard de Mikhaïl Bakounine est multiple. Mais il en est une qui l'emporte sur toutes les autres. Les communistes libertaires de la fin du XXe siècle lui doivent surtout, bien au-delà de ses polémiques avec Marx, les dépassant à larges enjambées, d'avoir lu dans un avenir bien plus lointain ce que sera un jour le bolchevisme. Assurément, pour ce faire, il s'est montré excessif, souvent injuste, à l'égard de son contemporain, le fondateur du socialisme dit scientifique. Tout au plus certains traits autoritaires et entachés d'étatisme étaient-ils décelables chez Marx, tout en ne se manifestant encore qu'à l'état embryonnaire. Le coup de force du congrès de La Haye de 1872 qui exclut Bakounine de l'Internationale aggrave ces velléités. Bakounine, dans sa polémique, s'en prend moins à son rival qu'à l'État populaire (*Volkstaat*) des lassalliens et sociaux-démocrates, que Marx et Engels mirent trop de temps à désavouer.

Mais, ayant décelé l'embryon, Bakounine a eu la divination géniale de son excroissance future. Si bien que son éreintement démesuré et quelque peu tendancieux se trouvera justifié a posteriori quand il s'appliquera aux épigones abusifs de Marx. La prescience de Bakounine quant aux déviations perverses, avant de devenir monstrueuses, de ce qui prendra improprement le nom de «marxisme», mérite donc de notre part un grand coup de chapeau.

Avant même de se quereller avec l'inspirateur de la Première Internationale, le prophète russe avait mis en garde contre le «communisme» autoritaire. Dès le 19 juillet 1866, dans une lettre à Alexandre Herzen et à Nicolai Ogarev, tutoyant ses deux correspondants comme s'il s'agissait d'une seule et même personne, Bakounine écrivait: *«Toi qui es un socialiste sincère et dévoué, assurément, tu serais prêt à sacrifier ton bien-être, toute ta fortune, ta vie même, pour contribuer à la destruction de cet État, dont l'existence n'est compatible ni avec la liberté ni avec le bien-être du peuple. Ou alors, tu fais du socialisme d'État et tu es capable de te réconcilier avec ce mensonge le plus vil et le plus redoutable qu'ait engendré notre siècle : le démocratisme officiel et la bureaucratie rouge.»*<sup>154</sup>

Sur la condamnation du «communisme» autoritaire, Bakounine reprenait les imprécations de son maître Proudhon. Au deuxième congrès de la Ligue de la paix et de la liberté, à Berne, fin septembre 1868, avant de rompre avec cette émanation du libéralisme bourgeois, il clamait : *«Je déteste le communisme [autoritaire], parce qu'il est la négation de la liberté et que je ne puis concevoir rien d'humain sans liberté. Je ne suis point communiste parce que le communisme concentre et fait absorber toutes les puissances de la société dans l'État, parce qu'il aboutit nécessairement à la centralisation de la propriété entre les mains de l'État. [...] Je veux l'organisation de la société et de la propriété collective ou sociale de bas en haut, par la voie de la libre association, et non du haut en bas par le moyen de quelque autorité que ce soit. [...] Voilà dans quel sens je suis collectiviste et pas du tout communiste.»*<sup>155</sup>

Pourtant Bakounine est devenu membre local, à Genève, de l'Association internationale des travailleurs depuis juillet 1868 et il a écrit à Gustave Vogt, président de la Ligue de la paix et de la liberté, en septembre: *«Nous ne pouvons ni ne devons méconnaître l'immense et utile portée du congrès de Bruxelles [de la Première Internationale]. C'est un grand, c'est le plus grand événement de nos jours et, si nous sommes nous-mêmes de sincères démocrates, nous devons non seulement désirer que la Ligue internationale des ouvriers finisse par embrasser toutes les associations ouvrières de l'Europe et de l'Amérique, mais nous devons y coopérer de tous nos efforts, parce qu'elle peut constituer aujourd'hui la vraie puissance révolutionnaire qui doit changer la face du monde.»*<sup>156</sup>

Sur sa lancée, Bakounine écrit à Marx, le 22 décembre 1868: *«Je ne connais plus d'autre société, d'autre milieu que le monde des travailleurs. Ma patrie maintenant c'est l'Internationale dont tu es un des principaux fondateurs. Tu vois*

*donc, cher ami, que je suis ton disciple et je suis fier de l'être.*» Marx fait aussitôt savoir à l'un de ses confidents, Hermann Jung: *«J'ai reçu une lettre de Bakounine dans laquelle il m'assure de son amitié toute particulière»*.<sup>157</sup> Ces effusions feront soupçonner Bakounine de duplicité. Mais ne pourrait-on pas en dire autant de Marx qui, jusqu'alors, resté volontairement quelque peu en retrait, attend son heure et n'a pas encore laissé percer son autoritarisme égocentrique ?

La rivalité personnelle qui va faire s'affronter Marx et Bakounine, pour perturber gravement la marche de l'Internationale, n'est pas, à vrai dire, le sujet du présent exposé. Pourtant il n'est guère possible, il serait même malhonnête, de la passer sous silence. J'ouvre donc une parenthèse, pour la refermer au plus vite.

A son retour en Europe occidentale, après ses longues années de captivité en Russie, Bakounine avait fait siennes les idées anarchistes, empruntées à Proudhon, bien que développées dans un sens plus révolutionnaire. Mais cette conviction nouvelle s'était superposée chez lui à un goût invétéré pour la clandestinité des conspirations. Il avait recueilli en quelque sorte l'héritage du babouvisme, du carbonarisme, du blanquisme et plus encore des activités révolutionnaires secrètes appropriées à la lutte contre le despotisme tsariste. Internationaliste dans l'âme, il avait manigancé l'une après l'autre plusieurs «Fraternités» internationales dont il recrutait les affidés dans plusieurs pays latins.

La dernière en date de ces initiatives aura été, en 1868, au lendemain de sa rupture avec la Ligue de la paix et de la liberté, l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, organisation, disait-il, *«à demi secrète, à demi publique»*, et qui servait en fait de couverture à une société plus restreinte et secrète : l'Organisation révolutionnaire des frères internationaux. Ceci fait, Bakounine, sincèrement attiré par le mouvement ouvrier, sollicita l'adhésion de son Alliance à l'Internationale (AIT). La méfiance de Marx et de son noyau du Conseil général de Londres n'était pas tout à fait sans motivation. En effet, la candidature de l'Alliance, nouvelle version des sociétés secrètes fomentées par Bakounine, pouvait faire apparaître celle-ci comme *«destinée à devenir une Internationale dans l'Internationale»*.<sup>158</sup>

Comment Bakounine parvenait-il à concilier ses options farouchement anti-autoritaires avec cette tentative à peine déguisée de «noyautage» ? Voici la justification qu'il se faisait fort d'exposer dans les statuts secrets de l'Alliance, dont un exemplaire tomba entre les mains du Conseil général de l'AIT, régenté par Marx : *«Cette organisation exclut toute idée de dictature et de pouvoir dirigeant tutélaire. Mais pour l'établissement même de cette alliance révolutionnaire et pour le triomphe de la révolution contre la réaction, il est nécessaire qu'au milieu de l'anarchie populaire qui constituera la vie même et toute l'énergie de la révolution, l'unité de la pensée et de l'action révolutionnaire trouve un organe [...], une sorte d'état-major révolutionnaire composé d'individus dévoués, énergiques, intelligents, et surtout amis sincères, et non ambitieux ni vaniteux, du peuple — capables de servir d'intermédiaires entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires. [...] Pour l'organisation internationale dans toute l'Europe, cent révolutionnaires fortement et sérieusement alliés suffisent»*.<sup>159</sup>

La dissonance entre démocratie directe et élitisme révolutionnaire était déjà frappante chez les babouvistes.<sup>160</sup> On la retrouvera de nos jours dans certaines controverses communistes libertaires.

Cette parenthèse refermée, revenons à la demande d'adhésion de l'Alliance à l'AIT. Le Conseil général de Londres commence par réagir fort défavorablement. Dans sa séance du 22 décembre 1868, il considère *«que la présence d'un deuxième corps international fonctionnant en dedans et en dehors de l'Association internationale des travailleurs serait le moyen le plus infaillible de la désorganiser»* et, en conséquence, déclare que l'Alliance internationale de la démocratie socialiste n'est pas admise comme branche de l'Association internationale des travailleurs. La sentence est rédigée de la main de Marx. Mais, quelques mois plus tard, le 9 mars 1869, sous la plume du même Marx, le Conseil général, se reprenant, ne voit plus d'obstacle à la *«conversion des sections de l'Alliance en sections de l'Internationale»*. L'Alliance accepte ces conditions et est donc admise.<sup>161</sup>

Bakounine assiste au congrès de Bâle de l'Internationale, en septembre 1869, et fait bloc avec les partisans de Marx contre les épigones dégénérés de Proudhon qui soutiennent la propriété individuelle contre la propriété collective.

Ce ne sera que deux ans plus tard que les relations se tendront ; à la conférence de Londres qui s'ouvre le 17 septembre 1871, Marx dévoile un autoritarisme incompatible avec les options libertaires de Bakounine. En un mot, Marx tente d'accroître les pouvoirs du Conseil général de Londres, Bakounine voudrait les réduire. L'un veut centraliser, l'autre décentraliser. L'ultime conséquence en sera le congrès de La Haye, au début de septembre 1872, où Marx, par des procédés déloyaux et à l'aide de mandats fictifs, réussit à exclure Bakounine et son ami James Guillaume puis à reléguer le Conseil général de l'Internationale aux États-Unis.

C'est alors que Bakounine, révolté par ce coup de force, se déchaîne pour de bon contre Marx et le «communisme» autoritaire. Cette colère nous vaut les imprécations qui aujourd'hui nous paraissent prophétiques, puisqu'au-delà des intrigues marxistes elle met en cause et dénonce tout un processus qui, bien après la mort de Bakounine et de Marx, revêt pour nous une singulière actualité.

Tout d'abord Bakounine pressent ce que sera un jour, sous le vocable trompeur de dictature du prolétariat, la dictature du parti bolchevik. Dans une lettre au journal *La Liberté* de Bruxelles, écrite de Zurich le 5 octobre 1872, il tonne contre la confiscation du mouvement révolutionnaire par une clique de chefs : *«Prétendre qu'un groupe d'individus, même les plus intelligents et les mieux intentionnés, sera capable de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat de tous les pays, c'est une telle hérésie contre le sens commun et contre l'expérience historique, qu'on se demande avec étonnement comment un homme aussi intelligent que Marx a pu la concevoir.»*<sup>162</sup>

Et Bakounine continue de vaticiner : *«Nous n'admettons pas même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant*



*révolutionnaires ; parce que nous sommes convaincus que la révolution [...] lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, devient inévitablement et immédiatement la réaction.»*

La fatale expérience d'une puissante Internationale sabordée par la volonté arbitraire d'un seul homme amène Bakounine à se défier d'un internationalisme autoritaire comme le sera, bien plus tard, celui de la IIIe Internationale sous la houlette bolchevique: *«Que dire d'un ami du prolétariat, d'un révolutionnaire qui prétend vouloir sérieusement l'émancipation des masses et qui, en se posant en directeur et en arbitre suprême de tous les mouvements révolutionnaires qui peuvent éclater dans différents pays, ose rêver l'assujettissement du prolétariat de tous ces pays à une pensée unique, éclore dans son propre cerveau ?»*

Bakounine n'en revient pas. L'aveuglement de Marx lui paraît inconcevable : *«Je me demande comment il fait pour ne point voir que l'établissement d'une dictature universelle, collective ou individuelle, d'une dictature qui ferait en quelque sorte la besogne d'un ingénieur en chef de la révolution mondiale, réglant et dirigeant le mouvement insurrectionnel des masses dans tous les pays comme on dirige une machine, que l'établissement d'une pareille dictature suffirait à lui seul pour tuer la révolution, pour paralyser et pour fausser tous les mouvements populaires.»*

Et la sorte de dictature qu'a exercée Marx depuis le Conseil général de Londres conduit Bakounine à redouter qu'un tel exemple ne s'amplifie et ne prenne des proportions aberrantes: *«Et que penser d'un congrès international qui, dans l'intérêt soi-disant de cette révolution, impose au prolétariat de tout le monde civilisé un gouvernement investi de pouvoirs dictatoriaux, avec le droit inquisitorial et pontifical de suspendre des fédérations régionales, d'interdire des nations entières au nom d'un principe soi-disant officiel et qui n'est autre que la propre pensée de Marx, transformée par le vote d'une majorité factice en une vérité absolue ?»*

L'année suivante, en 1873, encore tout échaudé par la mésaventure de La Haye, Bakounine rédige un livre sous le titre *Étatisme et Anarchie* où il approfondit ses réflexions et précise ses vitupérations.<sup>163</sup> Le fil conducteur de son raisonnement est, à n'en pas douter, les pages de *L'idée générale de la Révolution au XIXe siècle* de son maître Proudhon.<sup>164</sup> Avec et après lui, Bakounine pose la question: *«Si le prolétariat devient la classe dominante, qui, demandera-t-on, dominera-t-il ? [...] Qui dit État dit nécessairement domination et, par conséquent, esclavage. [...] Sous quelque angle qu'on se place, on arrive au même résultat exécrationnel : le gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée. Mais cette minorité, disent les marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde prolétaire du haut de l'État, ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à le gouverner.»*

Et Bakounine part en guerre contre la prétention du socialisme autoritaire d'être «scientifique». Ce *«ne sera rien d'autre que le gouvernement despotique des masses prolétaires par une nouvelle et très restreinte aristocratie de vrais ou de prétendus savants. Le peuple n'étant pas savant, il sera entièrement affranchi des soucis gouvernementaux et tout entier intégré dans le troupeau des gouvernés»*.<sup>165</sup>

Ailleurs, Bakounine se complaît à dépeindre sous des traits particulièrement rébarbatifs cet État futur à prétention scientifique et qui ressemble comme un frère à celui de l'URSS d'aujourd'hui : *«Il y aura un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, [...] mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la juste répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'État. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes.»*<sup>166</sup>

Mais le despotisme en question sera-t-il durable ? Pour Bakounine: *«Les marxistes se consolent à l'idée que cette dictature sera temporaire et de courte durée. Selon eux, ce joug étatique, cette dictature est une phase de transition nécessaire pour arriver à l'émancipation totale du peuple: l'anarchie ou la liberté étant le but, l'État ou la dictature le moyen. Ainsi donc pour affranchir les masses populaires, on devra commencer par les asservir. [...] A cela nous répondons qu'aucune dictature ne peut avoir d'autre fin que de durer le plus longtemps possible.»*<sup>167</sup> On croirait par anticipation une réfutation libertaire de *L'État et la Révolution* du camarade Lénine !<sup>168</sup>

Bakounine a été jusqu'à pressentir le règne des apparatchiks. Dans un texte de mars 1872, avant même le coup de force de La Haye, il annonce la «naissance» d'une bourgeoisie peu nombreuse et privilégiée, *«celle des directeurs, représentants et fonctionnaires de l'État soi-disant populaire»*.<sup>169</sup>

Enfin, dans un écrit de novembre-décembre 1872, qui nous tiendra lieu de conclusion, Bakounine accusera Marx d'avoir «manqué d'assassiner l'Internationale par sa criminelle tentative de La Haye» et posera comme condition pour être admis dans l'Internationale dite anti-autoritaire, qui survivra au coup de force la condition suivante : *«Comprendre que, puisque le prolétaire, le travailleur manuel, l'homme de peine, est le représentant historique du dernier esclavage sur la terre, son émancipation est l'émancipation de tout le monde, son triomphe est le triomphe final de l'humanité, et que, par conséquent, l'organisation de la puissance du prolétariat de tous les pays [...] ne peut avoir pour but la constitution d'un nouveau privilège, d'un nouveau monopole, d'une classe ou d'une domination nouvelle.»*<sup>170</sup>

Bakounine était un communiste libertaire avant la lettre.

(1983, in *A la recherche d'un communisme libertaire*.)

# Le «socialisme» par en haut de Lénine

A l'aube du socialisme prolétarien, dans les circonstances et dans les pays où le prolétariat était encore une faible minorité, manquant de conscience politique et relativement incapable d'initiative révolutionnaire, une avant-garde issue des classes instruites, c'est-à-dire bourgeoises, tendit à se substituer à lui, à penser et à vouloir pour lui, et elle s'organisa pour tenter de prendre le pouvoir indépendamment de lui, en recourant aux moyens de la clandestinité et de la conspiration. Tel fut le cas de la Conspiration des Égoux, en 1796, dirigée par Babeuf, de celle des Saisons, en 1839, fomentée par Blanqui. *«Grâce au ciel, écrivait Blanqui en 1852, il y a beaucoup de bourgeois dans le camp prolétarien. Ce sont eux qui en font même la principale force. [...] Ils lui apportent un contingent de lumière que le peuple malheureusement ne peut encore fournir. Ce sont des bourgeois qui ont levé les premiers drapeaux du prolétariat, qui ont formulé les doctrines égalitaires, qui les propagent.»*<sup>171</sup>

Engels a très exactement défini les conceptions fondamentales du «blanquisme» lorsqu'il écrivit que les blanquistes *«élevés à l'école de la conspiration, liés par la stricte discipline qui lui est propre [...] partaient de cette idée qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés étaient capables, le moment venu, non seulement de s'emparer du pouvoir, mais aussi, en déployant une grande énergie et de l'audace, de s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la Révolution et à la rassembler autour de la petite troupe directrice. Pour cela, il fallait avant toute autre chose la plus stricte centralisation dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire.»*<sup>172</sup> Il fallait une *«organisation militaire.»*<sup>173</sup> Et Kautsky a précisé que, pour les blanquistes, *«le prolétariat, qui était trop ignorant et démoralisé pour s'organiser et se diriger lui-même, devait être organisé et dirigé par un gouvernement composé de son élite instruite, quelque chose comme les jésuites du Paraguay qui avaient organisé et gouverné les Indiens.»*<sup>174</sup>

Mais si en France, en 1839, le mouvement ouvrier ne s'était pas encore affirmé et si la première moitié du règne de Louis-Philippe fut dominée par les conspirations des sociétés secrètes républicaines, la rapide industrialisation du pays et l'éducation du prolétariat donnèrent brusquement naissance, à partir de 1840, à un mouvement spécifiquement ouvrier, d'abord plus corporatif que politique, mais bientôt «politisé». On sait combien fut important le rôle des ouvriers dans la révolution de 1848. Cette entrée en scène de la classe ouvrière frappa le blanquisme de caducité. Dès 1847, Marx et Engels condamnerent ses méthodes, désormais périmées: *«Nous ne sommes pas des conspirateurs qui veulent, à un jour déterminé, déclencher une révolution.»* *«Les communistes [...] savent que les révolutions ne se font pas de propos délibéré et à volonté, que partout et de tout temps elles furent la conséquence nécessaire de circonstances tout à fait indépendantes de la volonté et de la direction de tels et tels partis.»*<sup>175</sup> En 1850, Marx écrit que la préoccupation des conspirateurs est, *«artificiellement, d'improviser une révolution sans les conditions d'une révolution»*, il leur reproche leur mépris pour l'éducation de classe des ouvriers. Et il répète que, pour eux, *«au lieu de la situation réelle, c'est la simple volonté qui devient la force motrice de la révolution.»*<sup>176</sup>

Marx et Engels avaient saisi que ce volontarisme impliquait une évaluation pessimiste du rôle du prolétariat, une sous-estimation aristocratique de sa capacité politique. Et ils affirmaient avec force: *«Les communistes [...] n'ont pas d'intérêts séparés de ceux du prolétariat tout entier. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien. [...] Ils représentent constamment l'intérêt du mouvement total.»* La théorie communiste n'a pas été apportée au prolétariat du dehors, elle est née de l'expérience même des révolutions populaires (en premier lieu, de la Révolution française) et de la pratique, par le prolétariat, de la lutte de classes: *«Les conceptions théoriques des communistes, déclarent Marx et Engels, ne reposent nullement sur des idées, sur des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions effectives d'une lutte de classes [...] qui existe, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux.»*<sup>177</sup>

Mais, dès sa naissance, la pensée marxiste était sur ce point quelque peu ambivalente et l'on pouvait déjà y discerner une certaine tendance à sous-estimer le rôle propre du prolétariat, au profit de celui attribué à son avant-garde consciente. *«Pratiquement, les communistes sont [...] la fraction la plus résolue des partis ouvriers [...], celle qui pousse toujours en avant ; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien.»*<sup>178</sup> Ici peut-être se dessine déjà l'idée d'une différenciation entre le prolétariat et les chefs communistes, d'une supériorité des seconds par rapport au premier. Ne peut-on lire entre les lignes que l'«avantage» ainsi souligné conférerait aux communistes un droit «historique» à diriger le prolétariat ?

Pourtant, cet «avantage», Marx ne veut pas s'en servir pour dicter aux ouvriers leur ligne de conduite. Beaucoup plus tard, en 1872, il précisera que le programme de l'Internationale *«se limite à tracer les grands traits du mouvement politique et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions socialistes dans leurs organes et leurs congrès.»*<sup>179</sup>

Cependant, l'épigone de Marx, Karl Kautsky, infléchira le marxisme dans un sens plus autoritaire. Il est *«entièrement faux»*, prétendra ce dernier, que la conscience socialiste soit le résultat nécessaire, direct de la lutte de classe prolétarienne. Le socialisme et la lutte de classe ne s'engendrent pas l'un l'autre. Ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste surgit de la science. Le porteur de la science n'est pas le prolétariat, ce sont les intellectuels bourgeois. C'est par eux que le socialisme scientifique a été *«communiqué»* aux prolétaires. *«La conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément.»*<sup>180</sup>

Il est vrai que, par la suite, Kautsky atténua quelque peu l'outrance de ses formules. Tout en persistant à soutenir que le mouvement ouvrier est incapable de produire à lui seul l'idée socialiste, il admit tout de même qu'il produit, au moins, l'«instinct socialiste», qu'il amène l'ouvrier à éprouver *«le besoin du socialisme»* et que, si les ouvriers ont à se faire instruire par les intellectuels bourgeois, ces derniers ont, en retour, *«à se faire instruire par les ouvriers.»*<sup>181</sup> Mais

la concession de Kautsky laisse tout de même intacte l'idée essentielle. Et cette idée est une idée autoritaire, d'inspiration beaucoup plus jacobine et blanquiste que socialiste. Pour un communiste libertaire, en effet, la «théorie» révolutionnaire est certes indispensable, mais elle est, pour une large part, produite de bas en haut par l'expérience même des luttes populaires. Et cette «théorie», pour ne pas demeurer dans l'abstrait, pour ne pas courir le risque de s'égarer, a besoin d'être vérifiée, à chaque instant, vivifiée, nourrie, rectifiée par l'usage qu'en font ceux au nom desquels elle est exprimée et à qui elle est destinée: les travailleurs.

D'ailleurs, le problème ne peut pas être envisagé dans l'absolu, mais comme l'a vu Rosa Luxemburg, dans le mouvement dialectique de l'Histoire. Plus le prolétariat augmente en nombre et en conscience, moins l'avant-garde instruite est fondée à se substituer à lui. C'est Marx lui-même qui, éclairé par l'éveil du prolétariat français, écrivait, dès 1845 (dans un jargon encore un peu trop philosophique) qu'*«avec la profondeur de l'action historique croîtra le volume de la masse engagée dans l'action»*.<sup>182</sup> Au fur et à mesure que la cécité de la masse recule devant son éducation, la base sociale sur laquelle reposaient les chefs s'effondre sous les pieds de ceux-ci. C'est la masse qui devient la dirigeante et ses chefs ne sont plus que les organes exécutifs de son action consciente. Ce processus certes, n'est pas instantané et il ne suit pas une ligne droite. Sans doute, comme l'écrit Rosa, *«la transformation de la masse en dirigeante sûre, consciente, lucide, la fusion rêvée par Lassalle de la science avec la classe ouvrière, n'est-elle et ne peut-elle être qu'un processus dialectique, puisque le mouvement ouvrier absorbe d'une façon ininterrompue des éléments prolétariens nouveaux ainsi que des transfuges d'autres couches sociales. Toutefois, telle est et telle demeurera la tendance dominante du mouvement socialiste : l'abolition des dirigeants et de la masse dirigée.»*<sup>183</sup>

C'est dans cette perspective historique, et non dans l'absolu, répétons-le, qu'il convient d'examiner les conceptions d'organisation formulées, de l'émigration, entre 1901 et 1904, c'est-à-dire sous le tsarisme, par Lénine.

Aux alentours de 1875, le mouvement révolutionnaire russe se trouvait dans une situation offrant certaines analogies avec celle du mouvement révolutionnaire français d'avant 1840. Dans un immense pays arriéré et non industrialisé, le prolétariat n'existait encore qu'à l'état embryonnaire. Cette situation particulière donna naissance à une variété russe de blanquisme. Tkatchev préconise la prise du pouvoir au moyen d'une conjuration fomentée par une minorité consciente ; c'est un autoritaire, un jacobin qui ne croit pas du tout à l'initiative populaire, à la spontanéité des masses: *«Ni à présent ni dans l'avenir, écrivait-il, le peuple livré à lui-même n'est capable d'accomplir la révolution sociale. Nous seuls, minorité révolutionnaire, pouvons ou devons le faire. [...] Le peuple ne peut se sauver lui-même [...], ne peut donner corps et vie aux idées de la révolution sociale. [...] Le peuple privé de dirigeants n'est pas à même d'édifier un monde nouveau. [...] Ce rôle et cette mission appartiennent exclusivement à la minorité révolutionnaire.»*<sup>184</sup>

Quand le prolétariat, parallèlement à l'industrialisation de la Russie entre 1890 et 1900, fit son entrée en scène,<sup>185</sup> Lénine, tout comme Marx et Engels l'avaient fait pour Blanqui, comprit que la condition de la révolution sociale en Russie, c'était l'organisation du prolétariat, et il écarta comme périmées les méthodes strictement conspiratives et volontaristes des disciples de Tkatchev. Pourtant, il garda pour elles une admiration mal contenue<sup>186</sup> et, comme on va le voir, il demeura, dans une certaine mesure, sous leur emprise. Le prolétariat s'était manifesté par de grandes grèves à Saint-Petersbourg en 1896-1897 et, pour la première fois, le 1er mai 1898, par une grève politique.<sup>187</sup> Néanmoins son activité était surtout revendicative et il manquait encore de conscience politique. En outre, la Russie était soumise à un régime autocratique et policier qui obligeait l'action révolutionnaire à revêtir des formes strictement clandestines.

De ces prémices, Lénine crut pouvoir déduire une théorie relativement pessimiste de la capacité politique des masses ouvrières. Les ouvriers, selon lui, dispersés, opprimés, abêtis par le capitalisme<sup>188</sup>, ne pouvaient pas encore, dans leur large majorité, posséder une conscience de classe socialiste et celle-ci ne pouvait leur être apportée que du dehors. Le mouvement ouvrier était incapable de s'élaborer lui-même une idéologie indépendante. Et généralisant, de façon abusive, Lénine prétendait: *«L'histoire de tous les pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre les patrons.»*<sup>189</sup> De cette généralisation fallacieuse, il déduisait la conclusion non moins contestable que l'avant-garde révolutionnaire a pour tâche de *«combattre la spontanéité»* du prolétariat. S'incliner devant cette spontanéité, ce serait ramener l'avant-garde à n'être qu'une *«simple servante»* du mouvement ouvrier. *«Toute soumission à la spontanéité du mouvement ouvrier, toute restriction du rôle de l'élément conscient' [...] signifie [...] qu'on le veuille ou non, un renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers.»*<sup>190</sup>

Lénine rejetait délibérément la conception matérialiste marxiste selon laquelle le socialisme est le produit de l'expérience et des luttes des masses populaires. S'appuyant sur le passage de Kautsky qui a été cité plus haut, mais se gardant de rappeler les correctifs (insuffisants) que ce dernier y avait ensuite apportés, il soutenait la thèse idéaliste et blanquiste que *«la doctrine socialiste [...] a surgi des théories philosophiques, économiques, élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels»* et il ajoutait : *«Par leur situation sociale, les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient des intellectuels bourgeois.»*<sup>191</sup> Il proclamait à juste titre: *«Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire»*,<sup>192</sup> mais cette théorie il la voyait sortir toute armée du cerveau des dirigeants et être dispensée ensuite du sommet à la base ; il vilipendait comme *«anarchiste»* la conception inverse qui puise la théorie dans l'expérience même des luttes ouvrières et la fait remonter de la base au sommet ; il optait carrément pour le centralisme, le bureaucratisme (le mot vient sous sa plume) contre le démocratisme *«qui va jusqu'à l'anarchisme»*.<sup>193</sup>

Lénine voulait que l'avant-garde des initiés soit composée, par priorité, de *«révolutionnaires professionnels»*, de *«gens dont la profession est l'action révolutionnaire»*, qui vivent *«aux frais du parti»*, qu'elle soit *«une organisation de révolutionnaires capables de diriger la lutte émancipatrice du prolétariat»*. *«Sans cette avant-garde professionnelle, tranchait-il, aucune classe de la société contemporaine ne peut mener fermement la lutte»*.<sup>194</sup> L'avant-garde devait être conçue, dans les termes mêmes employés par Blanqui, comme une *«organisation militaire»* fortement hiérarchisée et disciplinée.<sup>195</sup> Et Lénine de soutenir que le prolétaire se soumet plus aisément que l'intellectuel à une telle discipline, à une telle organisation parce qu'il a été à la dure école de la *«fabrique»*.<sup>196</sup> Argument spécieux, car si l'«école de la

fabrique» est, certes, dans un certain sens, une école de coopération et d'organisation, elle était aussi, et tout particulièrement sous le régime tsariste, comme Lénine est obligé d'en convenir, une école d'obéissance passive et de soumission.

Sans doute cette conception outrancière comportait-elle, dans la pensée de Lénine, un certain nombre de correctifs. Il s'empressait d'accepter le sobriquet de «jacobin» dont l'affublaient ses adversaires mencheviks, mais à condition de le compléter ainsi: un «*jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat, devenu conscient de ses intérêts de classe*».197 A ceux qui lui objectaient qu'un parti ainsi conçu n'était qu'une «*association de conspirateurs*», il répondait qu'ils avaient «*très mal compris*» sa pensée, que, pour lui, «*le parti doit n'être que l'avant-garde, le guide de l'immense masse ouvrière*»198 et que l'organisation des révolutionnaires professionnels n'a de sens qu'en relation avec «*la classe vraiment révolutionnaire se soulevant élémentairement à la lutte*». La précondition fondamentale de sa conception, c'est que la classe ouvrière, dont l'élite a créé le parti révolutionnaire, «*se distingue pour des raisons économiques objectives de toutes les classes de la société capitaliste par la capacité d'organisation maximale*». «*Sans cette précondition, l'organisation des révolutionnaires professionnels n'eût été qu'un jeu, une aventure.*»199 Et il tempère quelque peu son hostilité à la spontanéité des masses: celle-ci exige de l'avant-garde une haute conscience. «*La lutte spontanée du prolétariat ne deviendra une véritable lutte de classe que lorsqu'elle sera dirigée par une forte organisation révolutionnaire.*»200

Cependant, malgré ces correctifs, un hiatus subsiste dans l'esprit de Lénine, à l'orée du siècle, entre l'avant-garde et la masse. Le parti, selon lui, ne saurait être confondu avec la classe.201 La masse travaille sous le contrôle et la direction du parti, elle «*se serre autour de lui*», elle «*gravite*» autour de lui, mais dans sa grande majorité, elle n'y entre pas et ne doit pas y entrer. Le cercle clandestin de dirigeants met en mouvement la plus grande masse possible, il s'élargit vers des éléments prolétariens, liés à un travail de masse ouvert,202 mais il ne se fond avec la masse que jusqu'à un certain point.203 S'il aspire à recruter des ouvriers, c'est pour les transformer en révolutionnaires professionnels, en chefs.204 Lénine croit aussi réfuter victorieusement ceux qui l'accusaient de vouloir imposer du dehors le socialisme à la classe ouvrière. Mais Bakounine, bien avant lui, avait montré qu'une petite minorité dirigeante risque de dominer la classe, même si elle est composée de travailleurs: «*Oui, bien sûr, d'ex-travailleurs qui, sitôt qu'ils seront devenus dirigeants [...], cesseront d'être des travailleurs et commenceront à regarder de haut en bas les masses laborieuses. Dès ce moment ils ne représenteront plus le peuple mais eux-mêmes et leurs propres prétentions à gouverner le peuple.*»205

Mais bientôt, harcelé par les critiques des mencheviks et par celles de Trotski, de Rosa Luxemburg (tout comme jadis, Marx et Engels l'avaient été par celles des bakouninistes), Lénine admettait qu'il avait quelque peu exagéré lorsqu'il prétendait, de façon trop absolue et trop générale, que livré à lui-même le mouvement ouvrier ne peut qu'être subordonné à l'idéologie bourgeoise. S'il avait dit quelque chose de ce genre, c'était emporté par l'ardeur d'une polémique contre des adversaires de tendance (les «*économistes*») qui réduisaient le mouvement ouvrier à un syndicalisme étroit et réformiste. La baguette que ces derniers avaient courbée dans un sens, il l'avait ployée, lui, dans le sens contraire. Mais ce n'était que pour mieux la redresser.206 Singulière façon de corriger une erreur que de tomber dans l'excès inverse ! Et il estimait utile de préciser que le socialisme scientifique s'était formé «*en étroite connexion avec la croissance du mouvement ouvrier en général*»,207 que la théorie révolutionnaire «*n'est pas [...] un dogme tout fait*», mais qu'elle «*se forme [...] en liaison étroite, avec pratique d'un mouvement réellement révolutionnaire embrassant réellement les masses*».208 Il admettait que dans ses écrits antérieurs s'étaient glissées des outrances. C'étaient là des symptômes comme il s'en manifeste dans un mouvement manquant encore de maturité. Il s'agissait maintenant de rompre avec beaucoup de petites choses inhérentes à la vie des petits cercles clandestins, héritées du passé et ne correspondant plus aux tâches du présent.209

Lénine invoquait également l'excuse de la nécessité. Dans un pays autocratique, il était indispensable, pour des raisons de précaution élémentaire, de n'ouvrir les rangs du parti qu'à ceux qui faisaient de la révolution un métier.210 D'autre part, la mollesse, l'inconstance, l'amateurisme, l'«*anarchie*» en un mot, qui seraient, selon lui, dans le caractère russe, et qui, en particulier, auraient sévi dans le parti socialiste de l'époque, et notamment parmi l'intelligentsia, avaient entraîné Lénine à exagérer à dessein ses conceptions autoritaires et centralistes.211

Une autre excuse se présentait, mais Lénine ne pouvait l'invoquer sans manquer à la modestie. Les défauts de son système d'organisation étaient, dans une certaine mesure, compensés (souvent même corrigés) par son génie. C'est parce qu'il avait la conviction inébranlable d'avoir raison, et d'avoir raison dans l'intérêt du prolétariat, qu'il affirmait avec tant de certitude la primauté de la «*théorie*», le rôle dirigeant du parti, l'orientation «*du sommet à la base*», l'organisation hiérarchique des révolutionnaires professionnels en tant qu'instruments d'exécution de son exceptionnelle perspicacité.212 Trotski fera de même lorsqu'il mènera à la baguette la IVe Internationale.

En outre, un partisan aussi convaincu que l'était Lénine de l'organisation centralisée savait, le moment venu, s'évader du fétichisme de l'appareil. Sa remarquable aptitude à sentir la température des masses l'orientait personnellement, bien qu'il soutînt théoriquement le contraire, de bas en haut. Trotski n'a pas entièrement tort de soutenir qu'il exprimait personnellement la pression de la classe sur le parti, du parti sur l'appareil, qu'il ne représentait pas, lui, l'appareil, mais la véritable avant-garde du prolétariat, qu'il voyait avant tout dans l'appareil une sorte de levier pour augmenter l'activité des ouvriers avancés. C'était vrai, au moins dans une certaine mesure.213

Enfin, se superposant à son dogmatisme et à sa rigidité, Lénine avait une flexibilité d'esprit, un sens de l'opportunité rarement en défaut, une faculté de se déjuger et de changer brusquement son fusil d'épaule qui assouplissaient la raideur militaire et bureaucratique de l'appareil par lui formé.214 Les défauts intrinsèques de ses conceptions d'organisation étaient quelque peu atténués par la présence de sa personne à la tête de l'organisation. Quand il tombera malade puis disparaîtra, ces défauts s'aggraveront pour devenir finalement monstrueux.

Mais le rayonnement de ce génie avait son revers. Il était trop dominant. La puissance de sa pensée freinait jusqu'à un certain point le développement indépendant de ses collaborateurs. Entre eux et lui il y avait une «*grande brèche*». Le parti n'existait que par lui. Ses lieutenants, livrés à leur propre initiative, pataugeaient, déraillaient, commettaient d'énormes bévues.215 Telles sont les tares fatales d'un type d'organisation qui prétend à tort tirer son inspiration non

de la «volonté collective d'un peuple», mais d'une seule tête, si géniale qu'elle soit,<sup>216</sup> comme disait Bakounine.

Les conceptions d'organisation de Lénine lui attirèrent, à l'époque, de véhémentes critiques. Quand elles émanaient de mencheviks plus ou moins opportunistes tels que Martov ou Axelrod, il lui était trop facile de les repousser du pied en se bornant, de façon d'ailleurs trop simpliste, à traiter ses adversaires de «*modernes girondins*», alors qu'il se faisait gloire d'être lui-même, comme on le lui reprochait, un «*moderne jacobin*».<sup>217</sup> Cependant, les critiques les plus dévastatrices, les plus solidement étayées et donc les plus difficilement réfutables, provenaient non de militants guettés par l'opportunisme, mais de révolutionnaires authentiques, de marxistes éprouvés, tels que Rosa Luxemburg et Léon Trotski.<sup>218</sup>

Ce «jacobinisme», ce «blanquisme» que Lénine revendiquait avec orgueil, Rosa tout comme Trotski — simultanément, au cours de l'été 1904 — les condamnaient, eux, comme périmés. De l'avis de Rosa, on ne pouvait transposer mécaniquement les principes d'organisation blanquistes de cercles de conjurés dans l'âge du socialisme, c'est-à-dire du prolétariat organisé et pénétré d'une conscience de classe. Pour le mouvement ouvrier européen, soutenait Trotski, les stades du «jacobinisme» et du «blanquisme» étaient depuis longtemps dépassés. En Russie, certes, il correspondait encore à la psychologie politique retardataire de l'intelligentsia révolutionnaire. Mais «*il n'y a pas de quoi être fiers*, écrivait-il, *si, par suite de notre retard politique, nous sommes encore attardés dans le jacobinisme*».

La formule léniniste du «*jacobinisme lié indissolublement à l'organisation du prolétariat*» paraissait à tous deux une formule malheureuse : «*En vérité la social-démocratie n'est pas liée à l'organisation de la classe ouvrière*, s'écriait Rosa, *elle est le mouvement propre de la classe ouvrière*.» A quoi bon ajouter le correctif «*lié à l'organisation du prolétariat*», interrogeait Trotski, si l'on conserve en même temps une psychologie jacobine de défiance envers les masses ? Et il ajoutait : «*Ce n'est pas par hasard que Lénine a donné une telle définition qui n'est autre qu'un attentat théorique contre le caractère de classe de notre parti, attentat non moins dangereux que le réformisme*».

Rosa dénonçait l'«*impitoyable centralisme de Lénine*», les pouvoirs exorbitants que s'arrogeait le comité central en matière de sélection et de mesures disciplinaires, la soumission absolue et aveugle des organisations locales du parti à l'instance centrale. Les membres du parti ne sont plus que les instruments, les agents d'exécution de «*Son Altesse le Comité central*». Et elle rejetait comme une grosse erreur l'idée de substituer, même à titre provisoire, le pouvoir absolu d'un comité central à celui de la majorité des ouvriers conscients dans le parti.

Trotski s'élevait de même contre l'épuration mécanique par en haut, au moyen des exclusions, rétrogradations et privations de droits. Il dénonçait, lui aussi, le «*substitutisme*» de Lénine : d'abord, l'appareil du parti se substitue au parti, ensuite le comité central se substitue à l'appareil et, enfin de compte, un «*dictateur*» unique se substitue au comité central. La conception de l'organisation de Lénine était celle d'un parti se substituant à la classe ouvrière, agissant par procuration en son nom, sans égard pour ce qu'elle pouvait penser et sentir, en un mot, une théocratie orthodoxe.

Rosa s'indignait de voir Lénine prêter au prolétariat une sorte de goût masochiste pour «*les rigueurs d'une discipline impitoyable*» et reprendre à son compte, après avoir simplement substitué à l'autorité de la bourgeoisie celle du comité central, la sorte de discipline inculquée au prolétariat par la bourgeoisie tsariste, la discipline de l'usine et de la caserne. Et elle rétorquait : «*Ce n'est qu'en extirpant jusqu'à la dernière racine ces habitudes d'obéissance et de servilité que la classe ouvrière pourra acquérir le sens d'une discipline nouvelle, de l'autodiscipline, librement consentie*.» Et Trotski, lui aussi, s'élevait contre une forme de discipline qui supprime la force vitale du mouvement.

Dans un mouvement authentiquement socialiste, affirmait Rosa, les progrès de la conscience et de l'organisation ne peuvent être opérés mécaniquement mais constituent un processus continu et démocratique ; d'autre part, il n'existe pas de recettes tactiques toutes faites qu'un comité central puisse enseigner à ses troupes comme dans une caserne. Et Rosa affirmait avec force : «*Le mouvement socialiste est dans l'Histoire [...] le premier qui compte [...] sur l'organisation et sur l'action directe et autonome de la masse. [...] Le seul 'sujet' auquel incombe aujourd'hui le rôle de dirigeant est le 'moi' collectif de la classe ouvrière*.» Sans doute, pour Rosa, l'initiative et la direction des luttes ouvrières «*incombent naturellement au noyau du prolétariat le plus organisé et le plus éclairé, le noyau socialiste*», mais seulement dans une certaine mesure : «*Les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école. [...] Jamais le mouvement de classe du prolétariat ne doit être conçu comme mouvement d'une minorité organisée. [...] Toute véritable grande lutte de classe doit reposer sur l'appui et la collaboration des masses les plus étendues et une stratégie de la lutte de classe qui [...] serait faite uniquement à la mesure des marches bien exécutées d'une minorité serait vouée par avance à un pitoyable fiasco*».<sup>219</sup>

Trotski, de son côté, expliquait que, si Lénine avait voulu imposer avec une telle rudesse à l'intelligentsia russe l'orthodoxie marxiste, c'est qu'il espérait entraîner les intellectuels à devenir les chefs éprouvés d'un mouvement ouvrier manquant encore de maturité et de confiance en lui-même. Mais, en procédant ainsi, Lénine avait tenté de forcer l'allure de l'Histoire et de tels artifices ne pouvaient tenir lieu de succédané à un prolétariat éduqué politiquement. En effet, pour préparer la classe ouvrière à la conquête du pouvoir, il fallait développer en elle le sens de la responsabilité et l'habitude d'un contrôle incessant sur tout le personnel exécutant de la Révolution. Mais pour ces «*jacobins*», pour ces partisans du «*substitutisme*», le grand problème de la préparation de la classe ouvrière à la conquête du pouvoir était remplacé par la mise sur pied d'un appareil. Ils ramenaient tout à une technique de sélection d'exécutants disciplinés.

Invoquant l'exemple de la Commune de Paris, Trotski, fidèle en ceci aux enseignements de Marx, rappelait qu'elle avait été composée de tendances variées et souvent opposées. Mais ses contradictions, elle les résolut, et elle ne pouvait les résoudre autrement, au moyen de la confrontation des divers points de vue, au moyen de larges discussions. Un appareil fort ne saurait étouffer purement et simplement ces courants et ces divergences dans le dessein de raccourcir et de faciliter un processus d'éclaircissement. Celui-ci ne peut être esquivé simplement en se contentant d'installer au-dessus du prolétariat une minorité bien sélectionnée ou même une seule personne, armée de pouvoirs

disciplinaires. La Commune a justement démontré que l'unique fondement du socialisme est un prolétariat indépendant et non pas une classe à laquelle on aurait inculqué un esprit d'effacement devant un appareil installé au-dessus d'elle. Le socialisme est basé sur la confiance dans l'instinct de classe des travailleurs et dans leur capacité à comprendre leur mission historique.

Rosa dénonçait prophétiquement les traits conservateurs et stérilisants du «*substitutisme*» bureaucratique. On ne faisait que renforcer jusqu'à un degré très dangereux le conservatisme naturellement inhérent à l'appareil : «*L'ultracentralisme défendu par Lénine nous paraît comme imprégné, non point d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile du veilleur de nuit. Tout son souci tend à contrôler l'activité du parti et non à le féconder, à rétrécir le mouvement plutôt qu'à le développer.*» Et elle exprimait la crainte que le mouvement révolutionnaire autonome de la classe ouvrière fût transformé en instrument des ambitions des intellectuels du comité central. «*Nous ne saurions concevoir de plus grand danger pour le parti socialiste russe que les plans d'organisation proposés par Lénine. Rien ne pourrait plus sûrement asservir un mouvement ouvrier, encore si jeune, à une élite intellectuelle, assoiffée de pouvoir, que cette cuirasse bureaucratique où on l'immobilise.*»

Et Trotski, lisant avec non moins de prescience dans l'avenir, dénonçait «*tous ceux à la conscience desquels la logique historique du mouvement de classe parle moins que la logique bureaucratique de leur plan d'organisation*», que leur «*formalisme organisationnel*».

La perspicacité de Trotski avait d'ailleurs des fondements très précis. Il avait surpris certains disciples de Lénine, appartenant au comité bolchevik de l'Oural, en flagrant délit de blanquisme. Ces militants, poussant les enseignements de leur maître jusqu'à leurs ultimes conséquences, avaient osé déclarer ouvertement que la dictature du prolétariat serait en réalité une dictature sur le prolétariat. Et Trotski commentait en ces termes : «*On dira qu'il s'agit simplement d'une ineptie locale. Mais n'est-il pas frappant que cette ineptie ait correspondu exactement aux critiques formulées par les mencheviks contre Lénine ? Déjà longtemps avant la parution du document ouralien, la délégation sibérienne n'avait-elle pas appelé de ses vœux l'hégémonie d'un seul individu au sein du parti ? Lénine ignorerait-il pour qui dans le système du boulangisme ouralien on prépare le beau rôle ? Proteste-t-il contre le document ? Non, il se tait. [...] Le manifeste ouralien n'est pas une plaisanterie, mais le symptôme d'un danger déjà ancien qui menace le parti. Il faut, au contraire, savoir gré aux camarades ouraliens d'avoir été jusqu'au bout de leur logique.*»

L'aboutissement fatal des conceptions d'organisation qui viennent d'être esquissées, ce fut la notion du rôle dirigeant du parti au lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat : «*En éduquant le parti ouvrier, écrira Lénine en 1917, le marxisme forme l'avant-garde du prolétariat, capable de prendre le pouvoir [...], capable de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'instructeur et le guide de tous les travailleurs.*»<sup>220</sup> Ainsi ce n'est plus le prolétariat en armes, c'est son substitut, le parti, qui gouverne.<sup>221</sup> Isaac Deutscher, Victor Serge commettent une erreur lorsqu'ils croient que cette notion n'était nullement inhérente au programme bolchevik et que personne ne l'avait formulée avant que les circonstances, la vie, la «*nécessité*» ne l'imposent.<sup>222</sup> En réalité, les circonstances objectives n'ont fait que favoriser, que développer jusqu'à l'outrance une conception autoritaire qui, avant l'épreuve du pouvoir, avait déjà mûri subjectivement dans la pensée de Lénine.

Cette conception du parti dirigeant va se fondre dans une conception non moins autoritaire, non moins jacobine de la forme du pouvoir qui doit naître de la révolution prolétarienne.

Dans *L'État et la Révolution*, écrit à la veille de la révolution d'Octobre, Lénine commence par se poser quelque peu en libertaire. L'objectif ultime du socialisme c'est le dépérissement de l'État. Il reprend à son compte les vues de Proudhon sur l'«*incompatibilité absolue du pouvoir avec la liberté*» qu'il résume en une formule aussi brillante que lapidaire : «*Tant que l'État existe, pas de liberté ; quand régnera la liberté, il n'y aura plus d'État.*»<sup>223</sup> Mais une fois ce coup de chapeau donné à l'anarchisme, il s'empresse de préciser que la disparition de l'État ne suivra pas immédiatement la conquête du pouvoir par le prolétariat. Elle ne sera possible qu'après une «*période transitoire*» plus ou moins longue. Il faudra attendre que les conditions de production soient transformées, les classes supprimées. Combien de temps durera ce purgatoire ? Cette double question, Lénine l'écarte d'abord avec humeur : «*Nous n'avons pas de données qui nous permettent de la trancher.*»<sup>224</sup>

En ce qui concerne la durée, «*nous ne la savons pas et ne pouvons pas la savoir, elle dépendra du rythme auquel se déroulera le passage du capitalisme au communisme, car [Lénine songe évidemment à l'état arriéré de la Russie] elle présuppose une tout autre productivité et un tout autre homme qu'aujourd'hui*». L'État ne durera qu'«*un temps*», il durera pendant «*toute la période historique séparant le capitalisme du communisme*». Le processus sera «*lent*», de «*longue durée*». Tenter aujourd'hui d'anticiper sur celui-ci «*équivaut à enseigner les mathématiques supérieures à un enfant de quatre ans*».<sup>225</sup>

Quant à la chose informe, inédite et indéfinissable qui naîtra au lendemain de la Révolution, ce sera un «*État transitoire*», une «*forme révolutionnaire et passagère de l'État*», un État à la fois «*démocratique et dictatorial*», un «*État non politique*», un «*État prolétarien ou demi-État*», «*quelque chose qui n'est plus à proprement parler l'État*», un «*État en voie de dépérissement*», une «*dictature du prolétariat*», une «*dictature provisoire de la classe opprimée*». Cette cascade de définitions variées et embarrassées ouvrira la porte à toutes les interprétations et donc, quand sonnera l'heure de l'application, à tous les abus.

A certains moments, on peut croire que cette «*dictature du prolétariat*», c'est la contrainte exercée, de bas en haut, par le prolétariat en armes, ce que Victor Serge appelle l'«*État-Commune*».<sup>226</sup> Lénine loue Marx pour avoir été «*à l'école de la Commune*» et affirme, avant d'avoir pris le pouvoir, avoir en vue «*la simple organisation armée des masses dont les soviets [...] nous offrent un exemple*». Dans son désir de capter au profit de son parti le puissant mouvement des masses qui, au moment où il écrit, s'exprime spontanément par les soviets, il suggère que les ministères bourgeois soient remplacés par des «*soviets souverains et tout-puissants de députés ouvriers et soldats*», et appelle de ses vœux «*une république démocratique du type de la Commune ou de la république des soviets*».<sup>227</sup>

Mais, à d'autres moments, ce miroir aux alouettes destiné à amener au bolchevisme les masses prolétariennes, fait place à des perspectives beaucoup moins rassurantes. Tant que les conditions de production ne sont pas radicalement transformées, subsistera, dans la répartition des produits, quelque chose que Marx et Lénine appellent tous deux «*le droit bourgeois*». De cette terminologie empruntée imprudemment à l'adversaire, Lénine déduit que «*l'État bourgeois sans bourgeoisie subsiste pendant un certain temps en régime communiste*».228 Plus tard, en 1922, il suggérera que la construction de la société communiste soit confiée, non aux seuls communistes, mais à la bourgeoisie ou aux intellectuels du camp de la bourgeoisie, plus cultivés que les communistes.229

Cet État omnivore semble devoir tout absorber. Déjà, en 1848, on le sait, Marx et Engels projetaient de concentrer tout le capital, toute l'industrie, tous les transports, tout l'échange, entre les mains de l'État.230 Depuis, sous la pression des libertaires, ils mirent beaucoup d'eau dans le vin de cet étatisme. Mais Lénine demeure un rigide «communiste» d'État. Il se fixe pour tâche de se «*mettre à l'école du capitalisme d'État allemand*» : l'«*économie de guerre*» de l'Allemagne de 1914 à 1918.231 L'organisation de la grande industrie moderne par le capitalisme, avec sa «*discipline de fer*»,232 ne le séduit pas moins et il la propose comme modèle. Pour lui le capitalisme d'État est l'«*antichambre du socialisme*» et l'on peut passer de l'un à l'autre «*par de simples décrets*».233 Il se pâme, notamment, devant un monopole d'État capitaliste tel que la Poste et il s'écrie: «*Quel mécanisme admirablement perfectionné ! Toute la vie économique organisée comme la Poste [...], voilà l'État, voilà la base économique qu'il nous faut.*» Si Lénine avait pu lire l'étude de Michel Crozier sur l'administration des chèques postaux,234 peut-être cette lecture eût-elle tempéré son enthousiasme. Vouloir se passer d'autorité et de subordination, ce sont là des «*rêves anarchistes*», tranche-t-il. Son idéal: «*Tous les citoyens*» devenus «*les employés et les ouvriers d'un seul trust universel d'État*», «*toute la société*» devenue «*un grand bureau et une grande fabrique.*»235

Mais Lénine sent bien qu'une telle organisation économique est antinomique du pouvoir du peuple en armes (commune ou soviets) défini et promis plus haut. Alors, faute de pouvoir résoudre cette contradiction, il introduit dans son système étatique un certain nombre de correctifs et de garanties. D'abord, il se berce de l'illusion que, dans la société capitaliste, la grande majorité des fonctions administratives se sont énormément «*simplifiées*» et qu'elles seraient de ce fait, en régime socialiste, «*pleinement accessibles à tous les citoyens, perdant ainsi jusqu'à l'ombre de tout caractère privilégié ou hiérarchique*».236 Ainsi l'État des ouvriers pourrait se substituer à l'État des fonctionnaires.237 Mais il ne semble pas lui-même bien convaincu du plein succès de cette substitution et il se demande comment la classe ouvrière au pouvoir ferait «*pour ne pas tomber sous le joug de nouveaux maîtres*» et empêcher les nouveaux «*fonctionnaires*» «*de devenir eux-mêmes des bureaucrates*». Alors il propose une série de «*précautions*», déjà préconisées par Proudhon,238 telles que l'éligibilité et la révocabilité, une rétribution ne dépassant pas celle du salaire ouvrier et un roulement grâce auquel tous seraient temporairement fonctionnaires sans que personne ne puisse devenir «*bureaucrate.*»239

Mais Proudhon, dès le milieu du XIXe siècle, on l'a vu, avait compris qu'il est impossible d'être en même temps gouvernant et gouverné et que de cette antinomie découlerait, soit la disparition, soit le retour offensif de l'État. Quand le trop ingénieux système ainsi esquissé par Lénine entra quelques mois plus tard en application, la contradiction devait éclater et, la «nécessité» aidant, la seconde hypothèse prévaloir. Lénine lui-même admit, dès 1920, que l'on ne se trouvait plus en présence de l'État ouvrier, rêvé en 1917, mais d'un État «*pas tout à fait ouvrier*», d'un «*État ouvrier sujet à une déformation bureaucratique*».240 Si on lit Victor Serge et Voline,241 on voit que la démocratie directe des soviets, du peuple en armes, tout comme la démocratie directe de 1793,242 ne dura, après Octobre, que l'espace d'un matin. Presque immédiatement elle fut remplacée par le pouvoir d'en haut, par un appareil d'État centralisé et déjà bureaucratique. Mais Serge, anarchiste repent, accepte ce retour offensif du Léviathan, au nom de la «*nécessité*». Rosa Luxemburg, de même, lorsque, au cours de l'été 1918, elle critique sévèrement la «*dictature*» naissante, attribue, elle aussi, les «*erreurs commises*» à la «*contrainte de la nécessité*».243

Mais est-il bien sûr qu'il faille incriminer la seule nécessité ? Sans aucun doute l'effroyable situation dans laquelle se sont trouvés les bolcheviks campés au milieu d'un pays arriéré, isolé, en proie à la guerre civile et à l'intervention étrangère est la cause objective de la liquidation rapide du pouvoir des soviets et de l'instauration d'un État fort. Mais les intentions subjectives semblent avoir joué également un rôle non négligeable. Il faut être aveuglé par le dogmatisme pour ne pas discerner dans le «léninisme», se superposant à des tendances vaguement libertaires et les annihilant, une propension au plus autoritaire des «communismes» d'État.

(1957, modifié en 1984, in *A la recherche d'un communisme libertaire.*)

## De l'autogestion à la bureaucratie soviétique, 1917-1921

Après la révolution de février 1917, les ouvriers s'emparent des usines et s'y organisent en comités ou conseils. Ils prennent ainsi à l'improviste les professionnels de la révolution. De l'aveu même de Lénine, les masses ouvrières et paysannes sont alors «*cent fois plus à gauche*» que les bolcheviks.

Cependant le parti bolchevik, bien qu'encore minoritaire, est la principale force politique révolutionnaire organisée. Il regarde avec méfiance les diverses structures qui lui portent ombrage. La tendance à la socialisation est d'abord canalisée par le contrôle ouvrier. Le décret du 14 novembre 1917 légalise l'ingérence des travailleurs dans la gestion des entreprises, dans le calcul du prix de revient, abolit le secret commercial, oblige les patrons à exhiber leur correspondance et leurs comptes. Les leaders de la révolution ne veulent pas aller au-delà. En avril 1918, ils envisagent encore la construction de sociétés mixtes par actions, auxquelles participerait, avec l'État soviétique, le

capital russe et étranger.

Pourtant, dès le printemps de 1917, la classe ouvrière, organisée dans ses propres institutions, les comités d'usine, a affirmé concrètement sa volonté de dépasser ces mesures transitoires et opposé souvent dans les faits au contrôle ouvrier des bolcheviks sa propre vision des tâches de l'heure : la gestion ouvrière.

Seuls les anarchistes avançaient alors des mots d'ordre d'occupation des terres et des usines, d'expropriation de la bourgeoisie et de suppression de la propriété privée.

Le 20 octobre 1917, à la première Conférence panrusse des comités d'usine, une motion demande «*le contrôle de la production*», en précisant: «*Les commissions de contrôle ne doivent pas être seulement des commissions de vérification mais [...] les cellules de l'avenir qui, dès maintenant, préparent le transfert de la production aux mains des ouvriers.*» Quant aux capitalistes, ils opposent la plus vive résistance à l'application du décret sur le contrôle ouvrier et continuent à refuser l'ingérence des travailleurs dans la production. Les ouvriers répondent à ce boycott en s'emparant de l'usine et en la remettant en marche pour leur propre compte. Très vite le contrôle ouvrier doit céder la place à la socialisation.

Pendant plusieurs mois après la révolution ce mouvement, déjà engagé avant octobre, va s'amplifiant. Les travailleurs assument un rôle grandissant dans l'ensemble des problèmes de gestion de nombreuses entreprises. Dans beaucoup d'entre elles, après la fuite des anciens propriétaires ou leur expropriation, ils sont désormais les seuls maîtres.

Ce mouvement spontané de la classe ouvrière est à l'opposé de l'idéologie traditionnelle de Lénine et du Parti bolchevik. De longue date, depuis le *Que faire ?* de 1902, [244](#) ce sont des autoritaires, férus des notions d'Etat, de dictateur, de centralisation, de parti dirigeant, de gestion de l'économie par en haut, toutes choses en contradiction avec une conception libertaire de la démocratie soviétique.

Dans la brochure *L'Etat et la Révolution*,[245](#) rédigée et non terminée à la veille de l'insurrection d'Octobre, Lénine prend pour modèle le capitalisme d'Etat allemand, l'économie de guerre (*Kriegswirtschaft*). Il exalte le monopole des Postes : «*Quel mécanisme admirablement perfectionné ! Toute la vie économique organisée comme la Poste [...] voilà l'Etat, voilà la base économique qu'il nous faut.*» Vouloir se passer d'«*autorité*» et de «*subordination*», ce sont là, tranche-t-il, des «*rêves anarchistes*». Tous les citoyens deviennent «*les employés et ouvriers d'un seul trust universel d'Etat*», toute la société est convertie en «*un grand bureau et une grande fabrique*».

Seules, donc, des considérations d'ordre tactique ont poussé en 1917 les bolcheviks à soutenir des pratiques qui, telles celles des comités d'usine, heurtent de front leurs convictions les plus profondes. Mais ils vont se retourner contre eux une fois au pouvoir.

La contradiction entre le langage d'apparence libertaire et les traits autoritaires de la pensée léniniste est si flagrante qu'elle va bientôt se traduire dans les faits. Elle est accélérée par la désorganisation des transports, la pénurie de techniciens et, surtout, par les terribles circonstances de la guerre civile, de l'intervention étrangère. Les dirigeants bolcheviks sont poussés à prendre des mesures d'exception, la dictature, la centralisation, le recours à la «*poigne de fer*».

Le pouvoir à la base n'aura duré en fait que quelques mois, d'octobre 1917 au printemps de 1918. Très vite, les comités d'usine sont dépouillés de leurs attributions.

Ainsi, le décret du 14 novembre 1917 déjà cité, après avoir précisé les pouvoirs des comités d'usine, s'empresse de définir les limites — étroites — de leur autonomie. Le contrôle ouvrier «*instauré dans l'intérêt d'une réglementation planifiée de l'économie nationale*» (article 1) est organisé sur un mode pyramidal et hiérarchisé, les comités d'usine étant soumis au strict contrôle d'un «*conseil général du contrôle ouvrier*», dont la composition est décidée par le parti.

En fait, les intentions des bolcheviks sont claires : il s'agit pour eux d'intégrer les comités d'usine dans l'ensemble des organisations étatiques, dans leur logique propre d'une économie centralisée et, de fait, bureaucratifiée.

Deux conceptions du contrôle ouvrier s'opposent alors : celle des bolcheviks qui pensent à un contrôle exercé par l'Etat, et celle des comités d'usine qui exigent que le contrôle soit exercé par les ouvriers eux-mêmes, et qui affirment ainsi leur volonté autogestionnaire.

Le mouvement des comités d'usine est devenu gênant. Il est rapidement étouffé par les bolcheviks qui l'annexent aux syndicats en attendant de soumettre les syndicats eux-mêmes.

Le prétexte invoqué est que l'autogestion ne tiendrait pas compte des besoins «*rationnels*» de l'économie, qu'elle entretiendrait un égoïsme d'entreprise se faisant l'une à l'autre concurrence, se disputant de maigres ressources, voulant à tout prix survivre, bien que d'autres usines soient plus importantes «*pour l'Etat*» et mieux équipées.

En fait les bolcheviks s'opposent à toute tentative faite par les comités d'usine pour former leur propre organisation nationale, allant jusqu'à interdire, par le biais des syndicats, qu'ils contrôlaient déjà, la tenue d'un congrès panrusse des comités. Telle est l'hypocrisie d'un parti qui, d'un côté, reproche aux comités d'usine leur vision soi-disant trop localiste et qui, de l'autre, leur interdit de se fédérer pour s'attaquer précisément aux problèmes de l'économie à un échelon régional et national.

Mais la centralisation n'est qu'un aspect de la conception bolchevik de l'économie de transition. Lénine ne tarde pas à marquer ses préférences pour la «*volonté d'un seul*» dans la gestion des usines. Les travailleurs doivent obéir «*inconditionnellement*» à la volonté unique des dirigeants du processus de travail. En même temps il préconise



l'introduction du taylorisme et du salaire aux pièces dans les usines soviétiques.

Sous le nom de «*spécialistes*», d'anciens membres des classes exploiteuses sont réintégrés au sein des entreprises dans leurs fonctions et leurs privilèges.

On a beaucoup épilogué sur ces décisions : pour beaucoup, le recours aux spécialistes bourgeois était nécessaire à la reconstruction de l'économie. Il convient de rappeler ici que le «*Manuel pratique pour l'exécution du contrôle ouvrier dans l'industrie*» sorte de manifeste des comités d'usine de Petrograd, mentionnait la possibilité d'une participation des techniciens aux instances de contrôle, avec voix consultative. Ce que les ouvriers contestent donc, ce n'est pas la présence de ces spécialistes, ni l'utilité de certaines de leurs compétences, mais bien le rétablissement de leurs positions hiérarchiques et de leurs privilèges, salariaux notamment.

Au surplus l'administration est envahie par de nombreux éléments petits-bourgeois, résidus de l'ancien capitalisme russe, qui s'étant bien vite adaptés aux institutions soviétiques, se sont fait attribuer des postes de responsables dans les divers commissariats et entendent que leur soit confiée la gestion économique.

On assiste à l'immixtion croissante de la bureaucratie étatique dans l'économie. Le Congrès panrusse des conseils de l'économie (26 mai-4 juin 1918) décide la formation de directions d'entreprise dont les deux tiers des membres sont nommés par les conseils régionaux ou le Conseil supérieur de l'économie et le troisième tiers seulement élu sur place par les ouvriers. Le décret du 28 mai 1918 étend la collectivisation à l'ensemble de l'industrie, mais, du même coup, transforme les socialisations spontanées des premiers mois de la révolution en simples nationalisations. C'est le Conseil supérieur de l'économie qui est chargé d'organiser l'administration des entreprises nationalisées. Les directeurs et cadres techniques demeurent en fonction en tant qu'appointés de l'Etat.

Pour la façade, des élections aux comités d'usine continuent à avoir lieu, mais un membre de la cellule communiste donne lecture d'une liste de candidats élaborée à l'avance et l'on procède au vote à main levée, en présence des «*gardes communistes*», armés, de l'entreprise. Quiconque se déclare contre les candidats proposés se voit infliger des sanctions pécuniaires (déclassement de salaire, etc.). Les rapports entre les ouvriers et ce nouveau patron redeviennent ceux qui ont existé jadis entre le travail et le capital.

«*Vous devez devenir les cellules étatiques de base*», déclare Lénine le 27 juin 1918, au Congrès des comités d'usine. Ceux-ci n'ont plus l'ombre d'un pouvoir.

Désormais le «*contrôle ouvrier*» est exercé par un organisme bureaucratique : l'inspection ouvrière et paysanne.

La classe ouvrière ne réagit ni assez vite, ni assez vigoureusement. Elle est disséminée, isolée dans un immense pays arriéré et en grande majorité rural, épuisée par les privations et les luttes révolutionnaires, plus encore, démoralisée. Ses meilleurs éléments l'ont quittée pour les fronts de la guerre civile ou ont été absorbés par l'appareil du parti ou du gouvernement. Cependant, assez nombreux sont les travailleurs qui se sentent frustrés de leurs conquêtes révolutionnaires, privés de leurs droits, mis en tutelle, humiliés par l'ignorance ou l'arbitraire des nouveaux maîtres, et qui commencent à prendre conscience de la véritable nature du prétendu «*Etat prolétarien*», de la toute théorique «*dictature du prolétariat*».

(1981, texte de l'intervention de Daniel Guérin lors du colloque sur les mouvements anti-autoritaires intitulé «*De Kronstadt à Gdansk*», organisé par l'UTCL en novembre 1981, in *A la recherche d'un communisme libertaire*.)

## Kronstadt 1921

Les événements tragiques de Gdansk en 1981 ont eu de multiples précurseurs: Prague 1968, Budapest 1956, Berlin-Est 1953. Mais le plus lointain pour les militants d'aujourd'hui, Kronstadt 1921, reste malheureusement exemplaire et annonciateur des pires dérives de la Révolution.

Au début de 1921 la guerre civile, longue de deux ans, a pris fin, mais un dur état d'exception dit «*communisme de guerre*», lui survit. Les travailleurs urbains souffrent, à la fois, de conditions matérielles devenues intolérables du fait de la pénurie de vivres, de combustibles, de moyens de transport et d'un régime de plus en plus dictatorial et totalitaire, qui écrase la moindre manifestation de mécontentement. A fin février, des grèves éclatent à Petrograd, Moscou et dans quelques autres centres industriels. Les travailleurs vont d'une entreprise à l'autre, ferment les usines, attirent dans leurs cortèges de nouveaux contingents d'ouvriers, réclament pain et liberté. Le pouvoir répond par le plomb et la prison, les travailleurs de Petrograd par un meeting de protestation, qui rassemble 10.000 ouvriers.

Kronstadt [ou Cronstadt, sous la forme francisée] est une base navale insulaire, à trente kilomètres de Petrograd, dans le golfe de Finlande. Elle est peuplée de matelots, de soldats et de plusieurs milliers d'ouvriers employés dans les arsenaux de la marine militaire. Les marins de Kronstadt ont joué un rôle d'avant-garde dans les péripéties révolutionnaires de 1917. Ils ont été, selon les termes de Trotski, «*l'orgueil et la gloire de la Révolution*». Les habitants civils de Kronstadt forment une commune libre, relativement indépendante du pouvoir. Au centre de la forteresse une immense place publique tient lieu de forum populaire.

Certes les marins n'ont plus tout à fait, en 1921, les mêmes effectifs, la même composition sociale et ethnique, le même tonus révolutionnaire qu'en 1917 ; mais ils ont conservé une mentalité activiste : ils participent par tradition aux réunions ouvrières de Petrograd. Ils envoient donc aux travailleurs en grève de l'ancienne capitale des émissaires, qui

sont refoulés par les forces de l'ordre. Au cours de meetings de masse tenus sur leur place centrale, ils reprennent à leur compte les revendications des grévistes. A celui du 1er mars, ils sont 16.000 présents, marins, travailleurs et soldats. En présence du chef nominal de l'État, Mikhaïl Kalinine, ils adoptent la résolution suivante qui avait déjà été votée, peu avant, par les matelots d'un de leurs bâtiments de ligne:

*«Ayant entendu les représentants des équipages délégués par l'Assemblée générale des bâtiments pour se rendre compte de la situation à Petrograd, et étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, les matelots décident :*

- 1. D'organiser immédiatement des réélections aux soviets à bulletin secret en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale.*
- 2. D'exiger la liberté de parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les partis socialistes de gauche.*
- 3. D'exiger la liberté de réunion et la liberté des organisations syndicales et des organisations paysannes.*
- 4. D'organiser au plus tard pour le 10 mars 1921 une conférence des ouvriers sans parti, soldats et matelots de Petrograd, de Kronstadt et du département de Petrograd.*
- 5. De libérer tous les prisonniers politiques des partis socialistes, ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins emprisonnés des différents mouvements ouvriers et paysans.*
- 6. D'élire une commission pour la révision des dossiers des détenus des prisons et des camps de concentration.*
- 7. De supprimer toutes les cellules du Parti communiste dans l'armée, car aucun parti ne doit avoir de privilèges pour la propagation de ses idées ni recevoir de l'État des subventions dans ce but. A leur place doivent être créés des cercles culturels élus.*
- 8. De supprimer immédiatement tous les détachements de barrages routiers.*
- 9. D'égaliser la ration pour tous les travailleurs excepté dans les corps de métiers insalubres et dangereux.*
- 10. De supprimer les détachements de combat communistes dans les unités militaires et faire disparaître le service de garde communiste dans les usines et fabriques. En cas de besoin de ces services de garde, les désigner par compagnie dans chaque unité militaire en tenant compte de l'avis des ouvriers.*
- 11. De donner aux paysans la liberté d'action complète sur leur terre ainsi que le droit d'avoir du bétail qu'ils devront soigner eux-mêmes et sans utiliser le travail de salariés.*
- 12. De demander à toutes les unités militaires ainsi qu'aux camarades élèves des écoles militaires de s'associer à notre résolution.*
- 13. D'exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions.*
- 14. De désigner un bureau de contrôle itinérant.*
- 15. D'autoriser la production artisanale libre n'utilisant pas de travail salarié.»*

Ces quinze points seraient à mettre en parallèle avec les vingt et un points des grévistes de Gdansk en août 1980.

C'est, de toute évidence, le monopole du parti dirigeant qui est mis en cause dans la résolution de Kronstadt. Les marins font paraître une nouvelle édition d'un journal, les *Izvestias de Kronstadt*,<sup>246</sup> dont ils ont occupé l'imprimerie. Le Parti communiste, y est-il dit, après s'être arrogé le pouvoir, n'a plus qu'un seul souci: le conserver à tout prix. Il est détaché des masses. Il s'est révélé impuissant à tirer le pays d'un état de débâcle générale. Il a perdu la confiance des ouvriers. Il est devenu bureaucratique. Les soviets, dépouillés de leur pouvoir, sont dénaturés, accaparés et manipulés, les syndicats étatisés. Une machine policière omnipotente pèse sur le peuple, dicte sa loi par des fusillades et la pratique de la terreur. Sur le plan économique règne, au lieu et place du socialisme annoncé, fondé sur le travail libre, un dur capitalisme d'État. Les ouvriers sont de simples salariés d'un vaste trust national, des exploités, tout comme naguère. Les marins de Kronstadt contestent l'infailibilité des chefs de la Révolution.

Ils osent, non pas prendre les armes, comme on les en accusera calomnieusement, mais passer à des actes de rupture. A la suite d'un meeting ils n'hésitent pas à arrêter trois représentants du parti dans la place forte. Non sans raison, car ces commissaires les ont traités de traîtres et de contre-révolutionnaires, les ont menacés des pires châtiments. Les marins, d'ailleurs, ne leur toucheront pas un cheveu. Après la chute de Kronstadt, les mêmes commissaires seront parmi leurs massacreurs les plus zélés. Mais les chefs bolcheviks ressentent ces arrestations comme outrageantes. Ils y répondent en faisant incarcérer et traiter en otages les familles des marins résidant à Petrograd. Ces prises d'otages indignent les Kronstadiens.

Lénine a identifié, une fois pour toutes, la Révolution avec l'appareil sacro-saint de son parti. Tout ce qui va à l'encontre de ce mythe est présumé «contre-révolutionnaire». Il croit voir toute son orthodoxie autoritaire remise en cause. L'hydre de la guerre civile, de l'intervention étrangère aurait-elle encore des têtes ? Kronstadt lui paraît particulièrement mal venu du fait que la dictature bolchevique prétend s'exercer au nom du prolétariat. Or, la voici contestée, cette

dictature, par les ouvriers mêmes de Petrograd, ville qui a été le théâtre de la révolution d'Octobre. Non seulement par ces prolétaires, mais aussi par les légendaires marins de Kronstadt, à leur suite et par solidarité avec eux. D'où l'anxiété de Lénine, d'où sa volonté personnelle d'étouffer le soulèvement.

Quel rôle joua Trotski en la circonstance ? Dans une controverse rétrospective, en 1938, il ne dira pas tout, car, engagé dans une lutte inexorable contre Staline, il lui faudra s'appuyer sur le défunt Lénine. Il ne le mettra pas en cause nommément à propos de Kronstadt. L'écrasement militaire des marins traités de «*mutins*», Trotski l'attribuera à une «*décision générale du gouvernement*». Il ajoutera, dans un écrit posthume, que cette décision a été prise «*à contrecœur*», comme une «*nécessité tragique*». Mais il aura revendiqué personnellement la responsabilité de son application.

Au début de mars 1921, le commissaire du peuple à la Guerre vient de rentrer de l'Oural pour assister, à Moscou, au Xe Congrès du parti. Le Bureau politique l'envoie d'urgence à Petrograd muni du texte d'un ultimatum. Arrivé dans la nuit du 4 au 5 mars, il n'y fait qu'une courte apparition, qu'il passera en 1938 sous silence, juste le temps de lancer sur les ondes, le 5 à 14 heures, la sommation suivante : «*Le gouvernement des ouvriers et des paysans a décrété que Kronstadt et les équipages des navires mutins doivent se soumettre immédiatement à l'autorité de la République soviétique. C'est pourquoi j'ordonne à tous ceux qui ont levé la main contre la patrie socialiste de déposer les armes à l'instant. Ceux qui s'obstineraient seront désarmés et remis aux autorités soviétiques. Les commissaires et les autres représentants du gouvernement arrêtés doivent être libérés sur l'heure. Seuls ceux qui se rendront sans condition pourront compter sur la clémence de la République des soviets. Je donne en même temps l'ordre de préparer l'écrasement de la mutinerie et la réduction des mutins par la force des armes. La responsabilité des dommages qui pourraient en résulter pour la population pacifique retombera entièrement sur les chefs des mutins contre-révolutionnaires.*»

La sommation lancée, Trotski s'éclipse aussitôt pour reprendre sa place au Xe Congrès à Moscou. Il prétendra plus tard, en 1938, n'avoir participé en rien à l'écrasement de la rébellion. Mais Boris Souvarine a retrouvé, dans un recueil de Trotski, publié en russe en 1924 et jamais réédité ni traduit depuis, le texte d'un de ses discours, prononcé le 3 avril 1921 à un défilé en l'honneur des tout récents vainqueurs de Kronstadt. Y est célébré l'«*héroïsme inouï*», non des marins, mais des troupes gouvernementales qui ont «*pris d'assaut une forteresse maritime de premier ordre*». Vraiment, pour Souvarine, le Trotski de 1938 «*était frappé d'amnésie*».

Il est vrai que le commissaire du peuple à la Guerre ne trempera pas personnellement dans les sanglantes répressions perpétrées, à l'instigation de Zinoviev, sur le plan militaire, par le commandant (et futur maréchal) Toukhatchevski, puis, sur le plan policier, par le chef de la Tcheka, Djerjinski. Ajoutons que le même 5 mars où était lancé l'ultimatum, Zinoviev, qui se conduisit en satrape à Petrograd, fit lancer par avion un tract sur Kronstadt. Il y accuse les «*véritables chefs de la rébellion*» de se battre «*pour la restauration du tsarisme*» et conclut sur cette menace hystérique: «*Si vous résistez, on vous tirera comme des perdrix.*» C'est à tort que cette grossièreté a été attribuée à Trotski.

Ayant pris connaissance de l'ultimatum, le soir du 5 mars, les anarchistes américains Emma Goldman et Alexandre Berkman, qui se trouvent à Petrograd, font valoir, dans une supplique adressée à Zinoviev, que l'usage de la force ferait «*un tort incalculable à la Révolution sociale*». Ils adjurent les camarades bolcheviks de régler le conflit par une négociation fraternelle. Quant aux ouvriers grévistes de Petrograd, ils continuent, dans certaines usines, à se solidariser avec Kronstadt, mais la plupart sont troublés par une propagande mensongère, plongés dans le désarroi, soumis à la loi martiale, neutralisés au surplus par un ravitaillement acheminé en hâte. Les assiégés ne pouvaient tirer avantage de leur insularité. A la mi-mars, la glace qui couvre le golfe de Finlande n'a pas encore fondu et ils sont exposés à subir une attaque sur cette banquise. La même raison incite leurs adversaires à les attaquer avant que le dégel ne rende leur position inexpugnable. De puissantes troupes d'intervention sont rassemblées par Toukhatchevski, les unes d'origine asiatique, politiquement arriérées, les autres formées de communistes triés sur le volet et d'une sélection d'aspirants issus des écoles militaires, ceux-là mêmes que les marins, dans leur appel, ont tenté de se concilier. Les assaillants sont camouflés à l'aide de combinaisons blanches. Les marins ont repoussé l'ultimatum. Aucune négociation n'est tentée par la clique de Zinoviev. A partir du 7 mars, les Kronstadtien sont bombardés par canons et avions. Ils n'ont pas les moyens d'une riposte de même nature. Les pièces d'artillerie de leurs forts ne peuvent tirer que vers la mer. Leurs deux navires de ligne, bloqués côte à côte dans la glace, ont un champ de tir très limité. Sous le titre «*Que le monde sache !*» les assiégés lancent par radio un ultime appel: «*Le sang des innocents retombera sur la tête des communistes, fous furieux enivrés par le pouvoir. Vive le pouvoir des soviets !*» Progressant sur la glace du golfe de Finlande, les assiégeants finissent par réduire, le 18 mars, la «*rébellion*» dans une orgie de massacres. Puis ce seront les déportations massives dans le Grand Nord, d'où l'on ne revient pas. Enfin pour ceux qui ont pu se réfugier dans la proche Finlande, c'est la promesse trompeuse d'une amnistie qui conduira la plupart au poteau d'exécution.

Les Kronstadtien se sont imaginé que leur exemple serait contagieux. Mais ils l'ont proposé, cet exemple, d'un îlot lointain, nordique, du golfe de Finlande, relié seulement par radio à la terre ferme. L'immense pays auquel ils font appel est ravagé par deux ans de guerre civile, épuisé, exsangue, à peine sauvé de la contre-révolution extérieure. Ses nouveaux maîtres ont appris à écraser d'une poigne de fer toute dissidence, d'où quelle vienne. De plus les communards de Kronstadt n'ont pas pu croire qu'on oserait les réduire par la force. C'est pourquoi ils ont été gagnés de vitesse. Ils n'ont pas recherché l'affrontement. Comme les communards parisiens de 1871, ils n'ont pas voulu dégainer les premiers. Ils n'ont pas, ou à peine, tenté de «*sorties*» pour porter le combat au-delà de leurs rivages.

En bref, les matelots ont eu trop confiance dans la justesse de leur cause et dans le prestige dû au glorieux passé de Kronstadt. Mais, à part ces handicaps, ils ont, dans l'immédiat, pleine conscience de l'exemplarité de leur soulèvement. Ils lèguent ainsi à la postérité des leçons qui demeurent actuelles.

Ainsi, par exemple, sur le plan des syndicats, leur procès du régime léniniste ressemble fort à celui des syndicats Solidarnosc dans la Pologne d'aujourd'hui [de 1981, note de l'éditeur]: «*Nos syndicats, dit leur journal, n'avaient aucune*

possibilité d'être des syndicats de classe. Les gendarmes communistes s'étaient servis d'eux comme d'un moyen supplémentaire pour exploiter les masses.» Ils revendiquent «le droit à une vaste activité syndicale indépendante». Et ils s'écrient «Créons de nouveaux syndicats libres !» Mais les horizons qu'ils ont entrevus vont bien au-delà. Ils ne se contentent pas de rejeter tout soupçon de collusion avec les contre-révolutionnaires qui, disent-ils, «rêvent de rétablir le knout du tsarisme et de ramener ouvriers et paysans à la condition d'esclaves». Non ! Ils restent des révolutionnaires intraitables. Ils affirment, dans leur journal du 8 mars : «C'est ici, à Kronstadt, que nous avons posé la première pierre de la troisième révolution. Cette nouvelle révolution secouera les masses laborieuses d'Orient et d'Occident, car elle donnera l'exemple d'un nouvel ordre socialiste, en opposition à l'ordre communiste bureaucratique. Les travailleurs, au-delà de nos frontières, sauront vraiment que tout ce qui a été fabriqué chez nous, jusqu'à présent, au nom des ouvriers et des paysans, n'était pas le socialisme.»

(1981, texte de l'intervention de Daniel Guérin lors du colloque sur les mouvements anti-autoritaires intitulé «De Kronstadt à Gdansk», organisé par l'UTCL en novembre 1981, in *A la recherche d'un communisme libertaire*.)

## L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, 1936-1937

L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire est relativement peu connue. Au sein même du camp républicain, elle a été plus ou moins passée sous silence ou décriée. La terrible guerre civile l'a submergée, et la submerge aujourd'hui encore, dans la mémoire des hommes. On ne la trouve point dans le film *Mourir à Madrid*.<sup>247</sup> Et pourtant, elle est peut-être ce que la Révolution espagnole a légué de plus positif : l'essai d'une forme originale d'économie socialiste.

Au lendemain de la révolution du 19 juillet 1936, foudroyante riposte populaire au coup d'État franquiste, nombre de domaines agricoles et d'usines avaient été abandonnés par leurs propriétaires. Les journaliers agricoles, les premiers, décidèrent de continuer à cultiver le sol. Leur conscience sociale semble avoir été encore plus élevée que celle des travailleurs urbains. Spontanément, ils s'associèrent en collectivités. Dès le mois d'août se tint à Barcelone un congrès syndical représentant plusieurs centaines de milliers d'ouvriers agricoles et de petits paysans. La consécration légale ne vint que plus tard : le 7 octobre 1936, le gouvernement central républicain nationalisait les terres des «personnes compromises avec la rébellion fasciste».

Les collectivités agricoles se donnèrent une double gestion : à la fois syndicale et communale, avec prédominance, toutefois, de l'esprit communaliste. L'assemblée générale des paysans élisait, dans chaque village, un comité de gestion de 11 membres. A part le secrétaire, tous les membres continuaient à travailler manuellement. Le travail était obligatoire pour tous les hommes valides entre dix-huit et soixante ans. Les paysans étaient répartis en groupes de 10 et plus, avec un délégué à leur tête. Chaque groupe se voyait affecter une zone de culture ou une fonction compte tenu de l'âge de ses membres et de la nature du travail. Chaque soir le comité de gestion recevait les délégués des groupes. Il convoquait fréquemment les habitants en assemblée générale de quartier, pour des comptes rendus d'activité.

Tout était mis en commun, à l'exception des économies personnelles, du bétail et de la volaille destinés à la consommation familiale. Les artisans, les coiffeurs, les cordonniers... étaient regroupés en collectifs, les brebis de la communauté, par exemple, réparties en troupeaux de 300 à 400 têtes, confiés à 2 bergers et méthodiquement distribués dans la montagne.

Le salariat et, partiellement, le signe monétaire étaient abolis. Chaque travailleur, ou chaque famille recevait en rémunération de son travail un bon libellé en pesetas qui ne pouvait être échangé que contre des biens de consommation dans les magasins communaux souvent installés dans l'église ou ses dépendances. Le solde non consommé était porté en pesetas au crédit d'un compte de réserve individuel. Il était possible de percevoir sur ce solde de l'argent de poche en quantité limitée. Les loyers, l'électricité, les soins médicaux, les produits pharmaceutiques, l'assistance aux vieillards, etc., étaient gratuits, de même que l'école, souvent installée dans un ancien couvent, et obligatoire pour les enfants de moins de quatorze ans, à qui le travail manuel était interdit.

L'adhésion au collectif demeurait volontaire. Aucune pression n'était exercée sur les petits propriétaires. Ils pouvaient, de leur plein gré, participer aux travaux communs et remettre aux magasins communaux leurs produits. Ils étaient admis aux assemblées générales, bénéficiaient de la plupart des avantages de la communauté. On les empêchait seulement de posséder plus de terres qu'ils n'en pouvaient cultiver et on leur posait une seule condition : que leur personne ou leur bien ne cause aucune perturbation à l'ordre collectif. Dans la plupart des villages socialisés, les individuels, paysans ou commerçants, devinrent de moins en moins nombreux.

Les collectifs communaux étaient unis en fédérations cantonales, coiffées par des fédérations provinciales. Toutes les terres d'une fédération cantonale ne formaient plus qu'un seul terroir, sans bornages. Entre les villages la solidarité était poussée à l'extrême. Des caisses de compensation permettaient d'assister les collectivités les moins favorisées.

### D'une province à l'autre

La socialisation rurale varia en importance selon les provinces. En Catalogne, pays de petite et moyenne propriété, où le paysan a de fortes traditions individualistes, elle se réduisit à quelques îlots, la confédération syndicale paysanne préférant, avec sagesse, convaincre d'abord les propriétaires par la réussite exemplaire de quelques collectivités

pilotes.

En revanche, en Aragon, plus des trois quarts des terres furent socialisées. Le passage d'une milice catalane, la célèbre colonne Durruti, en route vers le front Nord pour y combattre les franquistes, et la création subséquente d'un pouvoir révolutionnaire issu de la base, unique en son genre dans l'Espagne républicaine, stimulèrent l'initiative créatrice des travailleurs agricoles. Environ 450 collectivités furent constituées, groupant 600.000 membres. Dans la province du Levant (capitale Valence), la plus riche d'Espagne, surgirent quelque 600 collectivités. Elles englobèrent 43 % des localités, 50 % de la production des agrumes et 70 % de leur commercialisation. En Castille, 300 collectivités furent formées, avec 100 000 adhérents, sous l'impulsion d'un millier de volontaires envoyés au titre d'experts en autogestion, par le Levant. La socialisation gagna également l'Estrémadure et une partie de l'Andalousie. Elle manifesta quelques velléités, vite réprimées, dans les Asturies.

Il est à noter que ce socialisme à la base ne fut pas, comme certains le croient, l'œuvre des seuls libertaires. Les autogestionnaires étaient souvent, selon le témoignage de Gaston Leval, *«libertaires sans le savoir»*.<sup>248</sup> Dans les provinces qui viennent d'être énumérées en dernier, ce furent des paysans socialistes, catholiques, voire communistes dans les Asturies, qui prirent l'initiative de l'autogestion.

Quand elle ne fut pas sabotée par ses adversaires ou entravée par la guerre,<sup>249</sup> l'autogestion agricole fut une incontestable réussite. La terre fut remembrée, cultivée sur de grandes étendues, selon un plan général et les directives d'agronomes. Des petits propriétaires intégrèrent leur lopin dans la communauté. La socialisation démontra sa supériorité tant sur la grande propriété absentéiste, qui laissait inculte une partie du sol, que sur la petite propriété cultivant selon des techniques rudimentaires, avec des semences médiocres et sans engrais. Les rendements s'accrurent de 30 à 50 %. Les superficiesensemencées augmentèrent, les méthodes de travail furent perfectionnées, l'énergie humaine, animale et mécanique, utilisée de façon plus rationnelle. Les cultures furent diversifiées, l'irrigation développée, le pays en partie boisé, des pépinières ouvertes, des porcheries construites, des écoles techniques rurales créées, des fermes pilotes aménagées, le bétail sélectionné et multiplié, des industries auxiliaires mises en marche, etc.

Dans le Levant, les initiatives concernant l'écoulement des agrumes méritent d'être signalées. La guerre ayant entraîné une fermeture temporaire des marchés extérieurs et de la partie du marché intérieur contrôlé par Franco, les oranges furent séchées ; et où l'on en obtint en plus grande quantité qu'auparavant, de l'essence fut extraite des écorces, on fabriqua également du «miel» d'orange, du «vin» d'orange, de l'alcool médicinal, des pulpes pour la conservation du sang des abattoirs afin d'en nourrir la volaille. Des fabriques concentrèrent le jus d'orange. Quand la fédération paysanne eut réussi à rétablir les relations avec les ports français, elle assura la commercialisation des agrumes, avec ses magasins de dépôt, ses camions, ses cargos, ses sections de vente en France.

Ces réussites furent dues, pour la plus large part, à l'intelligence et à l'initiative du peuple. Bien qu'en majorité illettrés, les paysans firent preuve d'une conscience socialiste, d'un bon sens pratique, d'un esprit de solidarité et de sacrifice qui provoquèrent l'admiration des observateurs étrangers. Le travailleur indépendant Fenner Brockway, après une visite à la collectivité de Segorbe, en témoigna : *«L'état d'esprit des paysans, leur enthousiasme, la manière dont ils apportent leur part à l'effort commun, la fierté qu'ils en ressentent, tout cela est admirable.»*

## Le sabotage de l'autogestion

Cependant les difficultés ne manquèrent pas. Le crédit, le commerce extérieur étaient demeurés, par la volonté du gouvernement bourgeois républicain, entre les mains du secteur privé. L'État, certes, contrôlait les banques, mais il se gardait de les mettre au service de l'autogestion. Manquant de fonds de roulement, nombre de collectivités vécurent sur des disponibilités saisies au moment de la Révolution de juillet 1936. Par la suite, elles durent recourir, au jour le jour, à des moyens de fortune, tels que la mainmise sur des bijoux et des objets précieux appartenant à des églises, à des couvents, à des franquistes, etc. L'autogestion souffrit également d'une pénurie de machines agricoles et, dans une moindre mesure, d'un nombre insuffisant de cadres techniques.

Mais l'obstacle le plus grave fut l'hostilité, d'abord sourde, puis ouverte que nourrirent à son égard les divers états-majors politiques de l'Espagne républicaine. Même un parti d'extrême gauche comme le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM)<sup>250</sup> ne fut pas toujours bien disposé envers les collectivités. Ce mouvement, authentiquement populaire, annonciateur d'un ordre nouveau, spontané et improvisé, jaloux de son autonomie, portait ombrage à la machine de l'État républicain autant qu'au capitalisme privé. Il réunit contre lui, à la fois, les possédants et les appareils des partis de gauche au pouvoir. L'autogestion était accusée de rompre l'«*unité du front*» entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, donc de *«faire le jeu»* de l'ennemi franquiste. Ce qui n'empêchait pas ses détracteurs de refuser des armes à l'avant-garde révolutionnaire, réduite, en Aragon à affronter les mains nues les mitrailleurs fascistes, pour se voir ensuite reprocher son *«inertie»*.

A la radio, le nouveau ministre de l'Économie de Catalogne, Comorera, un stalinien, incitait les paysans à ne pas entrer dans les collectivités, suggérait aux petits propriétaires de les combattre, en même temps qu'il enlevait aux syndicats ouvriers l'organisation du ravitaillement et favorisait le commerce privé. Ainsi encouragées en haut lieu, les forces obscures de la réaction sabotèrent de plus en plus l'expérience autogestionnaire.

En fin de compte, la coalition gouvernementale, après l'écrasement de la «Commune de Barcelone», en mai 1937,<sup>251</sup> et la mise hors la loi du POUM, n'hésita pas à liquider, *manu militari*, l'autogestion agricole. Un décret du 10 août 1937 prononça la dissolution du pouvoir révolutionnaire en Aragon sous le prétexte qu'il était *«resté en marge du courant centralisateur»*. L'un de ses principaux animateurs, Joaquin Ascaso, fut inculpé pour *«vente de bijoux»*, destinée, en réalité, à procurer des fonds aux collectivités. Aussitôt après, la 11<sup>ème</sup> division ambulante du commandant Lister (un stalinien), appuyée par des chars, passa à l'action contre les collectivités. Les responsables furent arrêtés, leurs locaux occupés puis fermés, les comités de gestion dissous, les magasins communaux dévalisés, les meubles brisés,

les troupeaux dispersés. Environ 30 % des collectivités d'Aragon furent complètement détruites.

Dans le Levant, en Castille, dans les provinces de Huesca et de Teruel, des attaques armées du même genre furent perpétrées — par des républicains — contre l'autogestion agricole. Elle survécut tant bien que mal, dans certaines des régions qui n'étaient pas encore tombées aux mains des franquistes, notamment dans le Levant.

## L'autogestion industrielle

En Catalogne, région la plus industrialisée de l'Espagne, l'autogestion fit également ses preuves dans l'industrie. Les ouvriers dont les employeurs avaient pris la fuite entreprirent spontanément de faire marcher les usines. En octobre 1936 se tint à Barcelone un congrès syndical représentant 600.000 travailleurs avec pour objet la socialisation de l'industrie. L'initiative ouvrière fut ratifiée par un décret de la Généralité, le gouvernement catalan, en date du 24 octobre 1936. Deux secteurs furent créés, l'un socialiste, l'autre privé. Étaient socialisées les usines de plus de 100 salariés (celles de 50 à 100 pouvaient l'être sur la demande des trois quarts des travailleurs), celles dont les propriétaires avaient été déclarés «*factieux*» par un tribunal populaire ou avaient abandonné l'exploitation, celles enfin dont l'importance dans l'économie nationale justifiait qu'elles fussent enlevées au secteur privé (en fait, nombre d'entreprises endettées furent socialisées).

L'usine socialisée était dirigée par un comité de gestion de 5 à 13 membres, représentant les divers services, nommés par les travailleurs en assemblée générale, avec mandat de deux ans, la moitié étant renouvelable chaque année. Le comité désignait un directeur auquel il déléguait tout ou partie de ses pouvoirs. Dans les entreprises très importantes, la nomination du directeur devait être approuvée par l'organisme de tutelle. En outre, un contrôleur gouvernemental était placé auprès de chaque comité de gestion.

Le comité de gestion pouvait être révoqué, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil général de la branche d'industrie (composé de 4 représentants des comités de gestion, 8 des syndicats ouvriers, 4 techniciens nommés par l'organisme de tutelle). Ce conseil général planifiait le travail et fixait la répartition des bénéfices. Ses décisions étaient exécutoires.

Dans les entreprises demeurées privées, un comité ouvrier élu avait à contrôler la production et les conditions de travail, «*en étroite collaboration avec l'employeur*».

Le décret du 24 octobre 1936 était un compromis entre l'aspiration à la gestion autonome et la tendance à la tutelle et à la planification étatiques, en même temps qu'une transition entre capitalisme et socialisme. Il fut rédigé par un ministre anarchiste, et accepté par la Confédération nationale du travail, la centrale syndicale libertaire, parce que les anarcho-syndicalistes participaient au gouvernement catalan.

A l'usage, il apparut, malgré les pouvoirs considérables dont avaient été dotés les conseils généraux de branches d'industrie, que l'autogestion ouvrière risquait de conduire à un particularisme égoïste, chaque unité de production ne se souciant que de ses intérêts propres. Il y fut remédié par la création d'une caisse centrale d'égalisation, permettant de distribuer équitablement les ressources. C'est ainsi que les excédents de la Compagnie des autobus de Barcelone furent affectés au soutien de la Compagnie des tramways, moins rentable.

Des trocs furent pratiqués entre collectivités industrielles et collectivités paysannes, les premières fournissant des articles de lingerie ou d'habillement contre l'huile d'olive des secondes.

Dans la banlieue de Barcelone, dans la commune d'Hospitalet, à la lisière de laquelle les agriculteurs se livrent à la culture intensive, les autogestions agricole et industrielle (métallurgie, textile, etc.) fusionnèrent en un seul pouvoir communal, élu par le peuple, et qui assurait l'approvisionnement total de la ville.

En dehors de la Catalogne, notamment dans le Levant, l'autogestion industrielle fut expérimentée dans quelques centres : ainsi à Alcoy, près d'Alicante, où 20.000 ouvriers du textile et de la métallurgie gèrent les usines socialisées et créèrent des coopératives de consommation, également à Castellón de la Plana où les usines métallurgiques furent intégrées en unités plus importantes, sous l'impulsion d'une commission technique, en liaison quotidienne avec chacun des comités de gestion.

Mais, comme l'autogestion agricole, l'autogestion industrielle fut en butte à l'hostilité de la bureaucratie administrative, des socialistes autoritaires et des «communistes». Le gouvernement central républicain lui refusa tous crédits, même lorsque le ministre de l'Économie de Catalogne, Fabregas, libertaire, eut offert, en garantie d'avances à l'autogestion, le milliard de dépôts des caisses d'épargne. Quand, en 1937, il fut remplacé par Comorera, celui-ci priva les usines autogérées de matières premières qu'il prodiguait au secteur privé. Il omettait aussi de régler aux entreprises socialisées les livraisons commandées par l'administration catalane.

## L'autogestion industrielle démantelée

Par la suite, le gouvernement central tira prétexte des nécessités de la défense nationale pour prendre en main toutes les industries de guerre. Par un décret du 23 août 1937, il suspendit dans les entreprises métallurgiques et minières l'application du décret catalan de socialisation d'octobre 1936, présenté comme «*contraire à l'esprit de la Constitution*». Les anciens agents de maîtrise, les directeurs évincés par l'autogestion ou, plus exactement, qui n'avaient pas voulu accepter des postes de techniciens dans les entreprises autogérées, reprirent leurs places, avec un esprit de revanche.

L'autogestion industrielle catalane survécut, toutefois, dans d'autres branches, jusqu'à l'écrasement de l'Espagne

républicaine, en 1939. Mais l'industrie ayant perdu ses principaux débouchés et les matières premières manquant, les usines qui ne travaillaient pas pour la défense nationale ne purent tourner qu'à effectifs et à temps très réduits.

En bref, l'autogestion espagnole, à peine née, fut corsetée dans le cadre rigoureux d'une guerre menée par les moyens militaires classiques, au nom, ou sous le couvert, de laquelle la République coupa les ailes à son avant-garde et transigea avec la réaction intérieure. Malgré les conditions défavorables dans lesquelles elle se déroula et sa courte existence, qui interdit une évaluation comptable de ses résultats, l'expérience a ouvert de nouvelles perspectives au socialisme, à un socialisme authentique, animé de bas en haut, émanation directe des travailleurs des campagnes et des villes.

(1964, in *A la recherche d'un communisme libertaire*)

## Syndicalisme révolutionnaire et conseillisme

Aujourd'hui où, dans les jeunes générations, le syndicalisme est décrié — quand il n'est pas tout simplement ignoré par de nombreux jeunes — et que, par ailleurs, certains, se réclamant du «conseillisme» ou communisme des conseils,[252](#) peu nombreux mais tout à fait estimables, continuent à y opposer les conseils ouvriers, il m'a paru nécessaire de faire le point quant aux rôles respectifs du syndicalisme ouvrier et des conseils ouvriers dans l'édification d'une société libérée.

Il y a, en effet, aujourd'hui, sur cette question si controversée, deux écoles antagonistes.

Les uns demeurent fidèles, soit à l'anarcho-syndicalisme, soit au syndicalisme révolutionnaire, conceptions proches, avec la différence que les anarcho-syndicalistes tendent à subordonner l'action syndicale à la propagande idéologique spécifiquement anarchiste, alors que les syndicalistes révolutionnaires soutiennent que le syndicalisme, indépendant de toute idéologie politique, se suffit à lui-même.[253](#) Ces divers syndicalistes restent convaincus, notamment depuis l'expérience de la Révolution espagnole, que l'autogestion ouvrière a besoin d'être structurée, qu'il lui faut un encadrement horizontal (unions locales) et vertical (fédérations d'industrie), structure que le syndicalisme peut seul fournir.

Mais l'autre école estime, elle, que le syndicalisme ouvrier aurait fait son temps, qu'il serait, de nos jours, une forme d'organisation dépassée, devenue conservatrice et bureaucratique ; qu'elle paralyserait la spontanéité ouvrière. Et cette école oppose à la première les conseils ouvriers, dont le prototype furent les soviets d'usine de 1917 en Russie, dont on sait qu'ils surgirent ensuite en Allemagne,[254](#) en Italie, en Hongrie, en Pologne et, plus récemment, en Tchécoslovaquie.

Qui pourrait contester, à la lumière d'Octobre 1917, que les syndicats demeurèrent le plus souvent à la traîne de la Révolution, tandis que l'impulsion en fut donnée par les soviets ?

Qui pourrait nier, après le Mai 68 français, que des comités de grève élus par les ouvriers et groupant tous les travailleurs d'une entreprise, et pas seulement les syndiqués, possèdent un dynamisme, un rayonnement, une autonomie dont sont privées, le plus souvent, les sections syndicales d'entreprise ?

Cependant l'édification d'une fédération locale et régionale, puis d'une confédération nationale des conseils ouvriers est une démarche qui risque de présenter, à ses débuts au moins, un caractère quelque peu ardu et chaotique, chaque conseil ayant d'abord, aussitôt constitué, à partir à la recherche de tous les autres. D'où le danger d'une fédéralisation lente et laborieuse.

Cet éventuel flottement pourrait être lourd d'un autre péril, à savoir l'accaparement et l'étatisation de l'économie par un parti politique «communiste» autoritaire, qui prendrait prétexte d'une «anarchie» temporaire pour se substituer aux conseils ouvriers. La cuisante leçon des lendemains d'Octobre 1917 ne saurait être oubliée.

Mais le syndicalisme ouvrier devrait éviter un tel écueil car il offre, à l'avance, au mouvement ouvrier révolutionnaire, ses structures fédéralistes déjà existantes, aussi bien horizontales que verticales. De ce fait, il devrait être l'organe par excellence de la coordination des conseils ouvriers et de l'autogestion ouvrière, en même temps que, par le truchement de son comité confédéral national, le cerveau de la planification. La Révolution libertaire espagnole de juillet 1936, si l'on y regarde de près, a opéré la fusion de la structure syndicale ancienne et d'une floraison de conseils ouvriers qui s'étaient emparés spontanément, à la fois du pouvoir sur la base locale et des moyens de production.[255](#) En même temps la centrale syndicale anarcho-syndicaliste, la CNT, s'est efforcée d'élaborer la planification de l'économie autogérée.

### Les conseils ouvriers hongrois en 1956

Pour voir plus clair dans cette délicate question des rôles respectifs des conseils ouvriers et des syndicats, il serait peut-être bon de se référer à un autre exemple historique, plus récent : celui des conseils ouvriers de Hongrie, d'octobre à décembre 1956.[256](#)

Ces conseils surgissent spontanément à Budapest, d'abord, où est concentrée la moitié de l'industrie hongroise, à partir de la grève générale du 24 octobre, qui fait suite à la première intervention des forces russes. En l'espace de

quarante-huit heures toutes les grandes usines du pays élisent des conseils ouvriers qui sont, dans l'immédiat, des comités de grève.

Il est à remarquer que ces conseils prennent, tout d'abord, leur départ sur la base de l'entreprise et non sur la base locale (en l'espèce, à Budapest, de l'arrondissement). Ce n'est qu'à un stade ultérieur que les usines de certains arrondissements de la capitale commencent à éprouver le besoin d'entrer en contact les unes avec les autres. Sur l'initiative d'une usine électrotechnique, Beloianis, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement, les délégués de vingt-quatre grandes entreprises de Budapest se rassemblent, le 31 octobre, et proclament: «*L'usine appartient aux ouvriers.*» Mais tous les arrondissements ne suivent pas encore. C'est peu à peu qu'ils sortent des cadres trop limités de l'entreprise et de la localité, qu'ils commencent à coordonner leur action, à prendre des positions communes. Il faut l'attaque surprise des blindés russes, le 4 novembre, suivie de la chute du gouvernement Nagy d'indépendance nationale et de l'apparition du gouvernement fantôme de Kadar, parachuté par Moscou, pour que les conseils ouvriers éprouvent la nécessité urgente de se regrouper.

Mais il est déjà trop tard : la contre-révolution est en train de triompher. Les conseils ouvriers s'organisent après — et non avant — la défaite. Ce n'est qu'avec lenteur qu'ils envisagent de créer un organisme couvrant un territoire plus vaste.

Le 12 novembre, les délégués des conseils ouvriers du XI<sup>e</sup> arrondissement, toujours en flèche, se réunissent à trente kilomètres de la capitale et décident, sur la proposition d'un délégué du conseil ouvrier du XIII<sup>e</sup> arrondissement, de convoquer les délégués des divers conseils ouvriers pour former un conseil ouvrier central du Grand Budapest.

Une première réunion a lieu le lendemain, mais les représentants de nombreuses usines manquent encore. Aussi les présents décident-ils de contacter, d'urgence, d'autres entreprises et de convoquer les délégués de toutes les usines importantes.

Enfin, le 14 novembre, l'on parvient à rassembler 400 à 500 délégués d'usine, soit la quasi-totalité de ceux des grosses entreprises du Grand Budapest et instituer le conseil ouvrier central. Encore tous les arrondissements ne sont-ils pas représentés : huit à neuf seulement. En outre, la réunion est quelque peu confuse. Tout d'abord, des ouvriers non mandatés se sont mêlés aux authentiques délégués. Ensuite ceux-ci sont inexpérimentés. Ils n'ont que des notions assez vagues sur les tâches, méthodes et tactiques concrètes de coordination des conseils ouvriers, ils manquent d'idées, de théories, de plans élaborés à l'avance et ils doivent apprendre progressivement, par la force contraignante des circonstances, ce qu'il y a lieu de faire. D'où l'incertitude quant aux décisions à adopter. «*Tout le monde, devant raconter par la suite l'un des participants, veut créer un conseil central, mais personne ne sait comment le former et sur quelles bases.*» Enfin, laborieusement, un comité exécutif d'une vingtaine de membres est désigné, composé de délégués de chaque arrondissement

Le conseil, hélas ! ne couvre encore que la capitale. Cependant, en province, dès le 2 octobre, de nombreux conseils ouvriers ont surgi parallèlement. En avance sur ceux de Budapest, qui, eux, ne prétendent pas être des organes de gouvernement, ils ont pris en main la vie politique, économique et administrative de leur région. On signale un département, où le conseil ouvrier s'érige sur la base de cette unité territoriale, Mais, du fait de la grève et de l'occupation russe, un très petit nombre de conseils provinciaux peuvent, matériellement, envoyer des délégués à la réunion de formation du conseil ouvrier central du Grand Budapest. Leur unité d'action est marquée surtout par des émissions radiophoniques régionales.

Pourtant, à la réunion du 14 novembre, certains délégués ont soutenu l'idée d'instituer un conseil ouvrier national, qui serait l'émanation de la volonté des travailleurs de tout le pays. Mais d'autres, paralysés par des scrupules démocratiques, ont objecté, d'une part, que leur mandat ne porte que sur la fondation d'un conseil ouvrier central de la capitale, d'autre part, que l'absence de nombreux délégués provinciaux ne permet pas de prendre une telle décision sans eux. Finalement l'assemblée a conclu qu'elle n'a pas le droit de fonder un conseil ouvrier national.

Grave lacune, nouveau retard irréparable, car la formation d'un tel organe donnerait aux ouvriers hongrois, à cette date, face au régime Kadar, un poids politique beaucoup plus grand et mobiliserait plus aisément les ouvriers de province. Le seul avantage, pourtant, de ce scrupule démocratique aura été de faciliter, mais plus tard — trop tard — l'adhésion au conseil ouvrier central du Grand Budapest de certains conseils ouvriers provinciaux particulièrement dynamiques, qui avaient commencé par se montrer réticents à son égard.

Le 21 novembre, enfin, sur l'initiative du conseil ouvrier du Grand Budapest, il est décidé de convoquer une réunion à laquelle sont convoqués tous les conseils ouvriers provinciaux, afin de former un «parlement ouvrier». Mais presque aussitôt les dirigeants ouvriers de Budapest et de nombreux dirigeants de conseils ouvriers provinciaux sont arrêtés. C'est le glas du mouvement.

Ce court rappel montre comment la préexistence d'un mouvement syndical solidement structuré et en même temps révolutionnaire pourrait éviter de tels tâtonnements et retards. Toutefois il ne faudrait pas tomber dans l'erreur de croire que pendant la Révolution hongroise, il y ait eu antinomie entre les conseils ouvriers et le syndicalisme ouvrier. Dès le 26 octobre, le nouveau comité central du PC hongrois approuve l'élection de conseils ouvriers avec l'assistance des syndicats, tandis que le présidium du conseil national des syndicats devenus libres propose lui-même que les entreprises soient dirigées par les conseils ouvriers. Des réunions de coordination des conseils d'usine ont lieu au siège des syndicats, notamment celui de la métallurgie. Encore le 24 novembre, le quotidien syndical affirme que les ouvriers, par le truchement de leurs conseils, doivent être réellement les maîtres des entreprises.

Ici l'on voit apparaître une contribution digne d'attention à la définition des rôles respectifs du syndicalisme ouvrier et des conseils ouvriers ; aussi bien l'initiateur de la coordination des conseils ouvriers du XI<sup>e</sup> arrondissement de Budapest que le journal national des syndicats se sont montrés d'accord pour que les tâches des deux organismes



prolétariens soient distinctes : au conseil ouvrier, la gestion de la production ; au syndicat, la protection de classe des intérêts des travailleurs. Précisons cependant que cette distinction est trop restrictive à mes yeux, car je reste convaincu que l'organisation syndicale peut et devrait remplir les deux fonctions, tout en laissant à chacune d'elles son indispensable autonomie.

## **Anarcho-sindicalistes et communistes dans le mouvement des conseils italiens, 1918-1922**

À la lumière du précédent hongrois, il semble qu'un syndicalisme demeuré ou redevenu révolutionnaire n'est en rien opposable aux conseils ouvriers. Les deux formations devraient se compléter et s'associer.

N'est-ce pas à Turin, en 1919, qu'autour du journal *Ordine Nuovo*, des anarcho-sindicalistes de l'Union syndicale italienne (USI) trouvèrent un terrain d'entente, temporaire certes, avec les partisans des conseils ouvriers qu'animaient Antonio Gramsci ?<sup>257</sup>

On peut, bien entendu, objecter que, malgré les inconvénients que présentent les tâtonnements et retards de la construction d'une pyramide fédérative de conseils ouvriers, cette édification spontanée, empirique, de bas en haut, est, par certains côtés, préférable à l'organisation syndicale préétablie. Cette dernière, en effet, bien qu'à l'origine elle ait été constituée fédérativement, et, elle aussi, en partant de la base, a eu, depuis, tendance à se bureaucratiser et à opérer du sommet vers la base. C'est ce que soutenait Gramsci.

Peut-être en Hongrie les deux modes d'organisation ouvrière se sont-ils montrés l'un et l'autre quelque peu défailants : les conseils ouvriers parce qu'ils ne sont pas parvenus assez vite à se structurer fédérativement ; les syndicats ouvriers parce que, même régénérés par la Révolution, ils ont conservé des structures trop figées, trop corporatives, une mentalité trop strictement revendicative : de telles structures sont indispensables, certes, en temps «normal», pour la défense des intérêts professionnels immédiats des travailleurs, mais elles peuvent se révéler inadéquates en période de lutte révolutionnaire généralisée.

Dans de telles circonstances les cloisonnements corporatifs, c'est-à-dire verticaux, par métier, par industrie, constituent autant d'entraves à l'essor du mouvement, alors qu'il est impérieux de combiner toutes les forces ouvrières, tendues, au-dessus de tout particularisme corporatif, vers un but unique.

Mais le syndicalisme ouvrier, lorsqu'il est libertaire et révolutionnaire, ne devrait pas avoir de peine à contrecarrer cette tendance à la bureaucratisation et cela grâce à sa double structure fédérative, à la fois verticale et horizontale, héritée de l'anarchisme. Certains militants ont saisi depuis longtemps que la structure fédérative horizontale, c'est-à-dire locale ou régionale, est mieux adaptée à la lutte de classe révolutionnaire, parce qu'elle demeure plus proche de la base, du lieu de travail et de la résidence et aussi parce qu'elle est à même de fondre en un seul bloc tous les travailleurs d'une même localité ou région, à quelque métier ou industrie qu'ils appartiennent. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, à la fin du XIXe siècle en France, un Fernand Pelloutier préférait avec tant de conviction la fédération des bourses du travail aux fédérations professionnelles<sup>258</sup> ; la raison encore qui a fait, en Espagne, rejeter si longtemps par le congrès de la CNT les fédérations professionnelles pour se contenter d'une structure fondée sur le syndicat unique local. Et, lorsque, finalement, au terme d'une longue obstination, les partisans des fédérations professionnelles ont réussi à imposer la structure dualiste, verticale en même temps qu'horizontale, cette réforme a, dans une certaine mesure, contribué à l'éclosion d'une mentalité corporatiste ; elle a alimenté le réformisme ; elle a introduit dans la CNT des germes de bureaucratisme ; elle l'a même conduite à une temporaire scission.

Si le syndicalisme ouvrier n'est pas immunisé, certes, contre des risques multiples de déformation et de pourrissement, il ne faudrait pas non plus jeter le bébé avec l'eau du bain, comme disent les Anglo-Saxons. Pierre Monatte soutenait déjà, contre Malatesta, au congrès anarchiste international d'Amsterdam, en 1907,<sup>259</sup> que c'est à l'intérieur du mouvement syndical que ces périls devraient être conjurés, à l'échelon des cotisants, des sections d'entreprise. C'est aussi ce que répliquèrent à Gramsci les anarcho-sindicalistes italiens.

Mais, objectera-t-on, le syndicat ne regroupe que rarement la totalité des travailleurs. Eh bien, c'est donc, mieux encore, à l'échelon de l'atelier, de l'usine, du prolétariat global que la lutte doit être menée pour la bonne santé révolutionnaire des organismes variés dans lesquels la classe ouvrière s'exprime et se reconnaît.

Si —et là où — il s'avère que le syndicalisme est devenu, de façon irrémédiable, un instrument de paralysie, voire de trahison des luttes ouvrières, alors, alors seulement il est bon pour la poubelle.

Les adeptes exclusifs, animés souvent d'une démarche très idéologique, d'un «communisme des conseils», iraient sans doute un peu vite en besogne si, au lieu de continuer à se battre pour la régénération du syndicalisme, ils se hâtaient de l'enterrer.

(1969, in *À la recherche d'un communisme libertaire*.)

## **Mai, une continuité, un renouveau**

Ce qui frappe dans certains des innombrables livres qui ont été écrits, un peu trop vite, sur Mai 68, c'est, à l'exception peut-être de celui de Cohn-Bendit,<sup>260</sup> l'absence relative de référence, ou la référence insuffisante, au passé révolutionnaire. Les livres dans lesquels on relève cette lacune ont été écrits, en général, par des jeunes. Les jeunes

ont été les initiateurs de Mai. Ils en éprouvent une légitime fierté. Beaucoup à travers Mai ont découvert la Révolution, une Révolution qu'ils n'avaient pas toujours, et pas tous, connue, préalablement, par les livres ou encore mal connue par la faute des versions falsifiées qu'on leur en avait présentées. D'où une optique particulière qui tend à leur faire croire que tout, en France, a commencé avec Mai 68, que Mai a été une création absolument originale, sans liens directs avec la tradition ouvrière et révolutionnaire française.

Claude Lefort a laissé échapper une illusion de ce genre lorsque, dans un article du *Monde*,<sup>261</sup> il n'a pas craint d'affirmer: «*Avec le mouvement de Mai [...] quelque chose de nouveau se prononce [...], une opposition qui ne sait pas encore se nommer, mais défie de telle manière toutes les autorités établies que l'on ne saurait la confondre avec les mouvements du passé.*»

Il est vrai que Lefort est emporté, en l'occurrence, par la fougue d'une polémique contre les divers groupes trotskistes à qui il reproche, non sans quelque raison, d'ailleurs, de chercher à récupérer et à monopoliser le mouvement de Mai au risque de le fossiliser. Mais, pour les besoins de sa cause, il fait exagérément pencher la balance dans le sens contraire à celui de la tradition trotskiste et je ne partage point son opinion que Mai se distingue de façon aussi radicale des mouvements du passé.

Bien sûr, ce qui est nouveau, absolument inédit, dans Mai, c'est que nous avons assisté au premier acte d'une révolution sociale de longue durée, dont le détonateur a été constitué, non par les ouvriers, comme dans le passé, mais, pour la première fois, par les étudiants. Cependant cette particularité de Mai ne concerne que les quinze premiers jours du mois désormais fameux, lorsque ce furent des étudiants qui édifièrent les barricades et tinrent la rue. La seconde phase de la «révolution de Mai», de beaucoup la plus importante, celle qui a ébranlé le plus profondément, à la fois le pouvoir politique et le patronat, suscité l'alarme des possédants et la fuite de leurs capitaux, a été une révolution de la classe ouvrière, dans le style et au niveau des grandes crises sociales du passé.

On peut se demander si la raison pour laquelle certains ont tendance à surestimer l'originalité de la révolution de Mai ne serait pas qu'elle a surgi dans une phase de l'histoire où la Révolution s'était vidée, en France, de tout contenu, où elle avait été trahie, dénaturée, rayée de la carte par deux puissantes machines de laminage politique, deux stérilisateurs de pensée en révolte : le stalinisme et le gaullisme. Si Mai a paru audacieusement contestataire, s'il a semblé remettre en cause toutes les valeurs et toutes les autorités établies, comme tend à le croire Claude Lefort, ne serait-ce pas parce que le stalinisme depuis quarante ans et le gaullisme depuis dix ans avaient fait perdre aux Français l'habitude et le goût de la contestation radicale, de la protestation libertaire ? Habitude, goût, tradition qui avaient été les leurs pendant près de cent cinquante ans.

Prenons la peine de remonter dans notre passé et acceptons de redécouvrir les innombrables «Mai 68» de notre histoire nationale et sociale.

J'ai essayé, pour ma part, grattant et fouillant derrière la façade trompeuse édiflée par les historiens bourgeois, de faire revivre le mouvement de masse de la Révolution de 1793, extraordinaire, presque incroyable parce qu'il avait surgi dans une France encore plus ou moins plongée dans les ténèbres de l'absolutisme, de l'aristocratie et du cléricisme. J'ai suivi pas à pas les incursions audacieuses en direction des révolutions de l'avenir qu'osa l'avant-garde sans-culotte, si en avance sur son temps, la pratique de la démocratie directe, la toute-puissance du pouvoir de la rue. J'ai fait le rapprochement — comment pouvait-on ne pas le faire ? — entre les Enragés de 1793 et ceux de 1968, en soulignant cette phrase de Jacques Roux, précurseur de Daniel Cohn-Bendit : «*Les jeunes gens seuls sont susceptibles de ce degré de chaleur nécessaire pour opérer une Révolution.*»

Lorsque j'ai eu à décrire l'élan de verve, de bon sens, de bonne humeur, plus jovial que cruel, qui jeta le peuple dans la grande aventure de la déchristianisation en 1793 et lui fit renverser les idoles, j'ai donné pour titre au chapitre consacré à ce sujet une expression empruntée à Mai 68: «*L'imagination au pouvoir*». Car il s'agit bien du même génie créateur.

Toutes les révolutions sociales qui ont suivi, en France, celle de 1793, et qui sont nées de sa tradition, ont été, comme leur devancière, une fête exubérante de la liberté recouvrée, un énorme défoulement collectif.

Tel a été, déjà, dans une certaine mesure, le cas de la grève générale ouvrière déclenchée à Paris en 1840, au moment même où naissait dans les esprits l'idée du socialisme, grève générale trop peu connue car, ici encore, les historiens bourgeois, à l'exception d'Octave Festy,<sup>262</sup> ont été, à dessein sans doute, superficiels et négligents.

Et que dire de la tumultueuse, de la féconde révolution de 1848, où ont été brassées tant d'idées surgies, pendant plusieurs mois, d'un creuset populaire en effervescence, où se sont déroulées tant de réunions publiques, tant de vastes assises du peuple, où sont nés tant de journaux, de pamphlets et de tracts.

Dans la Commune de 1871, héritière directe de celle de 1793, l'explosion libertaire est de même nature. Elle nous est souvent cachée, ou reléguée au second plan, par les auteurs, qui ont les yeux fixés, presque exclusivement, sur ses aspects de guerre civile. Mais, durant le court laps de temps où le Paris révolutionnaire a pu s'épanouir dans un répit relatif, avant d'être soumis à l'agression fatale des Versaillais, quelle floraison, quel débordement de joie et de liberté ! Armand Gatti, dans le beau texte qu'il a rédigé en mai 1968 pour commenter les projections de diapositives sur les murs, a bien saisi ce côté «Mai 68» de la Commune. De même ce serait donner une vision unilatérale de la révolution de Mai que de la réduire à une série de combats de rue, en minimisant la contestation généralisée et la démocratie directe. L'affrontement avec les CRS a été le prix qu'il a fallu payer pour ouvrir à la Sorbonne le festival de la liberté.

On retrouve pareille poussée libertaire dans les grandes grèves qui ont suivi en France, la fin de la Première Guerre mondiale, il y a tout juste cinquante ans, jumelées avec les mutineries des matelots français de la mer Noire se refusant à la guerre contre les soviets russes. Sait-on que Toulon, le 8 juin 1919, a été le théâtre d'une véritable insurrection où marins, soldats et ouvriers, au coude à coude, se battirent dans les rues, à coups de pierres, contre

les gendarmes ?<sup>263</sup>

Pour ma part, j'ai eu la chance de pouvoir vivre, avec des millions d'autres militants, Juin 36, antécédent immédiat du Mai 68 ouvrier. Et je puis témoigner avec eux tous que la France entière paralysée par la grève générale avec occupation des usines, le pouvoir des masses maître du pays ne le cédaient en rien au soulèvement ouvrier que nous venons de vivre il y a un an. Comme les explosions précédentes, la «révolution» de 1936<sup>264</sup> a été une formidable kermesse d'allégresse populaire. Des cortèges d'un million de manifestants ont parcouru les rues, tout comme le 13 mai 1968 ; et dans les usines, dont les travailleurs s'étaient rendus maîtres, nous participions à un immense bal populaire, à un énorme 14 Juillet, autrement spontané que celui célébré, chaque année, par la tradition républicaine bourgeoise.

Pour avoir pris part à de nombreux débats, dans les amphithéâtres des facultés occupées, en Mai, je puis attester que les foules passionnées et vibrantes qui s'y pressaient, loin de tourner le dos au passé révolutionnaire, étaient avides d'en retrouver la continuité, de s'abreuver à cette source permanente, mais pour beaucoup d'entre eux tout récemment découverte, d'énergie libertaire.

La renaissance de l'anarchisme pendant Mai 68 a pu surprendre. Mais, à y regarder de plus près, la classe ouvrière française, et par extension le peuple français, a toujours conservé un fond d'anarchisme ou, plutôt, d'anarcho-syndicalisme. La tradition de la CGT de lutte de classe et d'action directe, qui s'est épanouie de 1895 à 1914, n'est jamais morte, en dépit des apparences. Nombre de militants et même de leaders, devenus depuis «communistes» staliniens, n'ont pas complètement réussi à tuer en eux une nostalgie refoulée de l'anarcho-syndicalisme. La scission syndicale de 1921, la création de la CGTU, puis sa bolchevisation n'ont pas fait disparaître le vieux ferment syndicaliste de la conscience des travailleurs.

Levées en masse, spontanées et surgies de la base, les grèves générales avec occupation de 1936 et de 1968 ont été, très authentiquement, anarcho-syndicalistes.

En dépit des menées des bureaucrates liquidateurs à la Georges Séguy, la CGT d'aujourd'hui demeure, dans une large mesure, au fond de ses entrailles si l'on peut dire, anarcho-syndicaliste et c'est, d'ailleurs, ce qui met le susdit si fort en colère.

Enfin, si l'anarchisme a été retrouvé, en Mai, ou plus exactement est entré en symbiose avec le marxisme, il n'en faut pas chercher bien loin la cause : c'est tout simplement parce que toute révolution sociale ne peut, au moment de son éclosion, être autre chose que libertaire.

Après, après seulement, viennent les récupérateurs, les bureaucrates, les chefs qui mettent leurs pattes sur la Révolution, la défigurent et l'étouffent.

La révolution de Mai a eu conscience de ce péril. Elle n'y a guère, jusqu'à présent, succombé. Mais attention !

(1969, in *Pour un marxisme libertaire*.)

## Le communisme libertaire, le seul véritable communisme

Il est temps d'ébaucher la synthèse de tous mes travaux et d'oser esquisser les rudiments d'un programme — au risque de me voir accuser de verser dans la «métapolitique».

Il serait oiseux aujourd'hui de procéder à une sorte de replâtrage d'un édifice de doctrines socialistes plus ou moins lézardé et vermoulu, de s'escrimer à rabibochoer ensemble des fragments encore solides de marxisme et d'anarchisme traditionnels, de faire assaut d'érudition marxienne ou bakouninienne, de chercher à tracer, rien que sur le papier, de tortueux accommodements.

Si, dans ce livre, l'on s'est assez souvent tourné vers le passé, ce n'était certes point, le lecteur l'a compris, pour s'y attarder ou s'y complaire. Pour y apprendre, pour y puiser, oui, car l'expérience antérieure est riche d'enseignements, mais dans un souci bien moins rétrospectif que futuriste.

Le communisme libertaire de notre temps, qui s'est épanoui dans le Mai 68 français, dépasse et le communisme et l'anarchisme.

Se dire aujourd'hui communiste libertaire, ce n'est pas regarder en arrière, mais tirer une traie sur l'avenir. Les communistes libertaires ne sont pas des exégètes, ce sont des militants. Ils n'ignorent pas qu'ils leur incombent, ni plus ni moins, de changer le monde. L'Histoire les met au pied du mur. L'heure de la révolution socialiste a partout sonné. Elle est entrée — tout comme l'alunissage — dans le domaine de l'immédiat et du possible. La définition précise des formes d'une société socialiste a cessé d'appartenir au domaine de l'utopie. Manquent seuls de réalisme ceux qui ferment les yeux à ces évidences.

Selon quelles lignes directrices va-t-on, enfin, entreprendre et réussir la Révolution qui, comme disait Gracchus Babeuf, sera la dernière ?

Tout d'abord, avant d'entrer en action, les communistes libertaires apprécient la nature exacte des conditions objectives, ils essaient de jauger d'un coup d'œil juste les rapports de force propres à chaque circonstance. Ici la méthode élaborée par Karl Marx et qui n'a point vieilli, le matérialisme historique et dialectique, demeure pour lui la plus sûre des boussoles, une mine inépuisable de modèles et de points de repère. A condition, toutefois, qu'elle soit traitée à la manière de Marx lui-même, c'est-à-dire sans rigidité doctrinale, qu'elle évite toute raideur mécanique. A condition que, s'abritant sous son aile, l'on n'invente pas éternellement de mauvais prétextes, des raisons pseudo-objectives pour se dispenser de pousser à fond, pour cafouiller, pour manquer, à chaque fois, l'occasion révolutionnaire.

Libertaire est ce communisme qui rejette le déterminisme et le fatalisme, qui fait la plus large part à la volonté individuelle, à l'intuition, à l'imagination, à la rapidité des réflexes, à l'instinct profond des larges masses, plus avisé aux heures de crise que le raisonnement des «élites», qui croit à l'effet de surprise et de provocation, à l'audace, qui ne se laisse pas encombrer et paralyser par un lourd appareil baptisé scientifique, qui ne tergiverse ni ne bluffe, qui se garde de l'aventurisme comme de la peur de l'inconnu.

Communistes libertaires sont ceux qui ont appris à bien jeter leurs dés. Communistes libertaires sont ceux qui honnissent l'impuissante pagaille de l'inorganisation tout autant que le boulet bureaucratique de la sur-organisation.

Les communistes libertaires, fidèles sur ce point à la fois à Marx et à Bakounine, récusent le fétichisme du parti, unique, monolithique et totalitaire, de même qu'ils déjouent les pièges d'un électoralisme truqué et démobilisateur.

Les communistes libertaires sont, par essence, internationalistes. Ils considèrent comme formant un tout le combat mondial des exploités. Mais ils n'en tiennent pas moins compte de la spécificité, des formes originales de socialisme dans chaque pays. Ils ne conçoivent l'internationalisme prolétarien que s'il cesse d'être une imposture, c'est-à-dire s'il est animé de bas en haut, sur un pied d'égalité absolue, sans subordination aucune à tel «grand frère» qui se croit plus puissant et plus malin.

Communistes libertaires sont ceux qui ne sacrifient jamais la lutte révolutionnaire aux impératifs diplomatiques de grands empires dits socialistes et qui, comme faisait Che Guevara, n'hésitent pas à les renvoyer dos à dos, si leurs aberrantes querelles fratricides portent une atteinte mortelle à la cause du socialisme universel.

Quand vient l'heure de l'épreuve de force révolutionnaire, communistes libertaires sont ceux qui attaquent à la fois au centre et à la périphérie, sur le plan politique et administratif comme sur le plan économique ; ceux qui, d'un côté, sans merci, avec la dernière énergie, s'il le faut par les moyens de la lutte armée, règlent son compte à l'État bourgeois, à toute la machinerie complexe du pouvoir, que ce soit sur le plan de la capitale, des régions, des départements, des communes, qui jamais ne commettent la faute, sous couleur d'«apolitisme», de négliger, de sous-estimer, de s'abstenir de démanteler les citadelles d'où est dirigée la résistance ennemie; mais qui, de l'autre, au même moment, ni plus tôt, ni plus tard, conjuguant la lutte économique avec la lutte politique, s'emparent, sur le lieu du travail, de toutes les positions patronales, arrachent les moyens de production à leurs accapareurs pour les remettre à leurs véritables et seuls ayants droit : les travailleurs et techniciens autogestionnaires.

Une fois cette révolution sociale victorieusement et pleinement accomplie, communistes libertaires sont ceux qui ne brisent pas l'État pour aussitôt le reconstituer sous une nouvelle forme, plus oppressive encore que l'ancienne de par la colossale extension de ses compétences, mais qui souhaitent la transmission de tout le pouvoir à une confédération de fédérations, à savoir la confédération des communes, elles-mêmes fédérées en régions, la confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires préexistant à la Révolution ou, à défaut, la confédération des conseils ouvriers enfantés par la Révolution, sans exclure l'éventualité d'une symbiose de ces deux derniers. Élus pour un court mandat et non immédiatement rééligibles, les délégués à ces diverses instances sont, à chaque instant, contrôlables et révocables.

Les communistes libertaires écartent tout émiettement particulariste en petites unités, communes, conseils ouvriers, et aspirent à une coordination fédéraliste, à la fois étroite et librement consentie. Rejetant la planification bureaucratique et autoritaire ils croient à la nécessité d'une planification cohérente et démocratique, impulsée de bas en haut.

Parce qu'ils sont de leur temps, les communistes libertaires veulent arracher à leurs accapareurs malfaisants, pour les mettre au service de la libération de l'homme, les médias, l'automatisation, l'informatique...

Des autoritaires invétérés ou des sceptiques soutiennent que les impératifs de la technologie contemporaine seraient incompatibles avec une société communiste libertaire. A l'inverse les communistes libertaires entendent donner le départ à une nouvelle révolution technique orientée, cette fois, en même temps que vers une plus haute productivité et une plus courte durée du travail, vers la décentralisation, le décongestionnement, la débureaucratization, la désaliénation, le retour à la nature. Ils pourfendent la dégradante mentalité de la société dite de consommation tout en se préparant à porter la consommation au plus haut niveau jamais atteint.

Les communistes libertaires opèrent ce bouleversement gigantesque au prix du moindre désordre, sans lenteur ni précipitation. Ils savent qu'un simple coup de baguette magique ne saurait promouvoir instantanément la plus profonde mutation sociale de tous les temps. Ils ne perdent pas de vue qu'à partir de l'hominien mal façonné par des millénaires d'oppression, d'obscurantisme et d'égoïsme il faut du temps pour former un homme socialiste. Ils consentent à des transitions tout en se refusant à les éterniser. C'est ainsi que, tout en s'assignant comme but ultime, à atteindre par étapes, le dépérissement de la concurrence, la gratuité des services publics et sociaux, la disparition du signe monétaire et la distribution de la pléthore selon les besoins de chacun, que tout en visant à l'association dans l'autogestion des agriculteurs et des artisans, à la réorganisation coopérative du commerce, ils n'ont pas pour projet d'abolir du jour au lendemain la concurrence et les lois du marché, la rémunération selon le travail accompli, la petite propriété paysanne, artisanale et commerciale.

Ils ne croient pas superflue l'assistance temporaire de minorités agissantes plus instruites et plus conscientes, quel que soit le nom qu'elles se donnent. Minorités dont la contribution est inévitable pour amener les arrières-gardes à la pleine maturité socialiste, mais qui se tiennent prêtes à ne pas encombrer la scène un jour de trop, pour se fondre, aussi vite que possible, dans l'association égalitaire des producteurs.

Les communistes libertaires ne proposent pas une option «groupusculaire». Les lignes directrices qui viennent d'être énoncées leur paraissent coïncider avec l'instinct de classe élémentaire de la classe ouvrière.

En dehors du communisme libertaire — une expérience longue, ardue et douloureuse l'a maintenant démontré — il n'est pas, selon moi, de véritable communisme.

(1969, in *Pour un marxisme libertaire*.)

# ANNEXES

## La plate-forme communiste libertaire de 1971

I — Les révoltes individuelles et collectives jalonnent une histoire de l'humanité qui est une succession de sociétés d'exploitation. A toute époque, des penseurs ont abouti à une réflexion remettant en cause la société. Mais c'est avec l'avènement de la société capitaliste moderne que la division de la société en deux classes antagonistes fondamentales apparaît clairement, et c'est à travers la lutte des classes, moteur de l'évolution de la société capitaliste, que le chemin se fait qui conduit de la révolte à la prise de conscience révolutionnaire.

Aujourd'hui, parce qu'elle a changé de forme, la lutte des classes est parfois niée et l'on invoque, soit l'embourgeoisement et l'intégration de la classe ouvrière, soit la naissance d'une nouvelle classe ouvrière qui s'insérerait pour ainsi dire naturellement dans les centres de décision de la société capitaliste. En fait, les anciennes couches sociales disparaissent, la polarisation des classes en deux classes fondamentales s'accroît, et il y a toujours quelque part dans le monde un point où la guerre des classes se rallume.

Quelles que soient les formes idéologiques qu'il revêt, le mode de production capitaliste est mondialement un. Que ce soit sous la forme qui, partie du «libéralisme», s'achemine vers le capitalisme monopoliste d'État, ou sous celle du capitalisme bureaucratique d'État, le capitalisme ne peut qu'accroître l'exploitation du travail pour tenter d'échapper à la crise mortelle qui le menace. Les massacres, la ruine générale des conditions de vie, de même que toutes les exploitations et aliénations plus particulières à tel ou tel groupe humain (femmes, jeunes, minorités raciales ou sexuelles, etc.) sont des manifestations que l'on ne peut séparer de la division de la société en deux classes : celle qui dispose des richesses, de la vie des travailleurs et qui crée ou perpétue les superstructures (mœurs, valeurs morales, droit, culture en général), et celle qui produit les richesses.

Aujourd'hui le prolétariat peut être défini par la notion élargie suivante : ceux qui, à un niveau ou à un autre, créent de la plus-value, ou contribuent à sa réalisation. Viennent s'adjoindre au prolétariat ceux qui, appartenant à des couches non prolétariennes, se rallient aux objectifs prolétariens (intellectuels, étudiants...).

II — La lutte des classes et la révolution ne sont pas des processus purement objectifs, ne sont pas les résultats de nécessités mécaniques indépendantes de l'activité des exploités. La lutte des classes n'est pas un simple phénomène que l'on constate, elle est le moteur qui modifie sans cesse la situation et les données de la société capitaliste. La révolution en est l'aboutissement. Elle est la prise en main, par les exploités, des instruments de production et d'échange, des armes, la destruction des centres et des moyens du pouvoir d'État.

Certes, la guerre de classe est jalonnée de difficultés, d'échecs, de défaites sanglantes, mais l'action du prolétariat resurgit périodiquement, plus puissante et plus étendue.

1. Elle se manifeste d'abord sur le plan de l'affrontement direct sur les lieux de travail ; elle se manifeste aussi sur le plan des problèmes de la vie quotidienne, sur le plan des luttes contre l'oppression des femmes, des jeunes, des minorités, sur le plan de la mise en cause de l'école, de la culture, de l'art, des valeurs, etc. Mais jamais ces luttes ne doivent être séparées de la lutte de classe. Attaquer l'État, les superstructures, c'est aussi attaquer la domination capitaliste. Lutter pour des conditions de travail ou pour des augmentations de salaire, c'est mener la même lutte. Mais il est clair que poser le problème du genre de vie plus que du niveau salarial peut donner à la lutte une allure plus radicale quand elle signifie une mise en mouvement des masses pour toute une conception de la vie, et non plus seulement pour des améliorations quantitatives.

2. L'analyse historique met en évidence une tendance profonde, manifestée par les travailleurs à travers leurs luttes directes contre le capital et l'État, à l'auto-organisation, et dans les formes prises par l'action révolutionnaire, apparaissent de façon embryonnaire les structures de la société sans classes. Au cours des luttes les plus quotidiennes, la tendance à l'action autonome se manifeste : grèves sauvages, séquestrations, formes diverses d'action directe s'opposant aux directions bureaucratiques, comités d'action, comités de base, etc. Avec la revendication du pouvoir aux assemblées générales de travailleurs et le refus de la permanence des délégués, c'est

une véritable autogestion des luttes qui est à l'ordre du jour.

Il n'y a pas pour nous de coupure historique et formelle entre l'émergence du prolétariat au pouvoir et ses luttes pour réaliser cette émergence, mais un développement continu et dialectique des pratiques autogestionnaires depuis la lutte des classes, jusqu'à la victoire du prolétariat et l'instauration de la société sans classes.

Un mode d'organisation spécifiquement prolétarien, le «pouvoir des conseils», surgit à travers des périodes révolutionnaires comme la Commune de Paris (1871), l'Ukraine makhnoviste (1918-1921), les conseils ouvriers d'Italie (1918-1922), la république des conseils de Bavière (1918-1919), la Commune de Budapest (1919), la Commune de Kronstadt (1921), la Révolution espagnole (1936-1937), les révoltes hongroise (1956) et tchèque (1968), Mai 68.

Le pouvoir des conseils réalisant l'autogestion généralisée à tous les domaines de l'activité humaine, ne peut être précisé dans ses formes organisationnelles que par la pratique historique elle-même, et toute tentative de définition du monde nouveau ne peut être qu'une approche, un projet, une recherche.

L'apparition et la généralisation des formes directes du pouvoir ouvrier impliquent que le processus révolutionnaire est déjà fortement avancé. Cependant, il est à présumer qu'à ce niveau-là, le pouvoir bourgeois est encore loin d'être totalement liquidé. Il s'installe donc provisoirement une dualité entre les structures révolutionnaires et socialistes mises en place par la classe ouvrière et les forces contre-révolutionnaires.

A cette période, la lutte des classes, loin d'être en voie d'atténuation, atteint son paroxysme, et c'est là même que les termes de guerre des classes prennent toute leur acuité ; de l'issue de cette guerre dépend l'avenir de la révolution. Cependant, il serait dangereux de concevoir le processus selon des normes bien définies. En effet, la nature du pouvoir d'État, c'est-à-dire contre-révolutionnaire, en lutte contre les conseils, peut prendre différentes formes. Ce qui est fondamental, c'est que le pouvoir des conseils est antagoniste de tout pouvoir d'État puisqu'il s'exprime au sein même de la société par les assemblées générales dont les délégués, dans les divers organismes mis en place, ne sont que l'émanation, et restent révocables en permanence.

Pouvoir et société ne sont plus alors séparés, les conditions maximales étant réalisées pour la satisfaction des besoins, tendances, aspirations des individus et des groupes sociaux, l'homme échappant à sa condition d'objet pour devenir le sujet créateur de sa propre vie.

Il est donc évident que la révolution ne peut pas être faite par personnes interposées, elle est le produit de l'action spontanée du mouvement des masses et non d'un état-major de spécialistes, ou d'une avant-garde prétendument seule consciente et chargée de la direction et de l'orientation des luttes. Lorsque le mot «spontané» est employé ici, son usage ne doit absolument pas être interprété comme une adhésion à une conception dite «spontanéiste» privilégiant la spontanéité des masses aux dépens de la conscience révolutionnaire qui en est le complément et le dépassement indispensables. En d'autres termes, un mauvais emploi de la notion de spontanéité consisterait à l'assimiler une activité «désordonnée», «instinctuelle», qui serait incapable d'engendrer la conscience révolutionnaire comme l'ont prétendu Kautsky et, à sa suite, Lénine dans *Que faire ?*

Il est non moins évident que la révolution ne peut être une simple restructuration politique et économique de l'ancienne société, mais qu'elle bouleverse à la fois tous les domaines en brisant les rapports de production capitalistes, en brisant l'État, elle est non seulement politique, économique, mais culturelle, à tout instant, et c'est en ce sens que l'on peut utiliser le concept de révolution totale.

III — L'avant-garde réelle, ce n'est pas tel ou tel groupe qui se proclame la conscience historique du prolétariat, c'est effectivement ceux des travailleurs en lutte qui sont à la pointe des combats offensifs, ou ceux qui maintiennent un certain degré de conscience même dans les périodes de recul.

L'organisation des révolutionnaires est le lieu de rencontre, d'échanges, d'informations, de réflexions, permettant l'élaboration de la théorie et de la pratique révolutionnaire qui ne sont que deux aspects d'un même mouvement. Elle regroupe les militants qui se reconnaissent sur un même niveau de réflexion, d'activité, de cohésion. Elle ne peut en aucun cas se substituer au mouvement prolétarien lui-même, ni lui imposer une direction, ni prétendre en être la conscience achevée.

Elle doit en revanche tendre à synthétiser les expériences des luttes, aider à la prise de conscience révolutionnaire maximale, rechercher la cohérence la plus grande possible dans la perspective de cette prise de conscience, considérée non comme un but ou existant dans l'abstrait, mais comme une dynamique.

En résumé, son rôle est d'appuyer l'avant-garde prolétarienne, d'aider à l'auto-organisation du prolétariat en jouant soit collectivement, soit par l'intervention des militants, un rôle de diffuseur, de catalyseur, de révélateur, et en permettant aux révolutionnaires qui la composent des interventions coordonnées et convergentes, sur le plan de l'information, de la propagande, de l'appui d'actions exemplaires.

Une conséquence de cette conception de l'organisation des révolutionnaires est sa vocation à disparaître non par une décision mécanique, mais lorsqu'elle ne correspond plus aux fonctions qui la justifiaient ; elle se dissout alors dans la société sans classes.

La pratique des révolutionnaires se fait au sein des masses, et l'élaboration théorique n'a de sens que si elle est constamment liée aux luttes du prolétariat. Ainsi, la théorie révolutionnaire est à l'opposé des redites idéologiques recouvrant l'absence de toute pratique réellement prolétarienne.

Il en résulte que l'organisation des révolutionnaires se donne pour vocation de regrouper les militants qui sont en

accord avec ce qui précède et indépendamment de tout «label» marxiste, anarchiste, conseiller, communiste libertaire, le label pouvant recouvrir en fait une conception dirigiste et élitaire de l'avant-garde que l'on retrouve certes chez les léninistes, mais également chez de prétendus libertaires.

Elle ne se recommande exclusivement d'aucun théoricien particulier, ni d'aucune organisation préexistante, tout en reconnaissant les apports positifs de ceux qui ont systématisé, précisé, répandu, les idées puisées dans le mouvement même des masses, mais elle se situe comme suite des expressions du courant ouvrier anti-autoritaire de la lère Internationale, courant qui, historiquement, est connu sous le nom d'anarchisme communiste ou communisme libertaire, courant que les organisations dites «anarchistes» ont souvent malheureusement caricaturé grossièrement.

L'organisation des révolutionnaires est autogérée. Elle doit préfigurer dans ses structures et son fonctionnement la société non bureaucratique qui voit disparaître la distinction dirigeant-exécutant, et qui instaure la délégation uniquement pour des tâches techniques et avec le correctif de la révocabilité permanente.

Les connaissances techniques et les capacités de toutes sortes doivent être généralisées au maximum, de telle sorte que l'on arrive à une rotation effective des tâches. La discussion et l'élaboration doivent être donc le fait de tous les militants et plus que les normes organisationnelles indispensables et révisables à tout instant, c'est le niveau de cohérence et de conscience des responsabilités atteint par chacun qui est le meilleur antidote de toute déviation bureaucratique.

(Cette plate-forme a été discutée et adoptée au cours d'une réunion tenue à Marseille le 11 juillet 1971. Celle-ci avait été convoquée par le Mouvement communiste libertaire [MCL], fondé par des groupes et individus pour la plupart issus de l'ex-Fédération communiste libertaire [FCL], de la Jeunesse anarchiste communiste [JAC], de l'Union des groupes anarchistes-communistes [UGAC], à la suite de Mai 68, dans le cadre d'une fusion avec plusieurs groupes locaux de l'Organisation révolutionnaire anarchiste [ORA]. Daniel Guérin a activement participé aux discussions concernant sa rédaction finale, sur la base d'un canevas proposé par Georges Fontenis. Elle a été publiée dans *Guerre de classes*, journal de l'OCL, en novembre 1971.

In *À la recherche d'un communisme libertaire.*)

## L'«Appel pour une alternative libertaire» de 1989

Depuis l'hiver 1986-1987 les luttes se succèdent. Elles réclament une expression offensive et novatrice.

Les signataires de cet appel s'adressent à toutes celles et à tous ceux qui pensent qu'une alternative révolutionnaire nouvelle doit s'affirmer dans la situation sociale et politique d'aujourd'hui. L'affirmation d'un mouvement révolutionnaire capable d'apporter un prolongement aux luttes qui se réveillent passe à nos yeux par deux voies complémentaires:

- la formation d'une nouvelle organisation pour un communisme libertaire, ce que propose cet appel;
- l'émergence d'un vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire, nécessairement pluraliste, à laquelle les libertaires organisés contribueraient dès maintenant, et où ils seront actifs aux côtés d'autres sensibilités.

Nous sommes entrés dans une période d'agitation et de luttes qui mettent à nu l'incapacité de la gauche et des directions syndicales confédérales à répondre aux aspirations de la population.

Le Parti «socialiste» (PS) gère le capitalisme, épouse sa logique, abandonne toute volonté de transformation de la société, voire même de réformisme social-démocrate. Il s'oppose aux intérêts de toutes les couches populaires. Sous couvert d'«entrée dans la modernité», il veut mettre en œuvre un consensus politique et social avec la droite et entre les diverses classes. Machine électorale avant tout, le PS est un parti de notables et de technocrates où tout se décide au sommet sans aucune démocratie réelle.

Le Parti «communiste» français (PCF) n'a plus, depuis longtemps, de projet révolutionnaire. Sa direction campe sur le mécontentement social, mais n'offre, pour tout modèle de société, qu'une URSS toujours terriblement bureaucratique. Il propose un cadre organisationnel complètement antidémocratique, et il impose à des pans entiers du mouvement syndical et social une mainmise insupportable.

Le syndicalisme est confronté à la remontée des luttes mais aussi aux aspirations à l'auto-organisation qui s'y expriment avec vigueur. Jamais le fossé n'a été aussi grand entre les travailleurs syndiqués et non-syndiqués, les structures syndicales qui font le choix des luttes et de leur autogestion, et des appareils sclérosés souvent liés au PS ou au PCF.

Les gauches, révolutionnaires, alternatives ou écologistes, avec toutes leurs variantes, ne proposent pas d'alternative crédible et attractive. Les erreurs, les mythes, les pratiques dirigistes et centralisées héritées du léninisme restent chez les uns toujours très pesants. Chez les autres, c'est la tentation très forte de s'intégrer dans la politique institutionnelle, politicienne, et de constituer ainsi un pôle «réformiste radical», suite aux abandons successifs de son projet par la social-démocratie une fois venue au pouvoir.

Le bilan du mouvement libertaire, tel qu'il existe aujourd'hui, n'est pas plus positif et un débat sur ce point est nécessaire. Nous n'avons pas réussi, pour des raisons très diverses, à proposer une alternative contemporaine. Et bien des travers viennent encore, ici et là, ternir notre image : les divisions, la désorganisation, un certain sectarisme,

parfois un culte irraisonné du spontanéisme, parfois également le refuge dans des démarches qui ont le mérite de témoigner d'un refus éthique de la société aliénante mais qui restent par trop idéologiques et ne se donnent pas les moyens d'agir sur la réalité sociale.

Les signataires de cet appel affirment qu'il y a place pour un combat libertaire nouveau, non dogmatique, non sectaire, attentif à ce qui se passe et se transforme dans la société. Un combat ouvert et en même temps organisé pour être efficace. Un message cohérent, charpenté, mais en même temps jamais achevé, toujours l'objet de recherches et de renouvellements.

Ce sont les aspirations qui s'expriment dans les luttes : l'égalité, l'auto-organisation, le refus de la logique libérale, qui nous conduisent à cette conviction. C'est également le champ laissé libre par l'effondrement des modèles hier dominants: social-démocratie, léninisme, stalinisme. De nombreux militants seraient sensibles à l'expression d'un courant résolument anticapitaliste et libertaire, s'il sait agir en lien avec les problèmes contemporains.

Enfin, bien des libertaires et autres antiautoritaires se sont illustrés, souvent très activement, dans les dernières luttes, dans le syndicalisme, dans les mouvements étudiants, dans le combat contre le racisme et pour l'égalité, ou dans le soutien à la lutte du peuple kanak. Parmi eux, nombreux sont ceux qui sentent qu'il faut s'actualiser pour prolonger et renforcer leurs combats, par-delà les structurations et des divisions entre les libertaires le plus souvent héritées du passé.

C'est sur la base de ces pratiques que nous proposons de nous appuyer, pour organiser ensemble une alternative libertaire qui réponde aux défis de notre temps.

Cette perspective repose sur un constat : aucune des composantes libertaires actuelles ne peut représenter cette alternative de façon suffisante. Ce constat objectif ne remet nullement en question la valeur du travail des diverses organisations existantes. Nous ne les rejetons pas. Nous invitons au contraire toutes les organisations, groupes locaux, revues, individus à suivre le processus, s'y exprimer, y participer. Les acquis des uns et des autres ne doivent pas être reniés et oubliés. Une nouvelle formation sera d'autant plus riche qu'elle réussira à collectiviser dans un capital commun les apports multiples qui l'ont précédée. Mais il faut faire du neuf pour répondre à une situation nouvelle. La meilleure démarche nous paraît être celle qui partirait des pratiques sociales et militantes, dans un processus maîtrisé par des individus et des collectifs de base s'exprimant depuis leurs réalités, au-delà des clivages traditionnels.

L'initiative que nous proposons est donc animée par un collectif de signataires individuels et nous invitons chacune et chacun à se joindre à ce processus.

Une affirmation contemporaine pour un communisme libertaire est possible, élaborée en partant de nos pratiques sociales et d'une analyse de la société tenant compte des profondes mutations économiques, sociologiques, culturelles :

— Une orientation offensive, résolument anticapitaliste, de lutte de classe, dans les conditions et les formes sociales d'aujourd'hui.

— Une stratégie de contre-pouvoirs, où les travailleurs, les jeunes, les chômeurs s'auto-organisent et imposent de profondes transformations par leurs luttes autonomes. Stratégie que nous opposons à celles des changements par la voie institutionnelle, l'action des partis, des élus, l'illusion du réformisme politique. On peut défendre aujourd'hui, en prenant appui sur les luttes, un combat résolument extra- et antiparlementariste, sans s'enfermer dans des campagnes purement idéologiques.

— Une perspective autogestionnaire, un projet de rupture révolutionnaire reposant sur une stratégie de luttes dès aujourd'hui praticable : ce combat libertaire prendrait appui sur les mouvements sociaux et sur les pratiques de ses militants, pratiques larges, unitaires, menées sans sectarisme. Des pratiques qui passent par l'autogestion des luttes et l'action syndicale sous toutes les formes d'aujourd'hui (c'est-à-dire tant à la CFDT, à la CGT à la FEN, voire à FO, qu'à la CNT et dans les syndicats de lutte indépendants).<sup>265</sup> Pratiques de classe, tout autant, hors des murs des entreprises, sur tous les aspects de la vie et de la société. Pratiques, luttes contre l'ordre patriarcal. Contre le racisme et pour l'égalité. Contre les impérialismes, contre les dictatures, contre l'apartheid. Contre le militarisme. Contre le nucléaire et pour la défense de l'environnement. Luttes, tout autant, de la jeunesse scolarisée et de la jeunesse précarisée ou au chômage.

Cette affirmation libertaire ancrée dans les réalités actuelles est bien dans la filiation de l'un des courants majeurs de l'histoire du mouvement ouvrier.

Nous nous référons sans dogmatisme, sans apologie naïve, et donc non sans esprit critique, en toute indépendance d'esprit, aux anti-autoritaires de la lère Internationale, aux syndicalistes révolutionnaires, aux anarcho-syndicalistes, aux communistes libertaires ou anarchistes communistes ; sans négliger les apports du conseilisme, du syndicalisme, des courants autogestionnaires, du féminisme, de l'écologie. Sans perdre de vue que ce sont les luttes des travailleurs eux-mêmes, les mouvements sociaux d'hier et d'aujourd'hui qui nourrissent l'essentiel de notre réflexion.

Tout ce bagage mis en regard des exigences contemporaines implique des synthèses et des dépassements multiples, vers un courant nouveau, tourné vers l'avenir.

Pour élaborer et pour défendre ce combat, s'organiser est nécessaire. Nous ne fétichisons pas l'organisation.

Une organisation c'est:



- la mise en commun des moyens, des expériences, des centres d'intérêts différents, de la formation politique;
- un lieu de débats pour élaborer des orientations collectives;
- un moyen de faire circuler très vite l'information et se coordonner;
- la recherche d'une stratégie en lien avec les réalités contemporaines;
- une plate-forme qui exprime notre identité.

Il faut rechercher une forme d'autogestion de l'organisation à la fois démocratique et fédéraliste, qui ne débouche pas sur la confusion, qui organise les convergences sans nier les différences, qui offre un cadre collectif sans entraver la liberté de parole et d'action de chacun. Une organisation autogérée, où les orientations majeures sont prises démocratiquement par tous, par le consensus ou sinon par le vote. Une organisation efficace, avec les structures et les moyens nécessaires. Une organisation visant à des pratiques et à une dimension internationale, alors que l'Europe se prépare, et que, depuis toujours, la lutte anticapitaliste ne peut se contenir dans le cadre étroit de chaque État.

Reste à préciser que nous ne proposons pas de former une secte qui n'aurait d'autre finalité que son propre développement. Il faut également penser une forme de militantisme où l'engagement ne soit pas dévorant, aliénant.

Un des atouts d'une nouvelle organisation pourrait être l'édition d'une presse d'un type nouveau, susceptible d'atteindre un plus large public, qui serait certes l'expression d'un courant, d'une organisation, mais également une tribune très ouverte:

- une presse autogérée par les militants ;
- un réseau très large de collaborateurs extérieurs ;
- une presse qui organiserait une partie de ses colonnes comme un forum permanent, ouvert, pluraliste, où pourraient s'exprimer les militants des mouvements sociaux et des courants révolutionnaires, libertaires, autogestionnaires.

(Appel signé en mai 1989 par une centaine de libertaires, militants politiques, syndicaux et associatifs, organisés ou inorganisés [ou ex-organisés], issus de:

- Tribune anarchiste communiste (TAC), venant de l'UGAC, membre, en 1968, du Comité d'initiative pour un mouvement révolutionnaire (CIMR), autour de Jean-Pierre Vigier et de Jean-Paul Dessertine, s'étant durant un temps rapprochée de la mouvance autogestionnaire proche du PSU, et éditeur la revue éponyme ;
- Collectif d'organisation des Journées de réflexions anti-autoritaires (COJRA), rassemblant des individus «non-dogmatiques», tant d'origine libertaire que marxiste ;
- Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), organisation à laquelle appartenait Daniel Guérin;
- Collectif jeune libertaire ;
- Gauche autogestionnaire ;
- Collectif de lutte anticapitaliste de Thann-Mulhouse, éditant *A contre-courant syndical et politique* ;
- membres de la rédaction de la revue *Noir et Rouge* (seconde manière), issue d'*Informations et Réflexions libertaires* (IRL).

Parmi les proches de Daniel Guérin, Daniel Guerrier, signataire, membre à l'époque du COJRA, fut, avec Gérard Mélinand, l'un des initiateurs du projet et participa à sa rédaction collective ; et Georges Fontenis et André Senez en étaient signataires. Cet appel est paru dans *Lutter !* édité par l'UTCL, de mai 1989, et a été repris dans plusieurs titres de la presse libertaire et ou révolutionnaire.)

---

Scan et corrections, L'Idée Noire, 9/11/06  
© «Les amis de Spartacus», 2003

<sup>1</sup> Dédicace manuscrite retrouvée dans un exemplaire de *Jeunesse du socialisme libertaire* paru en 1959.

Maximilien Rubel (1905-1995), spécialiste incontesté de Marx, est l'éditeur des Œuvres de celui-ci dans la Bibliothèque de la Pléiade (4 volumes, Gallimard, de 1963 à 1994), animateur infatigable des *Études de marxologie* (cahiers de l'ISMEA, CNRS), en collaboration avec Louis Janover. Il a notamment publié *Pages choisies de Karl Marx pour une éthique socialiste* (Librairie Marcel Rivière & Cie, 1948, Payot, 2 vol., 1970), *Karl Marx, essai de biographie intellectuelle*, 1956 (Librairie Marcel Rivière & Cie, 1958, 1971), *Jules Andrieu, notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris* (Payot, 1971; Spartacus, 1984), *Marx critique du marxisme* (Payot, 1974; Payot & Rivages, 2000) ainsi que [Marx théoricien de l'anarchisme](#) (Le Vent du chemin, 1983).

<sup>2</sup> Auteur de *L'Autre Communisme*, Acratie, 1990; *Changer le monde, histoire du mouvement communiste libertaire, 1945-1997*, éditions Le Coquelicot/Alternative libertaire, 2000 ; *Non conforme*, Ed. Bénévent (Nice), 2002. Il est aujourd'hui militant d'Alternative libertaire.

<sup>3</sup> Bakounine, *Œuvres*, éditées par Max Nettlau, puis James Guillaume, 6 vol., Stock, 1895-1913. Depuis, nous disposons, grâce à Arthur Lehning, des *Archives Bakounine* aux

éditions Champ libre, 8 vol. parus, de 1973 à 1982.

<sup>4</sup> *Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire*, 1971, Spartacus, 1982.

<sup>5</sup> Traduit en plus de 20 langues ; Gallimard, 1965, (folio) 1987.

<sup>6</sup> «La petite patrie», terme employé par les disciples espagnols de Kropotkine.

<sup>7</sup> Ed. Montaigne, 1938, éd. Béliabaste, 1971 (épuisé) ; réédition (préfacée par René Berthier) à paraître chez Spartacus en 2003.

<sup>8</sup> Note de Daniel Guérin à l'édition de 1984 : Les textes qui composent le présent recueil ont tous été publiés dans divers périodiques ou exposés au cours de colloques et à ce titre ils apparaissent tous datés. Toutefois il a paru nécessaire d'y apporter, pour la présente édition, quelques modifications et retouches, la modification la plus systématique (lorsque cela était possible en contexte) ayant été le remplacement des termes «socialisme libertaire» ainsi que «marxisme libertaire» par le terme «communisme libertaire».

<sup>9</sup> Cf. Nestor Makhno, *La Révolution russe en Ukraine, mars 1917-avril 1918, 1927* (1er volume de ses *Mémoires* [édition complète en préparation par Alexandre Skirda], avant-propos de Daniel Guérin), Éditions Belfond, 1970 ; Alexandre Skirda, *Nestor Makhno, le cosaque libertaire, 1888-1934*, 1982, Éditions de Paris (3e édition revue et augmentée), 1999 ; Archinov, *La makhnovitchina. L'insurrection révolutionnaire en Ukraine de 1918 à 1921*, Éditions anarchistes, 1924, Spartacus (nouvelle édition revue et augmentée), 2000 ; Hélène Châtelain, *Nestor Makhno, paysan d'Ukraine*, film de 60 min., La Sept/Arte, 1997 ; en bande dessinée : François Hombourger, *Makhno, l'Ukraine libertaire, 1918-1921*, Ed. Libertaires/Ed. du Monde libertaire, 2 vol., 2002.

<sup>10</sup> Voir le chapitre «Kronstadt 1921».

<sup>11</sup> Cf. Abel Paz, *Un anarchiste espagnol, Durruti*, Quai Voltaire, 1993 ; Cédric Dupont, *Ils ont osé ! Los Solidarios*, Ed. du Monde libertaire, 2002.

<sup>12</sup> Note de bas de page in Joaquin Maurin, *Révolution et Contre-Révolution en Espagne*, éd. Rieder (préface de Victor Serge), 1937.

<sup>13</sup> Voline, *La Révolution inconnue, 1917-1921*, 1945, Verticales, 1997.

<sup>14</sup> In vol. III, Isaac Deutscher, *Trotsky, le prophète armé/le prophète désarmé*, 4 vol., UGE, 1965, 1979.

<sup>15</sup> Malatesta, polémique de 1897 citée par Luigi Fabbri, in *Dittature Rivoluzione*, 1921 (en italien).

<sup>16</sup> In *La Révolution inconnue, 1917-1921*, Voline, 1947, Béliabaste (réédition épuisée), 1969, p. 19 ; Verticales/Imprimerie Slatkine (Genève), 1997. Dans *L'Unique et sa propriété* (1845), Max Stirner énonçait déjà comme étant le «principe de la Révolution» cet axiome pessimiste : «Un nouveau maître est toujours mis à la place de l'ancien et la destruction est une reconstruction. [...] Le maître ressuscitant comme État, le serviteur reparaît comme citoyen». Traduction française, Ed. SLIM, 1948, pp. 139 et 172-173

<sup>17</sup> In *De la capacité politique des classes ouvrières*, 1864 ; Librairie Marcel Rivière & cie, 1924, p 200 ; Ed. du Monde libertaire, 1977.

<sup>18</sup> Cf. le texte suivant: «La révolution déjacobinisée».

<sup>19</sup> In *De la capacité...*, Proudhon, pp. 88 et 119.

<sup>20</sup> Cf. *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, Londres-Hambourg, 21 juillet 1873.

<sup>21</sup> Trotsky, 1905, Ed. de Minuit, 1976, *Histoire de la Révolution russe*, Rieder, Paris, 1933.

<sup>22</sup> Trotsky, *Terrorisme et Communisme*, 1920, éd. française, 1936, p. 53 ; in *Œuvres complètes*, EDI.

<sup>23</sup> Préface d'Engels du 18 mars 1891 à *La Guerre civile en France* de Marx, première édition en français, Bibliothèque d'études socialistes, 1901 ; Éditions sociales, 1953.

<sup>24</sup> Titre de l'ouvrage célèbre de l'Anglais Thomas Hobbes (1651), qui était, entre autres, une apologie du despotisme.

<sup>25</sup> Voir plus loin le texte «Lénine ou le socialisme par en haut».

<sup>26</sup> *L'Unique et sa propriété*, déjà cité.

<sup>27</sup> Discours au congrès de Berne (1868) de la Ligue de la paix et de la liberté, in *Mémoire de la Fédération jurassienne*, Sonvillier, 1873, p. 28.

<sup>28</sup> Cf. Oscar Testut, *L'Internationale*, 1871, p. 154.

<sup>29</sup> Marx, *La Guerre civile en France*, 1871, op. cité.

<sup>30</sup> «Les Prétendues Scissions de l'Internationale», 5 mars 1872, reproduit dans *Le Mouvement socialiste*, juillet-décembre 1913.

<sup>31</sup> Plekhanov, *Anarchisme et Socialisme, force et violence*, fin du ch. VI et préface d'Eleanor Marx-Aveling, Librairie de l'Humanité, 1923.

<sup>32</sup> Voline, op. cité, pp. 218 et 229.

<sup>33</sup> Kropotkine, *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*, Stock, 1896, p. 51.

<sup>34</sup> Cf. le texte de Rosa Luxemburg de 1904 reproduit en annexe in Trotsky, *Nos tâches politiques*, 1904, traduction française, Belfond, 1970.

<sup>35</sup> Morris Ernst, *Too Big*, New York, 1940.

<sup>36</sup> «Réforme ou maladie sénile du communisme», *L'Express*, 23 novembre 1956.

- <sup>37</sup> Charles Bettelheim, *La Planification soviétique*, Librairie Marcel Rivière, 1945, pp. 149, 258-259.
- <sup>38</sup> Cf. César De Paepé, «De l'organisation des services publics dans la société future», 1874, in *Ni dieu ni maître, anthologie de l'anarchisme*, réédition de 1969, pp. 317.
- <sup>39</sup> Kropotkine, op. cité, pp. 31-33.
- <sup>40</sup> Edgar Quinet, *La Révolution*, 1865, éd. Lacroix, Vanboeckhoven & Cie, 1869, I, p. 8.
- <sup>41</sup> *La Lutte de classes sous la Première République*, 2 vol, réédition revue et augmentée, 1968.
- <sup>42</sup> *Times, Literary Supplement*, 15 novembre 1946.
- <sup>43</sup> Kropotkine, *La Grande Révolution, 1789-1793*, Stock, 1909, 1976, p. 745. La plupart des historiens de la pensée socialiste ont eu le tort de ne pas souligner suffisamment que ces courants de pensée sont nés non seulement dans le cerveau des idéologues du XIXe siècle, eux-mêmes héritiers des philosophes du XVIIIe siècle, mais aussi dans l'expérience vivante de la lutte des classes, en particulier celle de 1793. Cette lacune est particulièrement visible dans le chapitre sur la Révolution française par lequel le regretté G. D. H. Cole a ouvert sa monumentale histoire de la pensée socialiste (*A History of Socialist Thought*, I, 1953, pp. 11 -12).
- <sup>44</sup> Boris Souvarine, *Staline*, 1935, Éditions Champ libre, 1977, p. 265; Erich Wollenberg, *The Red Army*, 2e édition, Londres, 1940, pp. 78-80 ; Isaac Deutscher, *Staline*, Gallimard, 1953, p. 7.
- <sup>45</sup> Cf. entre autres Marc-Antoine Jullien à la Société populaire de La Rochelle, 5 mars 1793, in Édouard Lockroy, *Une mission en Vendée*, éd. Paul Ollendorff, 1893, pp. 245-248.
- <sup>46</sup> Cf. Paul Sainte-Claire Deville, *La Commune de l'an II*, Plon, 1946.
- <sup>47</sup> Pierre Caron, *Paris pendant la Terreur*, 6 vol., éd. A. Picard, 1910-1964.
- <sup>48</sup> Pierre Caron. *Paris pendant la Terreur*, VI («observateur» Boucheseiche, 29 mars 1794).
- <sup>49</sup> Karl Kautsky, *La dictature du prolétariat*, 1918, UGE 10/18, 1972 ; du même, *Materialistische Geschichtsauffassung*, 1927, II, p. 469. Cf. Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918, Librairie de l'Humanité, 1925, p. 11.
- <sup>50</sup> Ainsi dans sa *Critique du Programme d'Erfurt* (1891), Éditions sociales, 1950, Spartacus, 1973, Engels écrit que la république démocratique est «*la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà démontré la Grande Révolution française*».
- <sup>51</sup> Saint-Just ayant proposé que le pouvoir fût concentré entre les mains de Robespierre, la perspective d'une dictature personnelle suscita un tollé parmi ses collègues, et Rober Lindet se serait écrié: «*Nous n'avons pas fait la Révolution au profit d'un seul.*» In Armand Montier, *Robert Lindet*, 1899, p. 249.
- <sup>52</sup> Bakounine, article dans *L'Égalité* du 26 juin 1869, in *Mémoire de la Fédération jurassienne*, Sonviller, 1873, annexe ; *Œuvres*, éd. Stock, IV, p. 344; «Programme de l'Organisation révolutionnaire des Frères internationaux», in *L'Alliance internationale de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, Londres-Hambourg, 1873. Il est vrai que Bakounine, quand il lui arrivait de subir l'influence des blanquistes, laissait parfois échapper de sa plume le mot de «dictature», mais pour se reprendre aussitôt: une «*dictature sans écharpe, sans titre, sans droit officiel, et d'autant plus puissante qu'elle n'aura aucune des apparences du pouvoir*» (Lettre à Albert Richard, 1870, in Richard, *Bakounine et l'Internationale à Lyon*). Cf. également Fritz Brupbacher, «Soixante ans d'hérésie», in *Socialisme et Liberté*, Boudry (Suisse), 1955, p. 259.
- <sup>53</sup> Ils ont tremblé à l'idée de contredire Lénine, pour lequel quiconque ne comprend pas la nécessité de la dictature ne comprendrait rien à la Révolution et ne serait pas un véritable révolutionnaire («Contribution à l'histoire de la dictature», 1920, in *De l'État*, Bureau d'éditions, 1935, pp. 31-35)
- <sup>54</sup> Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf*, Librairie romantique, 1828, I, pp. 93, 134, 139, 140.
- <sup>55</sup> Kaustky, *La Dictature...*, cit. ; préface de V. P. Volguine aux *Textes choisis de Blanqui*, Albert Soboul, pierre Angrand, Jean Dauty, Éditions sociales, 1955, pp. 20 et 41 ; Maurice Dommanget, *Les Idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui*, 1957, pp. 170-173.
- <sup>56</sup> Cf. *Les Cahiers du bolchevisme*, 14 mars 1933, p. 451.
- <sup>57</sup> Marx, *La Lutte des classes en France*, 1850, éd. Schleicher, 1900, p. 147.
- <sup>58</sup> Maximilien Rubel, *Karl Marx, pages choisies pour une éthique socialiste*, Librairie Marcel Rivière & Cie, 1948, pp. 224-225 ; Payot, 1970.
- <sup>59</sup> Cf. Léon Trotski, *Nos tâches politiques*, Genève, 1904, traduction française, op. cité, et notamment le chapitre final intitulé «Dictature sur le prolétariat».
- <sup>60</sup> *Der Bankrott des russischen Saatskommunismus*, Berlin. 1921, pp. 28-31 ; édité en français in *Les soviets trahis par les bolcheviks*, Spartacus, 1973, 1998.
- <sup>61</sup> Cf. Proudhon, *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle*, 1851 (*Œuvres complètes*, Librairie Marcel Rivière & Cie, 1926, pp. 126-121); Deutscher, op. cité, pp. 8-9 (d'après Albert Sorel).
- <sup>62</sup> Georges Lefebvre, *Annales historiques...*, avril-juin 1947, p. 175.
- <sup>63</sup> Albert Soboul, «Robespierre and the Popular Movement of 1793-1794», in *Past and Present*, mai 1954, p. 60.
- <sup>64</sup> Georges Guy-Grand, *La Démocratie et l'après-guerre*, éd. Garnier frères, 1920, p. 230
- <sup>65</sup> Georges Lefebvre, *Études sur la Révolution française*, PUF, 1954, p. 21.
- <sup>66</sup> Albert Mathiez, *L'Humanité* du 19 août 1920 ; in Guy-Grand, op. cité, p. 225.
- <sup>67</sup> *Der Bankrott...*, op. cité.
- <sup>68</sup> Trotsky, *Staline*, 1948 pp. 485, 556, 559-560 ; UGE, 1979.

- <sup>69</sup> On retrouve l'expression «*révolution permanente*» sous la plume de Bakounine comme sous celles de Blanqui et de Marx.
- <sup>70</sup> Varlet, *L'Explosion*, 15 Vendémiaire, an III.
- <sup>71</sup> Alain Sergent et Claude Hamel, *Histoire de l'Anarchie*, Le Portulan, 1949 p. 82 ; Éditions Champ libre, 1984.
- <sup>72</sup> Babeuf, *Tribun du peuple*, II, nE 294, 13 avril 1796 ; Buonarroti, op. cité, pp. 264-266.
- <sup>73</sup> Proudhon, *Idée générale...*, op. cité, p. 195.
- <sup>74</sup> *Ibidem*, pp. 177-236.
- <sup>75</sup> Bakounine, *Œuvres*, op. cité, I, p 11.
- <sup>76</sup> Bakounine, *Œuvres*, op. cité, II, pp. 108, 232. Il en a été de même pour les socialistes allemands : Rudolf Rocker a souligné (dans son *Johann Most*, Berlin, 1924, p. 53) combien Wilhelm Liebknecht, fondateur avec Bebel du Parti ouvrier social-démocrate en Allemagne, fut «*influencé par les idées des vieux jacobins communistes*».
- <sup>77</sup> Deutscher, *Trotsky...*, op. cité, p. 95.
- <sup>78</sup> Boris Nicolaïevski, *Karl Marx*, Gallimard, 1937, pp. 146 et 158.
- <sup>79</sup> Deutscher, *Staline*, op. cité, p. 39. Cf. également sir John Maynard, *Russia in flux*, New York, 1955. p. 118.
- <sup>80</sup> Marx, *La Sainte Famille*, in *Œuvres philosophiques*, éditions Costes, 1927, II, p. 213.
- <sup>81</sup> Engels, *Anti-Dühring*, 1878, éditions Costes, 1952, III, p. 8; Éditions sociales, 1950.
- <sup>82</sup> Proudhon, *Idée générale...*, op. cité, pp. 254-323 ; Bakounine, *Œuvres*, II, pp. 108, 228, 296. 361-362 ; VI, p. 257.
- <sup>83</sup> Engels, *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Ed. Costes, 1939, p. 247 et note ; Marx, *Le Dix-Huit Brumaire de Louis-Bonaparte*, Ed. Schleicher frères, 1900, p. 342-344 ; Marx, *La Guerre civile...*, op. cité, pp. 16, 46, 49 ; Engels, «*Critique du programme d'Erfurt*», cité.
- <sup>84</sup> Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917, Librairie de l'Humanité, 1925, Ed. Gonthier, 1963.
- <sup>85</sup> Lénine, *Pages choisies*, Bureau d'édition, de diffusion et de publicité, 2 vol., 1926-1927, II, pp. 372-373.
- <sup>86</sup> Lénine, *Œuvres* (en français), première édition, XX, p. 640 ; Éditions sociales, 3 vol., 1959-1969.
- <sup>87</sup> Lénine, *Pages choisies...*, II, p. 93.
- <sup>88</sup> Lénine, *Pages*, II, p. 296; *Œuvres*, XX, p. 640.
- <sup>89</sup> Lénine, *Pages*, III, p. 339.
- <sup>90</sup> Lénine, *Œuvres*, op. cité, XX, p. 640 ; *Pages*, I, p. 192 (1904).
- <sup>91</sup> Lénine, *Œuvres*, op. cité, XXI, pp. 213, 227, 232.
- <sup>92</sup> Trotsky, *Nos tâches politiques*, op. cité, p. 66.
- <sup>93</sup> H. E. Kaminski, *Bakounine, la vie d'un révolutionnaire*, op. cité, p. 17.
- <sup>94</sup> *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle*, 1851, éd. Marcel Rivière & Cie, 1926, pp. 363-364.
- <sup>95</sup> *Idem*, pp. 277-278, 329.
- <sup>96</sup> «*Manifeste électoral*», *Le Peuple*, n°4, 8-15 novembre 1848, in *Mélanges 1848-1852*, 1868, I.
- <sup>97</sup> *Ibidem*, un passage presque identique est à relever dans *Idée générale*, p. 280.
- <sup>98</sup> «*Manifeste électoral*», op. cité.
- <sup>99</sup> Georges Gurvitch, *Proudhon*, PUF, 1965.
- <sup>100</sup> Proudhon, *Théorie de la propriété*, éd. A. Lacroix, Verboeckhoven & Cie, 1866, p. 183.
- <sup>101</sup> Bakounine, in *Archives Bakounine*, op. cité, I, première partie, p. 241.
- <sup>102</sup> James Guillaume, *Le Collectivisme de l'Internationale*, Neuchâtel, 1904, p. 12.
- <sup>103</sup> Pierre Hautmann, *P.J. Proudhon, genèse d'un antithéiste*, thèse principale de doctorat sur Proudhon (non publiée). Du même auteur : *La philosophie sociale de Proudhon*, Presses universitaires de Grenoble, 1980 ; *Proudhon, Marx et la pensée allemande*, idem, 1981 ; *Proudhon, sa vie, sa pensée (1809-1849)*, éd. Beauchesne, 1982; *Proudhon, sa vie, sa pensée (1849-1865)*, Desclée de Brouwer, 1988.
- <sup>104</sup> *Ibidem*, pp. 994-995, d'après les notes inédites du *Cours d'économie* de Proudhon.

- <sup>105</sup> Carnets, III, p. 114.
- <sup>106</sup> *De la justice dans la Révolution et dans L'Élisée*, 1858, éd. Marcel Rivière & Cie, III, p. 459-493, cité par Georges Gurvitch, in *Proudhon et Marx: une confrontation*, Centre de documentation universitaire, 1964, p. 93.
- <sup>107</sup> *De la capacité politique...*, op. cité, pp. 171 et 190.
- <sup>108</sup> *Idée générale...*, op. cité, pp. 277-283, 329.
- <sup>109</sup> *Ibidem*, pp. 277-283, 329 ; notes pour *Cours d'économie*, citées par Pierre Hautmann, p. 996.
- <sup>110</sup> Paul Lafargue, [Le Droit à la paresse](#), 1880, multiples éditions, dont éd. Spartacus, 1990.
- <sup>111</sup> Cf. mon étude, «Proudhon et l'amour unisexe» in *Essai sur la révolution sexuelle après Reich et Kinsey*, Belfond, 1963.
- <sup>112</sup> Marx, *Misère de la philosophie*, p. 136 et suiv. de l'édition originale ; Pierre Hautmann, Thèse principale, pp. 998-999.
- <sup>113</sup> *De la justice*, III, p. 91 ; Gurvitch, *Proudhon et Marx*, op. cité.
- <sup>114</sup> *De la justice...*, op. cité, p. 115.
- <sup>115</sup> *Idée générale...*, op. cité.
- <sup>116</sup> *Les Confessions d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de Février (1848)*, 1849, éd. A. Lacroix, Verboeckoven & Cie, 1868 ; Librairie Marcel Rivière & Cie, 1929, pp. 257-260.
- <sup>117</sup> «Manifeste de la démocratie anarchiste», in *Le Peuple* des 22, 26 et 31 mars 1848, reproduit dans *Solution du problème social*, 1868.
- <sup>118</sup> Proudhon, *Carnets*, III, pp. 211 et 312.
- <sup>119</sup> *De la capacité politique...*, 1864, Librairie Marcel Rivière & Cie, 1924, pp. 329 et 403.
- <sup>120</sup> Sous la direction de Jacques Freymond, *La Première Internationale*, Librairie Droz (Genève), 1962, I, pp. 151 et 365-465.
- <sup>121</sup> «Conclusion» in *Manuel d'un spéculateur à la Bourse*, 1853, 3e éd., 1857.
- <sup>122</sup> Georges Gurvitch, *Proudhon et Marx...*, pp. 46 et 108.
- <sup>123</sup> *Théorie de la propriété*, op. cité.
- <sup>124</sup> *Théorie de la propriété*, op. cité.
- <sup>125</sup> Malatesta, [Programme et organisation de l'Association internationale des travailleurs](#), Florence, 1884 ; Kropotkine, [La Conquête du pain](#), Stock, 1890 ; du même, [L'Anarchie, sa philosophie, son idéal](#), Stock, 1896, pp. 27-28 et 31 ; du même, *La Science moderne et l'Anarchie*, Stock, 1913, pp. 82-83 et 103.
- <sup>126</sup> *Théorie de la propriété*, op. cité, p. 22.
- <sup>127</sup> Bakounine, *Œuvres*, VI, p. 401.
- <sup>128</sup> Marx, *Lettre sur le programme de Gotha*, op. cité ; Lénine, *L'État et la Révolution*, op. cité.
- <sup>129</sup> Malatesta, op. cité, 1884.
- <sup>130</sup> Fernand Pelloutier, «[L'anarchisme et les syndicats ouvriers](#)», in *Les Temps nouveaux*, du 2 novembre 1895.
- <sup>131</sup> *Philosophie de la misère*, I, p. 225.
- <sup>132</sup> *Idée générale...*, p. 281.
- <sup>133</sup> *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, 1846, ch. IV, «La concurrence», in *Œuvres complètes*, éd. A. Lacroix, Verboeckhoven & Cie (3e éd.), 1867, I, p. 208.
- <sup>134</sup> *Ibidem*, I, p. 210.
- <sup>135</sup> *Ibidem*
- <sup>136</sup> *Ibidem*, I, pp. 209, 211, 234.
- <sup>137</sup> *Philosophie de la misère*, I, pp. 186 et 215.
- <sup>138</sup> *Ibidem*, I, pp. 209 et 217.
- <sup>139</sup> *Ibidem*, II, p. 414.
- <sup>140</sup> Albert Meister, *Socialisme et Autogestion, l'expérience yougoslave*, Éditions du Seuil, 1964, p. 334.

- <sup>141</sup> Cf. à ce sujet Ernest Germain, «*La loi de la valeur, l'autogestion et les investissements dans l'économie des États ouvriers*», in *Quatrième Internationale*, février-mars 1964.
- <sup>142</sup> *Idée générale...*, pp. 202-203, 301-302, 342, 420, 428.
- <sup>143</sup> «Programme et statuts de la Fraternité révolutionnaire», 1865, in Max Nettlau, *Michel Bakounine*, 1896, Londres, t. I, pp. 224 et suiv.
- <sup>144</sup> Bakounine, *Œuvres*, V, pp. 216-218 ; *Archives Bakounine*, op. cité, I, 2e partie, article paru dans *Al Rubicone* du 3 janvier 1872.
- <sup>145</sup> In *Archives*, I, 2e partie, p. 73.
- <sup>146</sup> Georges Gurvitch, *Proudhon et Marx : une confrontation*, op. cité, 1964, p. 113.
- <sup>147</sup> *De la justice...*, 1858, t. I, p. 320; *Contradictions politiques*, 1862, pp. 237 et 245-246.
- <sup>148</sup> Rosa Luxemburg, «Masse et chefs», in *Œuvres complètes* (en allemand, n'existent pas en français), vol. III, pp. 199-206 (article paru sous le titre «Espoirs déçus», in *Neue Zeit* n° 2, 12e année, 1903-1904), traduction française in *Marxisme contre dictature*, éd. Spartacus, 1974, pp.36-37 ; in *Réforme sociale ou Révolution*, éd. Spartacus, 1997, pp.140-141.
- <sup>149</sup> Proudhon, *Manuel d'un spéculateur à la Bourse*, 3e éd., 1857, «Conclusion».
- <sup>150</sup> James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs (1864-1878)*, en 4 vol., Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905-1910 ; fac-similé en 2 vol., Éditions Gérard Lebovici, 1985.
- <sup>151</sup> Sous la direction de Jacques Freymond, *La Première Internationale*, Librairie Droz (Genève), 4 vol., 1962-1971.
- <sup>152</sup> Note de l'éditeur : En réaction au Komintern et à l'Internationale syndicale rouge dirigés par Moscou, l'AIT (seconde manière) sera reconstituée en décembre 1922-janvier 1923 à Berlin, sur des bases syndicalistes révolutionnaires, avec 13 sections nationales représentant environ 1.500.000 membres. Après la chute de la Révolution espagnole, elle ne rassemblera plus que des anarcho-syndicalistes *stricto sensu*, sur des positions très idéologiques (la principale composante de la CNT française en a d'ailleurs été exclue en 1997) ; elle perdure aujourd'hui. Cf. Rudolf De Jong, «L'AIT de Berlin, de 1922 à la Révolution espagnole», intervention lors du colloque international sur l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire organisé par la CNT française lors de «Mai 2000, pour un autre futur», dont Gérard Mélinand, Yves Peyraut et Jacques Toublet (tous trois aujourd'hui disparus) furent des maîtres d'œuvre essentiels (actes coédités par Nautilus/Éditions CNT-RP, 2001).
- <sup>153</sup> Alcoy, 24 février 1873, extrait de *La Première Internationale*, op. cité, III, p. 362.
- <sup>154</sup> Correspondance de Mikhaïl Bakounine, lettres à Herzen et à Ogarev, éd. Perrin, 1896; in *Archives Bakounine*, op. cité.
- <sup>155</sup> Sous la direction de Jacques Freymond, *La Première Internationale*, op. cité, I, p. 451.
- <sup>156</sup> *Ibidem*, I, p. 450.
- <sup>157</sup> *Ibidem*, I, p. 453. Et cf. H. E. Kaminski, *Bakounine, la vie d'un révolutionnaire*, op. cité.
- <sup>158</sup> «Les prétendues scissions dans l'Internationale», in Bakounine, *Œuvres complètes*, Champ libre, vol. III, p. 273.
- <sup>159</sup> «L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs», in Freymond, op. cité, II, pp. 474-475.
- <sup>160</sup> Cf. *Bourgeois et bras nus*, 1793-1795, Gallimard, 1973, pp. 312-313 (épuisé) ; *Les Nuits rouges*, 1998.
- <sup>161</sup> *Procès-verbaux du Conseil général de la 1ère Internationale, 1868-1870*, in Freymond, op. cité, II, pp. 262-264 et 272-273.
- <sup>162</sup> Lettre au journal *La Liberté*, 5 octobre 1872, in Bakounine, *Œuvres complètes*, vol. III, p. 147.
- <sup>163</sup> Bakounine, *Étatisme et Anarchie*, 1873, in *Œuvres complètes*, vol. IV.
- <sup>164</sup> Proudhon, op. cité.
- <sup>165</sup> Lettre au journal *La Liberté*, op. cité.
- <sup>166</sup> Bakounine, *Écrit contre Marx*, in *Œuvres complètes*, vol. III, p. 204.
- <sup>167</sup> *Étatisme et Anarchie*, op. cité, pp. 346-347.
- <sup>168</sup> Lénine, *L'État et la Révolution*, op. cité.
- <sup>169</sup> «L'Allemagne et le communisme d'État», in Bakounine, *Œuvres complètes*, vol. III, p. 118.
- <sup>170</sup> *Écrit contre Marx*, op. cité, pp. 182-183.
- <sup>171</sup> Blanqui, Lettre à Maillard, 6 juin 1852, in *Textes choisis de Blanqui*, op. cité, p. 132.
- <sup>172</sup> Engels, introduction du 18 mars 1891 à Marx, *La Guerre civile en France*, 1871, Ed. sociales, 1948, p.16.
- <sup>173</sup> Blanqui, Manuscrit de 1868, in *Textes...*, op. cité, pp. 218-219.
- <sup>174</sup> Kautsky, *La Dictature du prolétariat*, 1918, éd. en anglais, pp. 17-18; UGE, 10/18, 1972.
- <sup>175</sup> Écrits divers in *Manifeste communiste*, 1848, éd. Costes, 1953, pp. 126, 133, 173.

- <sup>176</sup> *Neue Rheinische Revue*, 1850, in Maximilien Rubel, *Pages choisies de Marx*, 1948, op. cité, p. 227 ; discours de Marx au Comité central de La Ligue des communistes, 15 septembre 1850, in *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Ed. Costes, 1939, p. 107.
- <sup>177</sup> *Manifeste communiste*, op. cité, pp. 81-82 ; cf. Maximilien Rubel, *Pages choisies de Karl Marx...* Op. cité, pp. 43-45 et *Karl Marx, essai de biographie intellectuelle*, op. cité, pp. 102, 288-290.
- <sup>178</sup> *Manifeste...*, op. cité, p. 82.
- <sup>179</sup> *Les Prétendues Scissions de l'Internationale*, 1872, reproduit dans *Le Mouvement socialiste*, juillet-décembre 1913.
- <sup>180</sup> Kautsky, *Neue Zeit*, 1901-1902, XX, I, pp. 79-80, cité par Lénine, *Que faire ?* in *Œuvres* (en français), IV, pp. 445-446 ; la même déformation autoritaire de la pensée marxiste est commise par Henri Lefebvre, *Pour connaître la pensée de Karl Marx*, Bordas, 1956, pp. 56 et 144.
- <sup>181</sup> Kautsky au congrès de la social-démocratie autrichienne du 2 au 6 novembre 1901, *Protokoll...*, Vienne, 1901, p. 124, cité par Salomon Schwartz, *Lénine et le mouvement syndical*, Paris, 1935, p. 23 ; Spartacus, 1973.
- <sup>182</sup> Marx-Engels, *La Sainte Famille ou Critique de la critique critique contre Bruno Bauer et consorts*, 1845, in *Œuvres philosophiques*, Ed. Costes, 1927, II, p. 145 ; in *Œuvres*, Gallimard (La Pléiade), III, 1982.
- <sup>183</sup> Rosa Luxemburg, «Masse et chefs», op. cité.
- <sup>184</sup> Cf. Boris Souvarine, *Staline*, 1935, p. 30 ; Nicolas Berdaev, *Les Sources et le sens du communisme russe*, Gallimard, 1951, pp. 94-99.
- <sup>185</sup> Cf. Peter I. Lyashchenko, *History of the National Economy of Russia to the 1917 Revolution*, New York, 1949, pp. 525-548.
- <sup>186</sup> Lénine, *Que faire ?*, 1902, in *Œuvres* (en français), IV, p. 567.
- <sup>187</sup> Lyashchenko, op. cité, p. 551.
- <sup>188</sup> Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, 1904, Éditions sociales, p. 37 ; Éditions du progrès, 1970.
- <sup>189</sup> Lénine, *Que faire ?*, op. cité, pp. 437, 445-446, 482.
- <sup>190</sup> *Ibidem*, pp. 445, 447, 452.
- <sup>191</sup> *Ibidem*, pp. 437-438.
- <sup>192</sup> *Ibidem*, p. 432.
- <sup>193</sup> *Un pas en avant...*, op. cité, pp. 6,78,86, note.
- <sup>194</sup> *Que faire ?*, op. cité, pp. 510-511, 516, 518, 520-522, 528-530.
- <sup>195</sup> *Ibidem*, p. 571, note.
- <sup>196</sup> *Un pas en avant...*, op. cité, pp. 73-76.
- <sup>197</sup> *Un pas en avant...*, op. cité, p. 66.
- <sup>198</sup> Lénine, Discours au 2e congrès du PSDOR, 4 août 1903, *Pages choisies...*, op. cité, I, p. 176.
- <sup>199</sup> Lénine, *Que faire ?*, op. cité, p. 508 ; préface de 1908 à divers articles, in *Œuvres* (en allemand) ; XII, p. 74.
- <sup>200</sup> *Que faire ?*, op. cité, pp. 458 et 532.
- <sup>201</sup> *Un pas en avant...*, op. cité, pp. 35-37.
- <sup>202</sup> Discours au 2e congrès, cité, p. 176 ; préface de 1908, citée, p. 74.
- <sup>203</sup> *La Maladie infantile du communisme*, 1920, in *Œuvres* (en français), XXV, p. 208 ; Éditions sociales, 3 vol., 1959-1969.
- <sup>204</sup> *Que faire ?*, op. cité, pp. 528-529 ; discours au 2e congrès, cité, in *Œuvres* (en allemand), VI, p. 24.
- <sup>205</sup> Bakounine, *Étatisme et Anarchie*, 1873, op. cité, in *Archives Bakounine*, III.
- <sup>206</sup> Lénine, Discours, cité, in *Œuvres* (en allemand), VI, pp. 22-24.
- <sup>207</sup> Lénine, «Les Fruits de la démagogie», mars 1905, in *Œuvres* (en russe), 3e éd., IV, p. 546, cité par Salomon Schwarz, op. cité, p. 25.
- <sup>208</sup> *La Maladie infantile...*, op. cité, p. 208.
- <sup>209</sup> Préface, citée, in *Œuvres* (en allemand), XII, p. 74.
- <sup>210</sup> *Que faire ?*, op. cité, pp. 514 et 522.

- <sup>211</sup> *Ibidem*, p. 502; cf. Bertram D. Wolfe, *La Jeunesse de Lénine*, Calmann-Lévy, 1951, pp. 253 et 259.
- <sup>212</sup> Trotski, *Ma vie*, 1953 p.175, Gallimard, 1973; Paul Frölich, *Rosa Luxemburg*, 1939, pp. 86-89; en français, Maspero, 1965, L'Harmattan, 1991.
- <sup>213</sup> Trotski, *Staline*, 1948, éd. Grasset, 1950, pp. 89-90, 314-317.
- <sup>214</sup> Schwarz, op. cité, p. 36.
- <sup>215</sup> Trotski, *Staline*, op. cité, p. 217; Souvarine, *Staline*, op. cité, p. 77.
- <sup>216</sup> Bakounine, in *Œuvres*, IV, pp. 260-261.
- <sup>217</sup> Lénine, *Un pas en avant...*, op. cité, p. 66; «Deux tactiques», 1905, in *Pages choisies*, II, pp. 2430; «Devons-nous organiser la Révolution?», 1905, *ibidem*, pp. 37 et 46.
- <sup>218</sup> Rosa Luxemburg, «Centralisme et Démocratie», paru en 1904 dans *l'Iskra*, organe de la social-démocratie russe, et dans la *Neue Zeit*, revue théorique de la social-démocratie allemande sous le titre «Questions d'organisation de la social-démocratie russe», in Trotski, *Nos tâches politiques*, 1904, op. cité; in Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou Révolution*, Spartacus, 1997. Il convient ici de rappeler que Trotski, par la suite, a cru devoir désavouer cette brochure (qu'il n'a jamais laissé traduire du russe) et se rallia au «léninisme», esquivant, à son sujet, tout examen critique.
- <sup>219</sup> Rosa Luxemburg, *Grève générale, parti et syndicats*, 1906, traduction de Bracke (A. M. Desrousseaux), éd. Germinal (Belgique), 1909; Spartacus, 1947, pp. 47-49 et 58 (épuisé).
- <sup>220</sup> Lénine, *l'État et la Révolution*, 1917, op. cité, in Petite Bibliothèque Lénine, éd. 1933, p. 31.
- <sup>221</sup> D'ailleurs Victor Serge convient lui-même en parlant des vieux bolcheviks que «leur esprit étroitement intolérant se représentait l'État confondu avec l'appareil du parti et le parti régi par la vieille garde», in *Destin d'une révolution*, éd. B. Grasset, 1937, p. 140.
- <sup>222</sup> Isaac Deutscher, *Staline*, 1953, op. cité, p. 183; Victor Serge, *l'An I de la Révolution russe*, Librairie du travail, 1930, Éditions de Delphes, 1965, p. 331; Maspero, 1971
- <sup>223</sup> Lénine, *L'État...*, p. 109.
- <sup>224</sup> Lénine, *L'État...*, op. cité.
- <sup>225</sup> *La Maladie infantile...*, op. cité, pp. 134-135 et 228. La seule restriction laquelle consent Lénine est que «peut-être ce délai [...] sera moindre en Angleterre».
- <sup>226</sup> Victor Serge, *Destin d'une Révolution*, op. cité, pp. 140 et 163.
- <sup>227</sup> Lénine, *L'État...*, op. cité, pp. 57, 103, 110-111, 125, 132, 137; Voline, *La Révolution inconnue*, op. cité, pp. 185-188.
- <sup>228</sup> Marx, Lettre à W. Bracke du 5 mai 1875, in *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions sociales, 1950, pp. 24-25, Spartacus, 1973; Lénine, *L'État...*, op. cité, p. 112.
- <sup>229</sup> XIe Congrès, mars 1922, cité en note par l'éditeur de Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières*, op. cité, p. 92.
- <sup>230</sup> *Le Manifeste...*, op. cité, pp. 95-96.
- <sup>231</sup> Lénine, *Sur l'impôt sur les subsistances*, mai 1921, in *Œuvres*, op. cité.
- <sup>232</sup> Sur le genre de discipline «de fer», humiliante et policière, qui régnait dans les usines russes sous le tsarisme, cf. Serge N. Prokopovitch, *Histoire économique de l'URSS* (traduction de Marcel Body), Le Portulan, Flammarion, 1952, p. 368.
- <sup>233</sup> «La catastrophe et les moyens de la conjurer», in *Œuvres*, XXI, pp. 207, 228-229.
- <sup>234</sup> Michel Crozier, *Petits Fonctionnaires au travail*, Ed. du CNRS, 1955.
- <sup>235</sup> Lénine, *L'État...*, op. cité, pp. 57, 59, 110-111, 115.
- <sup>236</sup> *Ibidem*, pp. 50 et 89. Il est tout à fait «possible», soutient Lénine (et non «impossible», comme l'a écrit, par suite d'une bien curieuse erreur, le traducteur) de remplacer les capitalistes et les fonctionnaires, pour le contrôle de la production, par le peuple en armes (p. 114).
- <sup>237</sup> *Ibidem*, p. 111.
- <sup>238</sup> Proudhon, *Idée générale de la Révolution au XIXe siècle*, 1851, Librairie Marcel Rivière & Cie, 1924, pp. 184-185; voir plus haut «La Révolution déjacobinisée».
- <sup>239</sup> Lénine, *L'État...*, op. cité, pp. 88-89, 125-126.
- <sup>240</sup> Lénine, *Œuvres* (en russe), XXVI, p. 67, in Schwarz, op. cité, pp. 85-86.
- <sup>241</sup> Victor Serge, *l'An I de la Révolution russe*, 1930, op. cité, notamment p. 331; Voline, op. cité, notamment p. 257.
- <sup>242</sup> Voir «La Révolution déjacobinisée».
- <sup>243</sup> Rosa Luxemburg, *La Révolution russe*, 1918, traduction Marcel Ollivier, Spartacus, 1937, 1977, pp. 28-29; in Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou Révolution?*, Spartacus, 1997.
- <sup>244</sup> Lénine, *Que faire?*, 1902, op. cité.
- <sup>245</sup> Op. cité.



<sup>246</sup> Cf. *La Commune de Cronstadt* : recueil de documents comprenant la traduction intégrale des *Izvestias* de Cronstadt, Éditions Bélibaste (traduction à partir d'une version espagnole, épuisé), 1969; *Izvestia du comité révolutionnaire provisoire de Kronstadt*, Éditions Ressouvenances (traduction intégrale à partir des textes originaux russes), 1988. Autres : Ida Mett, *Cronstadt, crépuscule sanglant des soviets*, 1938, Spartacus, 1977 ; Alexandre Skirda, *Kronstadt 1921*, Ed. de la Tête de feuilles, 1972 (épuisé) ; *1921, Cronstadt la Rouge*, Alternative libertaire, 2002; Rudolf Rocker, *Les soviets trahis par les bolcheviks*, Spartacus, 1998.

<sup>247</sup> Film de Frédéric Rossif, 1962. Note de l'éditeur: Le film de Richard Prost, *Un autre futur, l'Espagne rouge et noir*, 2 h 31 min., Les Films du Village, 1988, présente les documents historiques fondamentaux sur la question ; et le magnifique film de Ken Loach, *Land and Freedom*, 1 h 49 min., Parallax Pictures, Messidor Films et Road Movies Dritte, 1994, rend bien compte des débats de l'époque à son sujet, sur le terrain. Cf. aussi : Lisa Berger et Carol Mazer, *De toda la vida, des femmes libres dans la Révolution espagnole*, 56 min., Les Films du Village, 1986 ; Ariel Camacho, Phil Casoar et Laurent Guyot, *Ortiz, général sans dieu ni maître*, 1 h 49 min., iO Production et C9 Télévision, 1996.

<sup>248</sup> Gaston Leval, [Espagne libertaire 36-39](#), Éditions du Cercle/Éditions de la Tête de feuilles 1971 (épuisé) ; cf. aussi : Frank Mintz, *L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, Bélibaste, 1970 ; Carlos Semprun Maura, *Révolution et contre-révolution en Catalogne*, Mame, 1974, Les Nuits rouges, 2002 ; *La Collectivité de Calanda* (témoignage de Miguel Celma), Éditions CNT-RP, 1997 ; Frank Mintz, *Autogestion et anarcho-syndicalisme, Espagne 1931-1990*, Éditions CNT-RP, 1999.

<sup>249</sup> Cf. Henri Rabasseire (métayer, en catalan), *Espagne: creuset politique*, Fustier, 1938 ; édition en espagnol, Proyeccion (Buenos Aires), 1965 ; réédité grâce au concours de Daniel Guérin et en accord avec la veuve de l'auteur résidant à New York, sous sa véritable identité : Henri Paechter (signifiant «métayer» en allemand), et sous le titre *Espagne 1936-1937, la guerre dévore la révolution*, Spartacus, 1986.

<sup>250</sup> Cf. Victor Alba, *Histoire du POUIM*, Éditions Champ libre, 1975.

<sup>251</sup> Cf. Marcel Ollivier, *Les journées sanglantes de Barcelone (3 au 9 mai 1937)*, Spartacus, 1937 ; Katia Landau, *Le Stalinisme, bourreau de la Révolution espagnole, 1937-1938*, Spartacus, 1938 ; textes rassemblés in Marcel Ollivier, Katia Landau, *Espagne, les fossoyeurs de la révolution sociale*, Spartacus, 1976.

<sup>252</sup> Cf. Anton Pannkoek, *Workers' Councils*, The Southern Advocate for Workers' Councils (Melbourne), Root and Branch (Boston), 1970 ; en français : *Les Conseils ouvriers*, Bélibaste, 1974, Spartacus, 1982. Autres : Serge Bricianer, *Pannkoek et les conseils ouvriers*, EDI, 1969, 1977 ; Richard Gombin, *Les Origines du gauchisme*, Seuil, 1971.

<sup>253</sup> Note de l'éditeur: Affirmation qui peut d'ailleurs parfois curieusement prendre, elle aussi, une forme très idéologique. Mais les expériences passées de syndicats «courroies de transmission» de parti ou d'organisation politique ne se limitent malheureusement pas aux seuls exemples «communistes» léninistes, ce qui peut expliquer en retour un purisme syndicaliste révolutionnaire, voire un certain sectarisme.

<sup>254</sup> Cf. Erich Mühsam, *La République des conseils de Bavière, novembre 1918-avril 1919*, Fanal, 1929, La Digitale/Spartacus, 1999.

<sup>255</sup> Note de l'éditeur: En fait, tout ne fut pas aussi simple, cf. Carlos Semprun Maura, *Révolution et contre-révolution en Catalogne*, op. cité, où l'on apprend que non seulement les «communistes» et les «socialistes» s'opposèrent aux collectivisations, mais aussi des syndicalistes et des anarchistes, quand ce ne fut pas parfois la CNT elle-même.

<sup>256</sup> Cf. Andy Anderson, *Hungary 56*, Solidarity (Londres), 1964 ; en français: *Hongrie 1956, Commune de Budapest, les conseils ouvriers*, Spartacus, 1986.

<sup>257</sup> Cf. Pier Carlo Masini, *Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils à Turin*, 1951, Nautilus (en français), 1983.

<sup>258</sup> Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail* (ouvrage posthume, préface de Georges Sorel), 1901, Ed. Costes, 1946, Gordon & Breach (Paris), 1971.

<sup>259</sup> [Anarchisme & Syndicalisme, le congrès anarchiste international d'Amsterdam de 1907](#), comptes-rendus (avec la célèbre controverse entre Monatte et Malatesta), coédition Nautilus/ED. du Monde libertaire, 1997.

<sup>260</sup> Daniel Cohn-Bendit, *Le Gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme* (en fait écrit à quatre mains entre Daniel, à l'époque membre du «groupe/non-groupe» Noir et Rouge autour de la revue de ce nom, et Gabriel, son frère aîné qui milita au PC jusqu'au début des années 60), Seuil, 1969.

<sup>261</sup> *Le Monde*, 5 avril 1969.

<sup>262</sup> Par ailleurs, auteur de *L'Agriculture pendant la Révolution française*, Gallimard, 1947.

<sup>263</sup> Cf. «Les Mutineries de la mer Noire», *Les Cahiers de Mai*, juillet 1969.

<sup>264</sup> Note de l'éditeur: En fait, Daniel Guérin a, par ailleurs, développé une analyse de Juin 36 beaucoup plus critique que ces lignes ne le laissent penser, in *Front populaire, révolution manquée*, Julliard, 1963, Actes Sud, 1997.

<sup>265</sup> Note de l'éditeur: On dirait plutôt aujourd'hui «tant à la CGT, à la FSU, voire à FO, parfois à la CFTD, qu'à la CNT et dans les syndicats SUD».